



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 146 • NUMÉRO 127 • 1<sup>re</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le vendredi 18 mai 2012**

—  
Présidence de l'honorable Andrew Scheer

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 18 mai 2012

La séance est ouverte à 10 heures.

---

Prière

---

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1005)

[Traduction]

#### TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'INCIDENT DU *KOMAGATA MARU*

**M. Jasbir Sandhu (Surrey-Nord, NPD)** propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait présenter, en Chambre, des excuses officielles à la communauté sud-asiatique et aux personnes touchées par l'incident du *Komagata Maru* survenu en 1914, au cours duquel les passagers ont été empêchés de débarquer au Canada.

— Monsieur le Président, je vais partager mon temps avec le député de Marc-Aurèle-Fortin.

Je prends la parole pour appuyer la motion du NPD, qui exhorte le gouvernement à présenter à la Chambre des communes des excuses officielles à la communauté sud-asiatique et aux personnes touchées par l'incident du *Komagata Maru* survenu en 1914, ainsi qu'à leurs descendants, incident au cours duquel les passagers ont été empêchés de débarquer au Canada.

La semaine prochaine, le 23 mai, ce sera le 98<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée du *Komagata Maru* dans l'inlet Burrard, près de Vancouver. Aujourd'hui, j'invite tous les députés à appuyer cette motion. La communauté sud-asiatique ne devrait pas avoir attendu un siècle pour des excuses officielles au sujet de ce tragique événement. La tragédie du *Komagata Maru* constitue un sombre chapitre de l'histoire du Canada. Voilà trop longtemps que la communauté sud-asiatique attend de dignes excuses de la part de la Chambre des communes.

Le périple du *Komagata Maru* s'est transformé en tragédie. Les passagers avaient quitté leur foyer dans l'espoir d'entreprendre une vie nouvelle au Canada, une contrée où tout était possible. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est que le Canada n'était pas une terre porteuse d'espoir pour tous — seulement pour certaines personnes. Cette tragédie s'est inscrite dans le cadre de plusieurs incidents qui se sont produits au début du XX<sup>e</sup> siècle et qui étaient attribuables aux lois d'exclusion adoptées pour fermer la porte aux immigrants d'origine sud-asiatique. C'était un secret de polichinelle. Le « voyage continu » était un règlement fondé sur des motifs raciaux, tout comme la taxe imposée aux immigrants chinois qui a causé un tort irréparable en empêchant les personnes de l'Asie du Sud d'entrer au Canada. À la même époque, le Canada acceptait un nombre considérable d'immigrants. En fait, 400 000 immigrants, presque tous originaires

d'Europe, sont arrivés au Canada en 1912 seulement, un chiffre encore inégalé jusqu'ici. Le *Komagata Maru* transportait 376 passagers, dont 340 sikhs, 24 musulmans et 12 hindous. À cette époque, ils étaient tous des sujets britanniques.

On a empêché les passagers de descendre du bateau pendant les deux mois au cours desquels ce dernier s'est trouvé dans la baie Burrard. Les hommes, les femmes et les enfants à bord du navire ont été privés de produits de première nécessité comme de la nourriture et de l'eau. Les conditions à bord se sont dégradées de jour en jour, et les passagers ont grandement souffert de la situation. En courant de grands risques, des Canadiens ordinaires ont apporté de la nourriture à bord du navire pendant ces deux mois. Au bout du compte, seulement 20 passagers ont été admis au Canada puisque le navire avait enfreint les lois d'exclusion discriminatoires. Le navire a été renvoyé à son point de départ le 23 juillet 1914. Après son arrivée à Calcutta, maintenant appelée Kolkata, le 27 septembre 1914, la police a fait feu sur les passagers, abattant 19 d'entre eux. Les autres ont été emprisonnés ou assignés à résidence dans le village.

Je suis moi-même un immigrant. Je suis arrivé au Canada il y a 32 ans dans l'espoir de me forger ici un avenir meilleur. Mes espoirs étaient les mêmes que ceux des passagers du *Komagata Maru*, et j'ai pu profiter d'occasions exceptionnelles. Me faire élire à la Chambre pour représenter Surrey a été le plus grand honneur qui m'ait été conféré et la chance de ma vie. Que me serait-il arrivé si j'avais entrepris mon périple au cours de la première moitié du siècle dernier? J'aurais probablement été refoulé moi aussi. J'aurais été traité comme les passagers du *Komagata Maru*. Il s'agissait de politiques racistes et répréhensibles. Ma communauté de même que la collectivité du Sud-Est asiatique dans son ensemble méritent qu'on leur présente dans cette enceinte des excuses officielles et empreintes de dignité pour cette tragédie.

J'ai parlé de ce dossier à une multitude de Canadiens d'un bout à l'autre de notre grand pays. En collaboration avec mon ami et collègue Sahib Thind, président de la Fondation commémorative du professeur Mohan Singh, j'essaie depuis 17 ans d'obtenir justice pour l'incident du *Komagata Maru*.

En 2006, nous avons exhorté le premier ministre à présenter des excuses à la Chambre des communes. En 2008, je me suis retrouvé sur scène avec lui à Surrey, où il devait annoncer la date de présentation des excuses officielles à la Chambre. Malheureusement, quelques jours avant la date prévue, nous avons appris que le premier ministre présenterait les excuses depuis la scène du festival. Nous avons avisé son cabinet que ce ne serait pas convenable et que la communauté y verrait un manque de respect.

*Travaux des subsides*

La déclaration du premier ministre dans le parc a été rejetée d'emblée par les milliers de participants à l'activité et par quiconque en a entendu parler. Beaucoup étaient déçus et insultés. Pour comble d'insulte, le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme actuel a dit à l'époque que des excuses avaient été présentées et qu'elles ne seraient pas répétées.

Le ministre a dit ensuite que le renvoi du *Komagata Maru* est un incident différent des autres, par exemple, la taxe d'entrée imposée aux immigrants chinois. La tragédie du *Komagata Maru*, comme celle de cette taxe, est une injustice causée par les lois canadiennes en matière d'immigration qui étaient fondées sur des préjugés. Ces lois avaient pour objet d'exclure les Asiatiques alors que le Canada connaissait la plus importante vague d'immigration de son histoire. Le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme réduit la tragédie du *Komagata Maru* à un simple incident et refuse de reconnaître l'existence de la politique du voyage continu que le Canada a appliquée pendant 39 ans. La tragédie du *Komagata Maru* est le symbole des politiques de ce genre mises en place pour empêcher les Sud-Asiatiques d'immigrer au Canada. Je rappelle que de ces politiques ont été en vigueur de 1908 à 1947, ce qui représente 39 années d'exclusion.

Il n'existe toujours pas de transcription ou de compte rendu écrit de la déclaration qu'a prononcée le premier ministre dans le parc. Le cabinet du premier ministre refuse même d'en fournir copie. Comment les conservateurs peuvent-ils croire qu'une telle chose soit acceptable? Si des excuses officielles ne sont pas formulées à la Chambre, il n'y existera pas de compte rendu officiel de ce que le gouvernement a fait. C'est inacceptable. Les Canadiens d'origine sud-asiatique méritent qu'on reconnaisse respectueusement l'injustice qui leur a été faite. En refusant de présenter des excuses officielles concernant l'incident du *Komagata Maru*, les conservateurs ont pratiquement créé deux classes d'excuses pour les injustices du passé. C'est inacceptable.

Nous appuyons les mesures prises au fil des ans par les gouvernements pour présenter des excuses dignes et respectueuses, comme celles offertes aux Canadiens d'origine japonaise internés dans des camps et aux Canadiens d'origine chinoise pour la taxe d'entrée. Lors des excuses présentées à propos de la taxe d'entrée imposée aux Chinois, le premier ministre a soutenu qu'il s'agissait d'une « grave injustice, injustice que nous avons l'obligation morale de reconnaître ». L'incident du *Komagata Maru* met en évidence les graves injustices que les ressortissants d'Asie du Sud ont subies.

Récemment, le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme célébrait dans ma collectivité l'apport des gens d'Asie du Sud au Canada et à son économie. Les séances de photo et les sermons ne suffisent pas. Il faut des excuses dignes et officielles. J'exhorte le premier ministre à reconsidérer la question et à présenter des excuses dignes à la Chambre. Une annonce faite dans un parc ne compte pas pour des excuses. Les Canadiens d'origine sud-asiatique de ma génération et de celle qui suit attendent que cette injustice soit réparée. On ne peut pas revenir sur la souffrance et sur les vies perdues, mais des excuses en bonne et due forme font partie du processus de guérison.

Les passagers du *Komagata Maru* ont tout risqué pour avoir une vie meilleure. À leur arrivée sur nos côtes, le gouvernement, dans un geste d'ultime cruauté, les a refoulés parce qu'ils n'étaient pas de la bonne couleur ou de la bonne religion. Les néo-démocrates demandent respectueusement, mais le plus fermement possible, que le premier ministre permette officiellement de tourner la page sur le traumatisme que cet événement a causé à la communauté de l'Asie du Sud. Si le premier ministre présente finalement des excuses

dignes à la Chambre, le processus de guérison et de réconciliation pourra débiter.

• (1010)

[Français]

**M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD):** Monsieur le Président, si j'ai bien compris, malgré l'histoire de cette malheureuse traversée, les lois racistes ne s'arrêtent pas en 1914. Si je ne me trompe pas, les lois racistes ont persisté au Canada jusqu'en 1947, après la Seconde Guerre mondiale.

Mon distingué confrère pourrait-il faire un rappel historique à propos du retrait de ces lois?

• (1015)

[Traduction]

**M. Jasbir Sandhu:** Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que la société d'aujourd'hui est plus tolérante que celle de 1914. En 1914, des lois discriminatoires ont été adoptées pour restreindre l'immigration au Canada des gens de l'Asie du Sud, même s'ils étaient à l'époque des sujets britanniques. Le Canada faisait partie du Commonwealth, tout comme les pays de l'Asie du Sud dont nous parlons faisaient partie de l'empire britannique à cette époque.

Il a fallu 39 ans pour abolir ces lois discriminatoires. La communauté de l'Asie du Sud attend des excuses officielles et dignes à la Chambre depuis 98 ans afin que son processus de guérison puisse débiter.

**Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Surrey-Nord d'avoir présenté cette motion à la Chambre. Je sais que le dossier lui tient vraiment à coeur et qu'il a consacré sa vie à tâcher d'obtenir du gouvernement qu'il présente des excuses à la communauté sud-asiatique du pays. J'ai rencontré d'autres personnes, comme notre cher ami Sahib, qui ont aussi travaillé très fort dans ce dossier.

Mon collègue pourrait-il nous dire ce qu'il faudra pour que le gouvernement du Canada close ce sombre chapitre de notre histoire, dont aucun gouvernement, libéral ou conservateur, ne s'est occupé?

**M. Jasbir Sandhu:** Monsieur le Président, ma collègue de Newton—Delta-Nord fait de l'excellent travail dans notre collectivité depuis des années, et elle continue de le faire.

L'incident s'est produit il y a 98 ans. Au cours des 17 dernières années, j'ai parcouru le pays et parlé à de nombreux Canadiens. J'ai parlé à des groupes de descendants et à d'autres groupes de militants engagés dans la collectivité. J'ai parlé à des petits-enfants de passagers du *Komagata Maru*.

Ce n'est pas une question d'argent. Aucun membre de la communauté sud-asiatique ne cherche à obtenir de l'argent. Ce qu'on veut, ce sont des excuses sincères. Partout où je suis allé, c'est tout ce qu'on a demandé au fil des années. La communauté concernée a demandé à ce que ce très sombre chapitre de notre histoire soit clos de façon respectueuse, c'est-à-dire par la reconnaissance de l'incident à la Chambre et la présentation d'excuses officielles, afin que le processus de guérison puisse commencer.

**M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales, PCC):** Monsieur le Président, comme vous le savez, le Canada n'a pas toujours toléré et accepté les autres cultures.

*Travaux des subsides*

En fait, notre jeune pays a commis bien des erreurs. Étant d'ascendance italienne du côté de mon père, je fais partie de la communauté italienne, qui était présente ici durant une période sombre. Durant la Seconde Guerre mondiale, nous avons interné des Canadiens d'origine italienne et d'autres Canadiens. Ce ne sont pas des étrangers, mais des citoyens canadiens qui ont été internés.

Il y a plus de 20 ans, le premier ministre Brian Mulroney a présenté des excuses officielles. Ce qui manquait de la part de la communauté italienne, et nous en avons débattu il y a quelques années, ce n'était pas les excuses. Les excuses ont été faites, en l'occurrence, par le premier ministre. Je suis fier que notre premier ministre ait fait cela. Ce qui manquait pour certains membres de la communauté italienne, c'était l'acceptation des excuses.

Le Canada a exprimé son regret pour ce qui s'était produit. Pourquoi, selon le député, les excuses n'ont pas été acceptées?

**M. Jasbir Sandhu:** Monsieur le Président, j'ai parlé à des milliers de personnes partout au Canada du *Komagata Maru* au cours des 17 dernières années.

Une déclaration politique dans un parc, ce n'est pas des excuses officielles. Présenter des excuses, c'est reconnaître ses torts avec dignité. Oui, nous vivons maintenant dans une société plus tolérante. La communauté veut, question de cllore ce sombre chapitre de notre histoire, des excuses dignes, pour que nous puissions entamer le processus de guérison et de réconciliation. C'est ce que veut la communauté sud-asiatique.

Encore une fois, j'invite mes collègues conservateurs à voter en faveur de cette motion pour que la communauté sud-asiatique puisse tourner la page.

• (1020)

[Français]

**M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD):** Monsieur le Président, cette histoire nous invite essentiellement à faire un appel au devoir de mémoire, cette mémoire qui est essentielle pour connaître notre passé et préparer l'avenir. Cet élément essentiel nous aide à défendre et à promouvoir le droit, la démocratie et la justice. Ce même devoir nous demande aujourd'hui de regarder cette page sombre de notre histoire, de porter un jugement sur elle et de nous excuser ouvertement et clairement, en reconnaissant nos torts et en les invitant à se joindre à nous pour bâtir un Canada meilleur.

Il est important de faire un rappel historique, car cet événement n'est pas arrivé fortuitement. Il s'est produit dans une société bien spécifique, celle du Canada de 1914.

En 1914, le Canada et l'Inde étaient tous les deux des colonies britanniques. Nous étions tous des citoyens britanniques. Tout le monde avait la même citoyenneté. À l'époque, cette communauté comptait à peine 4 700 personnes, à peine 1 p. 100 de la population. C'était une communauté faible. Elle avait commencé en 1897 avec l'arrivée de soldats indiens qui avaient décidé de rester au Canada et de s'y implanter. Cette communauté était organisée mais très petite.

Déjà à l'époque, il y avait un lourd sentiment de xénophobie anti-asiatique au Canada. Elle ne touchait pas seulement la communauté indienne. Elle a coûté très cher aux communautés japonaise et chinoise.

Il y avait donc un sentiment important de xénophobie vis-à-vis ces gens qui, rappelons-le, avaient la même citoyenneté que nous. Ils étaient citoyens britanniques.

Cette xénophobie n'était pas nouvelle. En 1907, le Conseil des métiers et du travail de Vancouver fonda une ligue pour l'exclusion asiatique. Il prenait des mesures de lobbying pour endiguer ce qu'il

appelait l'immigration asiatique, le péril jaune. Ce conseil a même été responsable d'une émeute raciale. Le 7 septembre 1907, des gens ont vu leur commerce et leurs avoirs saccagés. Plusieurs personnes ont été blessées. Essentiellement, ce genre d'action s'appelle un pogrom. Le 7 septembre 1907, le Canada a connu un pogrom.

Le gouvernement Laurier, à l'époque, a créé une commission d'enquête. Elle fut dirigée par son sous-ministre du travail, William Lyon Mackenzie King, futur premier ministre. Il est arrivé à une conclusion très triste: les Indiens n'étaient pas faits pour vivre au Canada, à cause de leur accoutumance au climat tropical et d'autres coutumes si différentes des nôtres. On était bien loin de l'inclusion.

De ce rapport découlait une loi et des décrets racistes. Le décret 920 interdisait aux gens qui ne venaient pas directement de leur pays où ils étaient citoyens de s'implanter au Canada, et le décret le 926 obligeait tout immigré d'origine asiatique à avoir au moins 200 \$ en sa possession.

En 1907, ce n'était pas évident d'avoir 200 \$ dans ses poches, surtout lorsqu'on venait d'un pays aussi pauvre que l'Inde de l'époque qui était, rappelons-le, une terre d'exploitation, de misère et de famine. Les dernières famines en Inde dataient d'à peine quelques années.

Cette mesure était accompagnée de mesures imposées aux Indo-Canadiens par le gouvernement même de la Colombie-Britannique. Ils n'avaient pas le droit de vote. On avait décidé qu'ils n'avaient pas le droit de vote, au provincial comme au fédéral. De plus, on leur interdisait toute pratique d'une profession libérale: ils ne pouvaient être ni avocats, ni pharmaciens ni comptables.

Cette volonté de n'avoir aucun membre de la communauté indienne a même conduit le gouvernement canadien, en 1908, à inviter les membres de la communauté indo-canadienne à quitter le Canada et à s'en aller au Honduras britannique. Les gens savaient fort bien que les conditions de vie au Honduras britannique n'étaient pas particulièrement sympathiques. Ils déclinèrent l'offre, à juste titre.

En 1913, il y a eu quand même certaines tentatives pour amoindrir cette loi.

• (1025)

La loi fut déclarée *ultra vires*, parce que l'utilisation de l'expression « d'origine asiatique » pouvait empêcher un colon britannique et ses enfants nés en Inde de venir au Canada. On corrigea immédiatement le tir en remplaçant « origine asiatique » par « race asiatique ». C'était la première fois au Canada qu'on basait une exclusion sur la race.

C'est dans ce contexte que le *Komagata Maru* est arrivé au port de Vancouver le 23 mai 1914. Le Canada avait déjà été informé de la venue de ce bateau et avait décidé, par décret, d'exclure ces derniers au droit de venir au Canada. Prétendant une trop grande main-d'oeuvre disponible — et ce, en 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale au cours de laquelle tous les hommes allaient être mobilisés — on a décidé d'interdire aux ouvriers, aux travailleurs et aux artisans de descendre du bateau, avant même que ces gens arrivent.

On comprendra que lorsqu'on interdit à un artisan ou à un ouvrier d'immigrer au Canada, ça ne lui laisse pas grand-chose.

*Travaux des subsides*

Les 376 passagers sont arrivés dans des conditions de vie peu reluisantes. Dès leur arrivée, ils furent incarcérés à l'intérieur même du bateau. Il leur fut interdit de descendre à terre.

Le premier ministre de la Colombie-Britannique de l'époque, Richard McBride, déclara que la Colombie-Britannique devait rester blanche. C'était clair, net et précis. On ne voulait pas de gens qui ne soient pas blancs. On ne voulait pas de gens qui ne soient pas chrétiens.

Évidemment, cette histoire est bien triste sur le plan de la justice individuelle. Premièrement, on incarcère des gens à l'intérieur d'un bateau sans aucun jugement, sans aucune déclaration. Ils sont présumés coupables. On les incarcère de facto.

Quel a été le comportement du gouvernement canadien en ce qui concerne l'évaluation des dossiers d'immigration? On va essentiellement collectiviser le droit. On va prendre quelques individus parmi eux, on va les juger et la sentence s'appliquera à tous. Ils n'eurent aucun droit à une écoute individuelle ou à un procès individuel. Ils furent jugés collectivement, non pas à partir de leur propre dossier, mais à partir de celui d'un autre. Les règles de droit les plus naturelles et les plus essentielles de notre pays ont évidemment été pétinées.

Ces éléments ont fait que le Canada a dû corriger le tir. On ne pouvait pas renoncer à nos droits les plus essentiels de cette façon.

La mauvaise foi dans l'application de la justice a fait que seulement 24 des 376 individus furent acceptés au Canada. Une plaisanterie. Les autres furent retournés en Inde où la frustration accumulée a mené à une émeute qui a fait 25 morts.

Le Canada a une tache à son histoire. On se doit de la corriger. C'est d'autant plus excitant parce que le Canada est présentement un pays démocratique. Je suis très fier d'être député en cette Chambre et j'invite tous les gens à partager ma fierté et à examiner une erreur qu'on doit corriger.

Le problème avec les erreurs qu'on ne corrige pas, c'est qu'elles s'accumulent et deviennent des fautes. Nous ne serons pas fautifs. Nous allons corriger notre histoire et nous allons bâtir notre avenir. Nous bâtirons un avenir en tenant compte de nos faiblesses passées et de ce devoir de mémoire qui nous oblige à respecter les gens que nous n'avons pas respectés dans le passé.

• (1030)

[Traduction]

**M. Jasbir Sandhu (Surrey-Nord, NPD):** Monsieur le Président, au cours des 17 dernières années, j'ai eu l'occasion de parler à de nombreux Canadiens, dont des descendants des passagers du *Komagata Maru*. Les anecdotes que leurs grands-parents et arrière-grands-parents leur ont racontées remplissent encore leur cœur de tristesse. Ils m'ont dit à maintes reprises qu'ils espèrent que le gouvernement du Canada leur permettra enfin de tourner la page et de panser des plaies encore vives.

Comment tourner la page au sujet de cet incident? Que peut faire le gouvernement pour que ces familles retrouvent enfin la paix de l'esprit?

[Français]

**M. Alain Giguère:** Monsieur le Président, comme tous les pays qui ont une histoire, le Canada a une tache à son histoire.

Le Canada est un pays libre, démocratique et tourné vers l'avenir. Malgré tout, nous devons regarder dans les yeux les descendants de ces personnes lésées et leur présenter nos excuses officielles, non pas en tant qu'individus, mais plutôt en tant que communauté, en tant

que peuple, en tant que pays. Nous nous devons de nous excuser auprès de ces gens, c'est essentiel, car ils y ont droit. Ça ne coûte pas cher de s'excuser. De plus, c'est excellent pour la défense de la démocratie.

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, 4 avril 2008, une ancienne députée, Ruby Dhalla, avait présenté la motion suivante:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait présenter des excuses officielles à la communauté indo-canadienne et aux personnes touchées par l'incident du *Komagata Maru* survenu en 1914, au cours duquel les passagers ont été empêchés de débarquer au Canada.

Cette motion avait été adoptée à l'unanimité. Le gouvernement est parfaitement au courant de cet incident et de la nécessité de présenter des excuses.

Pourquoi, selon mon collègue, le gouvernement est-il si réticent à présenter des excuses officielles ici à ce sujet?

[Français]

**M. Alain Giguère:** Monsieur le Président, on ne peut pas réécrire l'histoire. Par contre, on peut la regarder et la corriger.

Savoir qui était responsable de quoi à l'époque où cette motion a été présentée m'intéresse peu. Ce qui m'intéresse, c'est ce que nous ferons maintenant, aujourd'hui. Et j'estime que nous sommes bien capables de présenter nos excuses. C'est ce qui s'appelle faire preuve de maturité.

[Traduction]

**M. Costas Menegakis (Richmond Hill, PCC):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours de mon collègue de Marc-Aurèle-Fortin.

J'ai aussi entendu la question du député du Parti libéral. Je me contenterai de dire que je trouve cela plutôt fort de la part d'un député libéral, compte tenu du nombre d'années pendant lesquelles les libéraux ont été au pouvoir, et du fait qu'ils n'ont même jamais visité les lieux. C'est un sujet grave, et le Parti libéral n'y a jamais donné suite. Mais ce n'est pas de cela que je veux parler pour l'instant.

J'ai une question à l'intention du député de Marc-Aurèle-Fortin. Il y a quelques années, le premier ministre actuel a rendu visite à la communauté et a présenté des excuses personnelles. Nous comprenions à l'époque que cette question était vraiment d'intérêt public. La communauté a accepté ces excuses et a tourné la page. Et voici que ça recommence aujourd'hui.

S'agit-il d'une manoeuvre politique? Pourquoi les excuses du premier ministre du Canada lui-même, présentées en personne aux descendants en Colombie-Britannique, ne sont-elles pas suffisantes?

[Français]

**M. Alain Giguère:** Monsieur le Président, les excuses personnelles de M. Stephen Harper sont une bonne chose. Il a présenté ses excuses en tant qu'individu. Toutefois, ce que nous demandons, ce n'est pas qu'un individu présente ses excuses personnelles, mais plutôt que le chef de l'État, en tant que chef de l'État, parle au nom de l'ensemble du pays et présente des excuses au nom du peuple et de l'État canadiens.

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Je rappelle au député qu'il doit référer à ses collègues en utilisant leur titre ou la circonscription qu'ils représentent.

●(1035)

[Traduction]

DÉPÔT DES EXCUSES PRÉSENTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA  
POUR L'INCIDENT DU *KOMAGATA MARU*

**L'hon. Tim Uppal (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les excuses présentées par le premier ministre au nom du gouvernement du Canada concernant l'incident du *Komagata Maru*, survenu en 1914.

[Le député s'exprime en pendjabi.]

REPRISE DU DÉBAT SUR LA MOTION DE L'OPPOSITION

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**L'hon. Tim Uppal (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais parler des nombreuses mesures prises par le gouvernement conservateur pour reconnaître et commémorer la tragédie du *Komagata Maru* survenue en 1914 ainsi que pour mieux la faire connaître à la population canadienne.

La contribution des Canadiens d'origine sud-asiatique à notre grand pays est considérable. Nous avons consenti d'innombrables efforts pour bâtir le Canada, mais nous n'avons pas toujours été traités de façon équitable en retour. Pendant de nombreuses décennies, les Canadiens d'origine sud-asiatique ont été victimes de discrimination. Les politiques sur le voyage continu, des mesures honteusement racistes qui avaient été adoptées au début du XX<sup>e</sup> siècle et qui ont mené à la tragédie du *Komagata Maru*, sont les exemples les plus flagrants de cette discrimination.

Je me demande si les passagers de ce navire pouvaient imaginer qu'un jour leurs descendants s'adresseraient avec fierté en tant que sikhs à la population canadienne au sein du Parlement canadien. En fait, il n'est pas difficile de croire que l'un des passagers du *Komagata Maru* pourrait avoir un petit-fils de mon âge.

La motion d'aujourd'hui demande que des excuses soient présentées au nom du gouvernement du Canada au sujet de ce tragique incident. Je suis très fier de rappeler à la Chambre que, le 3 août 2008, soit il y a près de quatre ans, le premier ministre avait déjà fait un pas historique en ce sens.

[Le député s'exprime en pendjabi.]

Permettez-moi de lire exactement ce que le premier ministre a dit en cette journée historique:

Bonne après-midi, good afternoon, Sat Sri Akaal, Nameste, As-Salamu Alaykum. J'aimerais d'abord remercier le président de la Fondation commémorative du professeur Mohan Singh, Sahib Thind, de m'avoir invité une fois de plus à cette spectaculaire manifestation de la culture panjabi. La musique et les danses traditionnelles bien vivantes, l'art exquis et les oeuvres littéraires classiques qui sont célébrées aujourd'hui sont le fruit d'une civilisation millénaire, dont l'influence s'étend sur toute la planète. Le Canada partage maintenant ce riche patrimoine culturel; il est devenu partie intégrante de notre propre diversité culturelle. Aujourd'hui, plus d'un million de Canadiens sont d'origine sud-asiatique. Ces hommes et ces femmes, des travailleurs acharnés qui sont passionnément dévoués à leurs familles et à leurs collectivités, contribuent à rendre notre pays encore plus fort pour les générations à venir, notre pays qui offre des perspectives d'avenir à chacun, quelles que soient ses origines, et qui offre l'asile aux victimes de violence et de persécution, notre pays de liberté et de démocratie, de paix et de prospérité, qui n'a pas son égal dans le monde. L'avenir nous offrent des possibilités illimitées à nous les Canadiens, à nos enfants et à nos petits-enfants. Cet avenir prometteur nous le devons en grande partie à la confiance, aux idées et à l'énergie des vagues successives d'immigrants que l'espoir d'une vie meilleure a incités à venir s'installer dans notre pays. Le Canada est reconnu dans le monde entier pour l'accueil chaleureux qu'il réserve aux immigrants. Mais comme tous les pays, notre bilan n'est pas parfait. Nous n'avons pas toujours été à la hauteur de nos idéaux. Comme on l'a mentionné plus tôt, l'un de ces chapitres sombres fut le confinement à bord et le renvoi des passagers du *Komagata Maru* en 1914. Cet événement a causé beaucoup de souffrances à ceux-ci — 376 sujets de la Couronne britannique du Panjab — et a débouché pour bon

### Travaux des subsides

nombre d'entre eux sur un drame épouvantable. Il y a deux ans, j'ai pris un engagement devant vous et [depuis] nous y avons donné suite.

●(1040)

En mai, le gouvernement du Canada a réussi à faire adopter à l'unanimité la motion présentée à la Chambre des communes tendant à reconnaître la tragédie du *Komagata Maru* et de présenter des excuses à ceux qui ont été directement touchés par cet incident. Aujourd'hui, au nom du gouvernement du Canada, je présente officiellement ces excuses en tant que premier ministre. Mes amis, beaucoup de Canadiens ont pendant longtemps travaillé avec acharnement pour qu'on reconnaisse cet événement historique. Parmi les intervenants de cette communauté, je tiens à remercier notamment la Professor Mohan Singh Memorial Foundation, la société Khalsa Diwan, la *Komagata Maru* Descendants Association, et Tarlok Sablok, leader de la communauté, du dévouement et de l'engagement à toute épreuve qu'ils ont démontrés au fil des années à l'égard de ce dossier. Je souhaite également remercier mes propres collègues [...] du travail qu'ils ont fait pour aider les Canadiens à reconnaître ce triste chapitre de notre histoire. Nous ne pouvons ni changer les événements du passé, ni réparer les fautes commises envers ceux qui sont depuis longtemps disparus. Mais nous pouvons aujourd'hui unir les Canadiens et le pays en vue de réaliser de grandes choses à l'avenir [...]

Avant même ces excuses historiques, le premier ministre avait prononcé un discours en 2006 afin de reconnaître officiellement l'incident du *Komagata Maru* et d'annoncer l'intention du gouvernement de mener des consultations avec la communauté sud-asiatique en vue de déterminer la meilleure façon de reconnaître ce triste événement de notre histoire. Les excuses présentées en 2008 sont le résultat direct de ces consultations.

Ces excuses historiques faisaient également suite à une motion présentée par le gouvernement en mai 2008, qui avait été adoptée à l'unanimité par la Chambre des communes. Cette motion visait à reconnaître la tragédie du *Komagata Maru* et à présenter des excuses à ceux qui ont été directement touchés par celle-ci.

Je crois que le premier ministre a présenté ces excuses dans le plus grand respect. Je sais que beaucoup de gens de la communauté ont accepté ces excuses, étaient d'accord avec le fait qu'elles devaient être présentées, les ont respectées et étaient d'avis qu'il fallait maintenant tourner la page.

Jack Uppal, avec qui je n'ai aucun lien de parenté, est un homme hautement respecté et l'un des représentants les plus connus de la communauté sud-asiatique au Canada. Ce leader de la communauté, qui est aussi un homme d'affaires prospère, est arrivé au Canada avec ses parents en 1926, lorsqu'il était bébé. Toute la famille s'est établie en Colombie-Britannique. M. Uppal a été l'un des premiers enfants sikhs à fréquenter une école publique de Vancouver. Il possède maintenant une entreprise de bois d'oeuvre prospère à Vancouver-Sud.

M. Uppal est reconnu pour embaucher de nouveaux immigrants et aider ceux qui veulent venir au Canada. Il a d'ailleurs reçu le prix d'excellence pour le travail communautaire de la Colombie-Britannique. M. Uppal a été le président de la société Khalsa Diwan, et à ce titre, il a aidé les nouveaux immigrants sikhs à s'intégrer à la société canadienne. Il a aussi contribué à l'établissement du temple de la rue Ross. Il est membre du Comité consultatif indo-canadien du Programme de reconnaissance historique pour les communautés.

En juin prochain, M. Uppal recevra un doctorat honorifique de l'Université Simon Fraser lors de la collation des grades. C'est un honneur qu'il mérite grandement.

Voici ce que M. Uppal a déclaré en réponse aux excuses historiques présentées par le premier ministre:

*Travaux des subsides*

« Sous la direction de ce premier ministre, le gouvernement a présenté des excuses au sujet de l'injustice historique que constitue la tragédie du *Komagata Maru*. Ces excuses ont été présentées chez moi, là où cet incident s'est produit. J'ai accepté ces excuses; pour moi, c'est une affaire close. J'ai personnellement accepté les excuses présentées.

« L'incident du *Komagata Maru* est un événement tragique de l'histoire du Canada, mais le gouvernement a déployé de remarquables efforts afin de réparer les torts qui ont été causés. Le premier ministre a présenté des excuses publiques, tandis que le ministre de l'Immigration a établi le programme de reconnaissance historique du *Komagata Maru*, lequel a permis d'allouer des fonds à de nombreux projets éducatifs, à des musées et à des monuments commémoratifs partout au pays. Il faut féliciter le gouvernement d'avoir pris les mesures nécessaires pour tourner la page sur un chapitre sombre de notre histoire. »

D'innombrables membres de la communauté partagent le point de vue de M. Uppal.

L'incident du *Komagata Maru* a eu lieu il y a presque 100 ans, et aucun autre gouvernement n'avait présenté d'excuses à ce sujet. Le gouvernement et le premier ministre sont les premiers et les seuls à avoir présenté des excuses historiques en ce qui concerne cet événement tragique.

• (1045)

J'aimerais revenir sur la réponse de M. Uppal aux excuses formulées par le premier ministre, plus particulièrement le dernier point abordé, soit le fait que le gouvernement a créé et financé le Programme de reconnaissance historique pour les communautés. Voilà qui m'amène à mon prochain point.

La population demandait au gouvernement du Canada de réparer les torts engendrés par les restrictions en matière d'immigration et par les mesures de guerre qui ont été appliquées au pays dans le passé, et, en 2006, c'est exactement ce que le gouvernement conservateur a fait en créant le Programme de reconnaissance historique pour les communautés. Ce programme accorde des subventions et des contributions visant à financer des projets communautaires réalisés en partenariat avec divers groupes.

En mai 2008, le ministre de l'Immigration — qui, à l'époque était secrétaire d'État au Multiculturalisme et à l'Identité canadienne — a annoncé que le gouvernement mettait à la disposition de la communauté indo-canadienne jusqu'à 2,5 millions de dollars en subventions et en contributions pour commémorer l'incident du *Komagata Maru* et sensibiliser les Canadiens d'aujourd'hui et de demain à ce sujet.

Je vais dresser la liste des projets liés à l'incident du *Komagata Maru*, qui n'ont pas reçu l'appui des néo-démocrates ni des libéraux.

Le gouvernement a affecté des fonds au projet en ligne intitulé L'Incident du *Komagata Maru*. Le site Web, portant sur l'incident, contient des outils interactifs et des modules éducatifs.

Le gouvernement a également contribué au financement de la création du tout premier musée consacré à l'incident du *Komagata Maru*, qui sera établi aux bureaux de la société Khalsa Diwan, à Vancouver.

Nous avons contribué au financement du premier monument commémorant l'incident du *Komagata Maru*. Ce monument est situé à Vancouver, dans le parc Harbour Green, au point le plus près de l'endroit où le bateau a été ancré pendant deux mois.

Nous avons aussi financé plusieurs projets de livres à propos de l'incident du *Komagata Maru*. Un livre illustré abordera les aspects

sociaux, culturels, politiques et religieux de l'histoire du *Komagata Maru*. Son texte s'inspirera de la transcription du film primé *Continuous Journey*. Quant au deuxième projet de livre, il contiendra des traductions en pendjabi.

Le gouvernement a financé un projet qui vise à utiliser la création littéraire et les médias numériques pour faire connaître aux jeunes l'histoire et la tragédie du *Komagata Maru*.

Je n'ai malheureusement pas le temps de mentionner tous les autres projets que le gouvernement a financés dans le but de reconnaître cet incident tragique, de le commémorer et de le faire connaître aux Canadiens.

Il est clair que le gouvernement a pris plusieurs mesures à propos de l'incident du *Komagata Maru*, malheureusement sans l'appui du NPD ni des libéraux.

La communauté sud-asiatique a apporté des contributions importantes à notre merveilleux pays, tant du point de vue économique que culturel.

Le premier ministre et le gouvernement ont posé plusieurs gestes historiques pour rectifier l'incident du *Komagata Maru*. Je pense notamment aux excuses présentées par le premier ministre et à la création du Programme de reconnaissance historique pour les communautés.

J'aimerais rappeler à la Chambre que le premier ministre a posé un autre geste historique quand il a nommé au Cabinet un sikh portant le turban, une première à l'extérieur de l'Inde, et une première au Canada. Je suis très honoré de servir auprès du premier ministre dans un gouvernement qui, j'en suis convaincu, continue de faire de notre pays un meilleur endroit pour tous les Canadiens.

Le gouvernement conservateur reconnaît la contribution importante des Canadiens d'origine sud-asiatique. Par les gestes qu'il pose, il réagit aux préoccupations qui retiennent l'attention de ces communautés partout au pays.

Les Canadiens d'origine sud-asiatique peuvent avoir confiance que le gouvernement conservateur défendra les valeurs et les questions qui leur tiennent à coeur, comme la famille, le travail acharné, la culture et le respect. Nos actions démontrent que le gouvernement sait non seulement écouter, mais aussi agir. Nous continuerons dans la même voie.

**M. Jasbir Sandhu (Surrey-Nord, NPD):** Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du député, et il était rempli de renseignements trompeurs.

J'ai participé aux consultations tenues en 2006 et en 2008 dont a parlé le député. Tous les membres, sans exception, qui se sont exprimés lors de ces consultations ont affirmé sans équivoque qu'ils voulaient que des excuses soient formulées ici, à la Chambre des communes, et pourtant, quand le rapport a été rendu public, il a été rejeté du revers de la main par l'ensemble des organisations de la communauté, celles-là mêmes dont a parlé le député.

J'étais au côté du premier ministre lorsqu'il a fait son discours politique dans le parc. Alors même que le premier ministre remerciait ces organisations, ces dernières rejetaient les excuses du premier ministre, qui attendait avec impatience le message de remerciement du président de l'organisme qui l'avait invité. Toutes les personnes présentes à l'activité où les excuses ont été présentées les ont rejetées avec véhémence.

Je veux que le député me dise pourquoi le gouvernement ne veut pas formuler des excuses ici, à la Chambre des communes, afin que l'on puisse enfin tourner la page sur cet événement tragique de notre histoire. Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de le faire ici...

*Travaux des subsides*

•(1050)

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** À l'ordre, s'il vous plaît. Je suis certain que d'autres députés souhaitent poser des questions. Notre temps est compté.

Le ministre d'État a la parole.

**L'hon. Tim Uppal:** Monsieur le Président, il s'agit d'un événement tragique, d'un moment sombre dans la grande histoire du Canada. C'est pourquoi le premier ministre a présenté des excuses officielles devant des milliers de Pendjabis et de gens de l'Asie du Sud qui s'étaient réunis à l'occasion d'un festival culturel. Le premier ministre s'y est présenté en personne pour formuler des excuses officielles au nom du gouvernement du Canada et des Canadiens.

Je suis très fier que ces excuses aient été formulées, non seulement parce qu'elles ont été présentées dans la région où l'incident s'est produit — où l'on a refusé au bateau d'accoster —, mais aussi parce qu'elles ont été formulées devant des milliers de personnes. Ainsi, des milliers de gens de l'Asie du Sud ont pu être témoins des excuses présentées au nom du gouvernement, ce qui n'aurait pas été le cas à la Chambre.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, le Parti libéral du Canada reconnaît depuis de nombreuses années l'incident du *Komagata Maru* survenu en 1914. Nous avons demandé au gouvernement de faire amende honorable. En fait, le premier ministre l'a mentionné lorsqu'il a présenté des excuses en Colombie-Britannique.

Le parti est toutefois allé plus loin encore. Nous avons indiqué très clairement que le premier ministre du Canada devrait prendre la parole à la Chambre et présenter des excuses officielles car c'est exactement ce que bien des membres de la communauté indo-canadienne aimeraient que le premier ministre fasse.

Ma question au député est la suivante: pourquoi le gouvernement s'opposerait-il à ce que le premier ministre du Canada prenne la parole à la Chambre des communes, comme il l'a fait en Colombie-Britannique, et s'excuse au nom de tous les députés et du gouvernement du Canada pour...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** À l'ordre, s'il vous plaît.

Le ministre d'État chargé de la Réforme démocratique a la parole.

**L'hon. Tim Uppal:** Monsieur le Président, c'est un peu fort de la part d'un député libéral d'intervenir pour demander des excuses. Premièrement, on a déjà présenté des excuses devant des milliers de personnes, le tout dans le plus grand respect qui soit. C'est un peu fort de la part du Parti libéral d'aborder le sujet étant donné que pendant les 13 années où il était au pouvoir, les deux premiers ministres qui ont gouverné ont eu l'occasion de présenter des excuses, mais ont choisi de ne pas le faire.

Le gouvernement et le premier ministre actuel ont, dans le plus grand respect, officiellement présenté des excuses devant des milliers de personnes pour l'incident du *Komagata Maru*. Je suis fier d'appartenir au premier gouvernement à faire amende honorable pour cet incident.

**M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le ministre de son allocution passionnée. Il s'agit effectivement d'un moment tragique de notre histoire.

Le ministre a rappelé qu'il y a quatre ans, le premier ministre s'est excusé pour cette tragédie devant des milliers d'Indo-Canadiens et d'habitants d'Asie du Sud. Il était alors en Colombie-Britannique, c'est-à-dire là où ce tragique incident a eu lieu. Il a également précisé

que des fonds seraient consacrés à l'instauration de programmes et d'initiatives visant à commémorer ce moment tragique dans l'histoire du pays.

J'aimerais que le député nous dise pourquoi, selon lui, le NPD a présenté la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui, quatre ans après les excuses du premier ministre. Peut-être pourra-t-il nous éclairer sur le véritable objectif que poursuivaient les néo-démocrates en présentant leur motion.

•(1055)

**L'hon. Tim Uppal:** Monsieur le Président, quand je regarde en arrière, je constate que le premier ministre s'est déjà excusé au nom du gouvernement. Il l'a fait devant des milliers de personnes, et dans le plus grand respect. Bien des gens me disent qu'ils sont fiers que leur gouvernement ait présenté ses excuses. C'est le premier premier ministre à le faire.

Il est temps d'aller de l'avant. Il est temps de rappeler aux gens ce qui s'est passé. Nous avons financé un musée, divers projets sur Internet, des livres et un monument.

Je peux seulement déduire que c'est par calcul politique que le NPD a décidé de ramener ce sujet sur le tapis. C'est dommage que les néo-démocrates veuillent se servir d'un événement aussi chargé émotionnellement pour se faire du capital politique.

Les excuses demandées ont déjà été présentées, dans le plus grand respect et devant des milliers de personnes.

**Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je vais avoir une question à poser, mais j'aurais d'abord une brève observation à faire.

Si ma mémoire ne me fait pas défaut et si les livres d'histoire ne font pas erreur, le projet de loi ou le décret qui interdisait au *Komagata Maru* d'accoster — et à cause duquel tous ces gens ont perdu la vie et ont été traités aussi misérablement pendant que leur navire se trouvait dans le port —, ce texte de loi, dis-je, a bel et bien été adopté par le Parlement. Il s'agissait d'un ordre provenant directement du gouvernement.

Selon moi, quand le premier ministre prend la parole devant une assemblée, le mieux que l'on puisse dire, c'est qu'il prononce un discours politique. Chaque fois que nous avons voulu nous excuser du mal que nous avons pu causer à autrui, c'est ici, à la Chambre, que nous avons présenté des excuses.

Maintenant, j'aimerais que mon collègue m'explique ceci: si le gouvernement est prêt à reconnaître publiquement que le Canada a mal agi, pourquoi refuse-t-il de s'excuser ici, ce qui nous permettrait de tourner la page, justement, et de commencer le processus de réconciliation par la vérité?

**L'hon. Tim Uppal:** Monsieur le Président, je répète qu'il est dommage que le NPD ait décidé de politiser la question et d'induire les Canadiens en erreur.

Des excuses ont été présentées à l'extérieur de la Chambre à l'égard d'autres incidents, d'autres gestes posés par le gouvernement. Elles ont été présentées respectueusement, comme ce fut le cas en l'occurrence.

J'ai eu l'honneur de déposer à la Chambre les excuses présentées par le premier ministre en présence de milliers de personnes en Colombie-Britannique. Des excuses officielles ont été présentées. Des milliers de personnes étaient présentes. Les excuses ont été présentées au lieu de l'incident. Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui a présenté ces excuses.

### Déclarations de députés

**M. Kevin Lamoureux:** Monsieur le Président, je fais remarquer au ministre que le premier ministre aurait du mérite à prendre la parole à la Chambre. Je ne comprends pas pour quelle raison il ne voudrait pas le faire. Il ne s'agit pas de partisanerie politique.

Tous les partis politiques reconnaissent que l'affaire du *Komagata Maru* est un problème qu'il faut régler. Le premier ministre et le ministre lui-même ont indiqué qu'ils seraient disposés à présenter des excuses à la Chambre.

Ma question est donc la suivante: quand pouvons-nous nous attendre à ce que le premier ministre présente des excuses officielles à la Chambre? Pense-t-il que cela arrivera un jour?

Beaucoup de membres de la communauté indo-canadienne qui sont contents que le premier ministre ait présenté des excuses en Colombie-Britannique, mais il y en a également un bon nombre qui...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** À l'ordre. Je suis désolé d'interrompre le député, mais le temps est limité. Je dois donner au ministre d'État le temps de répondre.

Le ministre d'État a la parole.

**L'hon. Tim Uppal:** Monsieur le Président, je répète que je suis très fier que des excuses officielles aient été présentées. Cependant, il est important de bien comprendre ce que je voulais dire par « il est temps d'aller de l'avant ». Ce que je voulais dire, c'est que nous devrions sensibiliser les Canadiens concernant cet incident.

Je suis un Canadien de deuxième génération, mais ma famille a une longue histoire en Colombie-Britannique. Je pense qu'il est important d'utiliser les moyens nécessaires pour apprendre aux gens ce qui s'est passé. J'aimerais un jour amener ma fille au musée et au monument commémorant le *Komagata Maru* et lui expliquer ce qui s'est passé.

Ce qui importe, c'est d'éduquer les Canadiens. C'est exactement ce qu'a fait le gouvernement. Il a présenté des excuses et pris des mesures pour que les Canadiens sachent ce qui s'est passé.

---

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1100)

[Traduction]

### LA SEMAINE DES SERVICES MÉDICAUX D'URGENCE

**Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, je suis honorée de prendre la parole à la Chambre pour attirer l'attention sur la Semaine des services médicaux d'urgence qui se déroulera la semaine prochaine.

L'organisation Directeurs des services médicaux d'urgence du Canada représente plus de 30 000 ambulanciers paramédicaux d'un océan à l'autre du pays. Les ambulanciers paramédicaux sont le troisième groupe de fournisseurs de soins de santé en importance au Canada. Ces travailleurs de première ligne dans le domaine de la santé prodiguent des soins essentiels dans toutes les collectivités du Canada. Ils assurent une présence fiable et constante, tant dans les régions éloignées et rurales que dans nos plus grandes villes. Chaque jour, les efforts du personnel des communications, des ambulanciers paramédicaux et du personnel de soutien ont des répercussions très positives sur la vie des habitants des collectivités du Canada.

L'édition de 2012 de la Semaine des services médicaux d'urgence est l'occasion de rendre hommage aux hommes et aux femmes qui travaillent dans les services médicaux d'urgence du Canada. J'invite

tous les députés à se joindre à moi pour saluer les professionnels des services médicaux d'urgence qui consacrent leur vie à la protection des Canadiens.

\* \* \*

[Français]

### LES JEUX D'ÉTÉ DU CANADA

**M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD):** Monsieur le Président, marquez votre calendrier, du 2 au 17 août 2013, les meilleurs athlètes des quatre coins du pays convergent vers ma circonscription, Sherbrooke, pour participer aux Jeux d'été du Canada. Nous serons fiers de les accueillir chez nous, et je vous invite tous à être également des nôtres lors de cet événement sportif d'envergure.

Fondés en 1967, ces jeux sont la plus importante compétition multidisciplinaire pour les jeunes Canadiens et Canadiennes. Cette fois, 4 200 athlètes seront en compétition dans 20 disciplines différentes, et ce, pendant 15 jours. Sous le slogan « L'unité par le sport », les jeux visent à rassembler des jeunes athlètes canadiens afin de promouvoir un mode de vie sain, la persévérance, le plaisir, l'esprit d'équipe, le dépassement de soi ainsi qu'une connaissance des diverses régions et cultures du Canada.

Les organisateurs souhaitent recruter plus de 5 000 bénévoles. Aussi, je vous invite tous à soumettre votre candidature au site [Web.jeuxducanada2013.ca](http://Web.jeuxducanada2013.ca).

Au nom de tous les citoyens et citoyennes de Sherbrooke, je vous invite à venir encourager nos athlètes, à découvrir Sherbrooke ainsi que la région de l'Estrie et, comme ils le disent si bien, d'« entrer dans les jeux ».

\* \* \*

[Traduction]

### LE PRIX KINDRED SPIRIT

**M. Stephen Woodworth (Kitchener-Centre, PCC):** Monsieur le Président, cette année, Kitchener célèbre son centenaire. Le 10 juin 1912, la municipalité de Berlin est devenue Kitchener, ville où j'habite depuis ma naissance.

Cette ville dynamique, qui compte de nombreuses personnes vaillantes et axées sur le service public, me rend très fier d'être le député de Kitchener-Centre.

La semaine dernière, deux résidents de Kitchener, Randy Rollo et Tara McTeer, ont eu l'honneur de recevoir le prix Kindred Spirit du Centre de santé communautaire du centre-ville de Kitchener, des organismes ROOF et Ray of Hope et du YWCA, pour souligner l'appui qu'ils prodiguent aux sans-abri. Randy et Tara, qui ont déjà été des itinérants, viennent maintenant en aide aux personnes qui doivent surmonter des obstacles semblables.

Randy a participé à la mise sur pied du programme de refuge pour sans-abri Out of the Cold, où il fait du bénévolat depuis 1999. Tara agit comme travailleuse de la santé à Mary's Place et est bénévole auprès de nombreuses organisations de Kitchener. Ces deux personnes incarnent l'atout le plus précieux de Kitchener: sa population généreuse et laborieuse.

*Déclarations de députés***LA CONDITION FÉMININE**

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à souligner l'excellent travail et le dévouement de Lisa Murphy, qui, après 22 ans de service, quitte ses fonctions de directrice générale du Comité consultatif sur la condition féminine de l'Île-du-Prince-Édouard.

Parmi ses nombreuses qualités, elle était une chef à l'écoute de tous qui avait beaucoup d'empathie pour quiconque franchissait sa porte. C'est ce qui lui a permis de faire toute la différence pour des femmes en détresse. Elle ne s'est pas contentée de défendre leur cause: elle a cherché à améliorer globalement leur vie.

Mme Murphy était un membre clé du comité d'action du premier ministre chargé de la prévention de la violence familiale. À ce titre, elle a travaillé inlassablement à divers dossiers, comme le droit familial et la réforme de l'aide juridique, l'exécution des ordonnances alimentaires, la révision de la législation, la préparation de guides pour les électeurs et la valorisation du travail non rémunéré des femmes. Elle est par ailleurs une artiste accomplie.

Au nom de la Chambre des communes, je félicite Lisa Murphy et la remercie sincèrement de son dévouement à la cause des droits de la femme et à la promotion des intérêts des femmes à l'Île-du-Prince-Édouard et au Canada.

\* \* \*

• (1105)

**LES KNIGHTS DE LONDON**

**Mme Susan Truppe (London-Centre-Nord, PCC):** Monsieur le Président, il y a une semaine, les habitants de London, jeunes et moins jeunes, ont vécu une soirée mémorable. Les Knights de London ont battu les Ice Dogs de Niagara, ce qui leur a fait remporter le championnat de la ligue de hockey de l'Ontario.

Au cours du championnat, les Knights ont commencé par balayer les Spitfires de Windsor, puis ils ont éliminé l'équipe de Saginaw au sixième match et balayé les Rangers de Kitchener. Le centre John Labatt, qui se trouve dans ma circonscription, London-Centre-Nord, était bondé lorsque les Knights ont finalement battu les Ice Dogs de Niagara et gagné le championnat au cinquième match de la finale.

Félicitations à Mark et Dale Hunter ainsi qu'à toute l'organisation des Knights de London. Je tiens aussi à féliciter plus particulièrement le joueur d'avant Austin Watson, qui a remporté le trophée Gretzky 99 remis au joueur le plus utile des séries éliminatoires de la ligue de hockey de l'Ontario.

Au nom de tous les députés, je souhaite la meilleure des chances aux Knights, qui participeront bientôt au tournoi de la coupe Memorial à Shawinigan. Ils ont remporté la coupe en 2005, et je sais qu'ils peuvent refaire la même chose cette année. Je suis convaincue que tous les gens de London crient avec moi: Go, les Knights, go!

\* \* \*

[Français]

**LE REGROUPEMENT BÉNÉVOLE DE MONTCALM**

**Mme Manon Perreault (Montcalm, NPD):** Monsieur le Président, je tiens à souligner la contribution inestimable du Regroupement bénévole de Montcalm à la vitalité de mon comté.

Depuis 1985, cet organisme agit comme un véritable agent de développement social auprès de mes concitoyens. En faisant la promotion de l'action bénévole au sein de la communauté, l'organisme s'est distingué par ses services innovateurs et ses actions mobilisatrices.

Le Regroupement bénévole de Montcalm est voué à l'amélioration de la qualité de vie des concitoyens. C'est avec brio qu'il accomplit cette noble mission au bénéfice de la communauté. Ainsi, l'organisme réussit à répondre aux besoins multiples de la population, notamment par le développement de programmes audacieux dans ses nombreux champs d'activités.

Le Regroupement bénévole de Montcalm se fait le porte-parole de la justice sociale, du respect de la personne, de la solidarité et de la valorisation de l'action bénévole. Sa représentativité auprès de la population de Montcalm est un réel gage de succès.

\* \* \*

[Traduction]

**LA FONDATION KATIE CARES**

**Mme Candice Hoepfner (Portage—Lisgar, PCC):** Monsieur le Président, il y a deux semaines, j'ai eu l'honneur de présenter la médaille du jubilé de diamant à une jeune fille de 15 ans, Kaitlyn Reimer, qui a été reconnue pour le rôle qu'elle joue dans son milieu.

Dès son jeune âge, Kaitlyn a toujours été une force positive au sein de la collectivité, qu'il s'agisse de travailler bénévolement aux Jeux olympiques spéciaux ou d'encourager les membres de son équipe. Reconnue pour son humilité, elle ne cherche pas à attirer l'attention sur elle-même, mais sur ceux qui sont dans le besoin.

En 2010, la vie de Kaitlyn et de sa famille a basculé quand la jeune fille a reçu un diagnostic de cancer. Déterminée à changer les choses, Kaitlyn a mis sur pied la Fondation Katie Cares qui amasse des fonds afin d'acheter des jouets, des jeux et du mobilier pour les enfants de l'hôpital.

La jeune fille et sa fondation continuent de recueillir des fonds et de sensibiliser les gens du Sud du Manitoba au cancer chez l'enfant. Elle poursuit son combat contre le cancer et souhaite ardemment que sa fondation grandisse et vienne en aide aux familles. C'est là son plus cher désir.

Sa compassion et son attitude positive font de Kaitlyn une source d'inspiration pour bien des gens. Sa gentillesse ne sera jamais oubliée. Nous l'aimons beaucoup.

\* \* \*

**L'INSTITUT NATIONAL CANADIEN POUR LES AVEUGLES**

**Mme Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC):** Monsieur le Président, en mai, l'Institut national canadien pour les aveugles, ou INCA, souhaite faire de la sensibilisation à la santé des yeux une priorité pour tous les Canadiens. La cécité est évitable dans 75 p. 100 des cas, mais toutes les 12 minutes, au Canada, quelqu'un perd la vue.

La dégénérescence maculaire liée à l'âge est la principale cause de cécité. Plus de 1 million de Canadiens ont une forme ou une autre de cette maladie, dont certaines gens dans ma circonscription, Simcoe—Grey. On prévoit que le nombre de Canadiens qui perdront la vue doublera au cours des 20 prochaines années.

En raison de l'évolution démographique au Canada, le coût qu'entraîne la cécité va grimper, ce qui surchargera encore plus le système de santé et coûtera encore plus cher aux Canadiens.

En 2011, le gouvernement du Canada a annoncé l'octroi d'une subvention de plus de 7 millions de dollars à l'INCA, pour soutenir ses services de bibliothèque accessibles, et il continue de soutenir l'Institut et le travail important que celui-ci fait pour les Canadiens.

*Déclarations de députés*

L'INCA et Vision 2020 Canada travaillent à l'élaboration d'un plan vision pour le Canada et j'invite les parlementaires à se faire chefs de file de la promotion de cette importante question de santé.

\* \* \*

**LE ROSE FESTIVAL**

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, au mois de juin, la ville de Welland tiendra la 51<sup>e</sup> édition du Rose Festival.

Chaque année, la ville de Welland, judicieusement surnommée la ville des roses du Canada, organise ce festival pour encourager la solidarité, la participation et la fierté locales grâce à de nombreux événements et activités gratuits.

Je tiens à souligner cet événement parce qu'il est important pour les habitants de toute la région du Niagara. J'invite tous les membres de la collectivité à participer au vaste éventail d'événements, notamment à la populaire course des roses et au défilé des roses.

Je tiens aussi à féliciter les organisateurs et les coordonnateurs qui rendent cet événement possible, notamment le président, Jeff Ward; le président du défilé, Larry LaRose; la présidente du couronnement, Diane Freeman; et le président de l'exposition d'art, Sam Adams. Ces personnes remarquables sont des bénévoles qui font de ce festival une expérience excitante et mémorable pour tous. Leur profond dévouement au maintien du patrimoine culturel et des beautés naturelles est apprécié par tous les habitants de la collectivité de Welland.

J'invite tous les députés de la Chambre à se joindre à moi pour souligner les centaines de festivals locaux qui ont lieu dans tout le pays et le travail acharné des bénévoles qui les rendent possibles.

\* \* \*

• (1110)

**ROSE LAX**

**M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, PCC):** Monsieur le Président, le Canada et Israël de même que la communauté juive d'Hamilton et du monde entier ont perdu une amie remarquable à la fin d'avril avec le décès soudain de Rose Lax.

Remarquable, parce que, bien qu'elle soit née dans un camp pour personnes déplacées de parents ayant survécu à l'Holocauste, elle est devenue une personne célébrée pour avoir changé le paysage politique juif de l'Amérique du Nord.

Remarquable, en raison de ses efforts inlassables en vue d'outiller les étudiants universitaires contre le fléau de l'antisémitisme qui sévit sur les campus.

Remarquable, parce que Bennie Begin, député de la Knesset et fils du sixième premier ministre israélien, a parlé du lien très spécial qui l'unissait à Rose et à la famille Lax depuis l'époque de ses parents.

En Rose Lax, nous perdons une femme dotée d'une admirable personnalité et d'une gentillesse sans égale.

Mes collègues l'honorable Stockwell Day et le député de Nepean—Carleton se joignent à moi pour offrir nos sincères condoléances à la famille de Rose.

\* \* \*

**LE CHAMPIONNAT VEX ROBOTICS**

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Monsieur le Président, je suis fier de prendre la parole aujourd'hui pour souligner le succès remarquable de deux équipes d'étudiants de l'école

secondaire Gladstone, dans la circonscription de Vancouver Kingsway, qui ont remporté le premier et le deuxième prix lors du championnat du monde des écoles secondaires de VEX Robotics, à Anaheim, en Californie.

Sous la direction de leurs enseignants dévoués, Todd Ablett et Paul Wallace, les étudiants ont mis à profit leur créativité et leur esprit de compétition pendant des centaines d'heures supplémentaires de travail pour devenir la première équipe canadienne de l'histoire à remporter le premier prix.

Cette réussite met en évidence l'importance d'un système d'éducation public fort au pays ainsi que la nécessité cruciale de financer le développement scientifique et technologique dans notre économie.

Lorsqu'on fournit à notre jeunesse l'occasion, les ressources et l'aide nécessaires, elle peut éclipser n'importe quelle équipe au monde. Les idées lumineuses de notre jeunesse actuelle seront les innovations génératrices de transformation qui façonneront le Canada de demain.

Je félicite l'école secondaire Gladstone et tous ceux qui ont participé à ce concours pour leur réussite étincelante. Nous sommes tous fiers d'eux.

\* \* \*

**LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA**

**M. Costas Menegakis (Richmond Hill, PCC):** Monsieur le Président, selon le chef du NPD, les travailleurs du secteur des ressources naturelles contribuent au mal. Il prétend à tort que ceux-ci font perdre des emplois ailleurs au Canada.

Remettons les pendules à l'heure. L'économie de l'Ontario bénéficie de l'exploitation des ressources naturelles ontariennes et son secteur manufacturier, de celle des ressources provenant d'ailleurs au pays. En 2010, le secteur des ressources naturelles employait plus de 760 000 travailleurs dans l'ensemble du pays.

L'exploitation des ressources naturelles constitue un volet important de l'économie et crée des centaines de milliers d'emplois directs, indirects et induits partout au pays.

La politique de division du chef du NPD, qui cherche à dresser les régions du pays les unes contre les autres, et ses observations irréflechies montrent que sa politique économique insensée ferait augmenter les prix et perdre des emplois aux Canadiens.

\* \* \*

[Français]

**LA JOURNÉE DU DRAPEAU HAÏTIEN**

**L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, le 1<sup>er</sup> janvier 1804, la République d'Haïti naissait. Quelques mois auparavant, soit le 18 mai 1803, Haïti s'était doté d'un drapeau révolutionnaire, drapeau qui fait depuis la fierté de tout un peuple.

Le 18 mai marque donc, chaque année, l'honneur d'Haïti d'être la première république au monde issue d'une révolte d'esclaves. J'aimerais à mon tour souligner l'importance de cette journée, notamment pour la diaspora haïtienne au Canada, en particulier celle de la région de la capitale nationale.

Des Canadiens d'origine haïtienne se sont établis des deux côtés de la rivière des Outaouais depuis belle lurette. Aujourd'hui, cette communauté compte au-delà de 20 000 personnes. La diaspora haïtienne se fait remarquer par sa participation dans tous les secteurs d'activités, plus particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé et du droit.

En ce 18 mai 2012, célébrons la riche contribution des Canadiens d'origine haïtienne au rayonnement du Canada.

\* \* \*

[Traduction]

#### LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

**Mme Shelly Glover (Saint-Boniface, PCC):** Monsieur le Président, le chef du NPD a eu complètement tort lorsqu'il a commencé à attaquer le secteur canadien de l'énergie et des ressources naturelles.

Dans ma province, le Manitoba, l'industrie minière est la deuxième industrie en importance, et elle fournit 6 100 emplois directs, concentrés surtout dans le Nord.

Le premier ministre néo-démocrate du Manitoba a dit que l'industrie minière « fournit des emplois très bien rémunérés et appuie les collectivités du Nord ». Étonnamment, le chef fédéral du NPD croit que ces emplois sont une maladie.

Les députés néo-démocrates du Manitoba, notamment les députés de Winnipeg-Centre et Churchill, doivent maintenant dire à la Chambre s'ils croient que le travail de leurs électeurs est une maladie.

\* \* \*

• (1115)

#### LE MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

**Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPD):** Monsieur le Président, hier, une exposition appelée « Sexe » a ouvert ses portes au Musée des sciences et de la technologie, exposition que le ministre du Patrimoine canadien a qualifiée d'« insultante pour les contribuables ».

Ironiquement, les insultes proférées par le ministre n'ont pas dissuadé la population. Elles ont eu l'effet contraire et ont fait doubler le nombre de visiteurs pendant la première journée de l'exposition.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois que le ministre insulte publiquement les conservateurs des musées canadiens. En 2010, le ministre a critiqué le Musée des beaux-arts et encouragé les Canadiens à « décider avec leur porte-monnaie » et à ne pas aller voir l'exposition *La vie en Pop*.

Le ministre de la Culture et du Patrimoine du Canada devrait être capable de représenter la diversité culturelle du pays, pas seulement son propre dogme. Plus important encore, il ne devrait pas se servir du musée pour en dénigrer les conservateurs ou lancer un cri de ralliement à ses partisans.

\* \* \*

#### LE CHEF DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

**Mme Michelle Rempel (Calgary-Centre-Nord, PCC):** Parlons-en, de rabaisser les Canadiens, monsieur le Président. Le chef du NDP continue de dénigrer les Canadiens qui gagnent durement leur vie dans le secteur canadien de l'énergie. Les électeurs albertains qui travaillent dans ce secteur pour soutenir leur famille n'associent pas

#### Questions orales

leur occupation à une quelconque maladie. Le chef du NPD est mal informé. Cette industrie crée des emplois et contribue à la croissance économique, tant en Alberta que dans le reste du pays. En outre, on estime à 783 milliards de dollars les revenus fiscaux que généreront les sables pétrolifères au cours des 25 prochaines années.

Il est absolument incompréhensible que le chef de l'opposition ait choisi de donner à un secteur de notre économie le nom d'une maladie. Le NPD n'a qu'à se tourner vers le Parti libéral pour constater ce qui se passe quand un parti politique dénigre les gens qui triment dur dans le secteur canadien de l'énergie.

Je me demande si la députée d'Edmonton—Strathcona est d'accord avec son chef. Aurait-il dû, d'après elle, faire une telle observation au sujet des travailleurs de l'Alberta?

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LES PENSIONS

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, depuis des mois maintenant, les conservateurs refusent de mettre cartes sur table au sujet de leur plan visant à réduire la Sécurité de la vieillesse. Le ministre des Finances a prétendu que les seules estimations qu'il avait vues provenaient des médias. Maintenant, nous apprenons que le ministre des Finances avait en sa possession depuis presque cinq ans un rapport sur les coûts futurs de la Sécurité de la vieillesse, mais il refuse d'en partager le contenu avec les Canadiens. Deux élections, quatre budgets, mais une seule grande opération de camouflage.

Pourquoi les Canadiens n'apprennent-ils la vérité que maintenant?

**L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, ce rapport n'a bien entendu jamais été complété parce que à l'époque, le pays entrait en récession et que le gouvernement concentrait son attention sur la relance économique et sur son plan d'action économique. Cela a fonctionné, car nous avons créé 750 000 nouveaux emplois, net, depuis le début de la récession. C'était là notre priorité pour les Canadiens: assurer la création d'emplois, la croissance et la prospérité économique à court et à moyen termes. Nous nous affairons maintenant à assurer la sécurité du revenu à long terme. C'est pourquoi nous procédons à des changements afin de rendre la Sécurité de la vieillesse viable.

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, il y a six ans, alors que le premier ministre était en campagne électorale, il a promis aux Canadiens qu'il ne toucherait pas à la Sécurité de la vieillesse. Il avait alors dit que son gouvernement maintiendrait intégralement la Sécurité de la vieillesse et toutes les augmentations déjà prévues. Nous apprenons maintenant la vérité. Déjà, en 2007, les conservateurs prévoient réduire la Sécurité de la vieillesse, mais ils n'en ont jamais rien dit aux Canadiens. Les Canadiens cotisent fidèlement à leurs fonds de pensions. Les Canadiens ont payé pour ce rapport.

Les conservateurs vont-ils cesser de cacher leurs compressions dans ce cheval de Troie qu'est le projet de loi d'exécution du budget, et vont-ils cesser de cacher ce rapport?

*Questions orales*

**L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, notre objectif, c'est de faire en sorte que les générations actuelles et futures puissent bénéficier de la Sécurité de la vieillesse. Nous agissons dans l'intérêt de notre sécurité économique à long terme. Le chef du NPD ne voit pas les choses de la même façon. Le chef du NPD croit en une théorie économique selon laquelle un Canadien doit avoir de la difficulté à joindre les deux bouts pour qu'un autre puisse vivre mieux. Toujours selon cette théorie, une région doit avoir de la difficulté sur le plan économique pour que l'économie d'une autre soit florissante. Je peux affirmer que ce n'est pas ainsi que se sont déroulées les 145 années de l'histoire canadienne. Les Canadiens ne sont pas dupes. Ils savent que, lorsqu'une région du pays va bien, lorsque notre économie est florissante, nous sommes tous gagnants. C'est pourquoi l'approche du NPD est si dangereuse pour l'avenir économique du Canada.

[Français]

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, ce n'est pas étonnant que les conservateurs veuillent cacher les faits aux Canadiens. Tous les rapports connus sur la Sécurité de la vieillesse disent que le programme est viable et qu'il n'est pas nécessaire de faire passer l'âge de la retraite à 67 ans. Le directeur parlementaire du budget, l'OCDE et les Canadiens sont tous d'accord.

La vraie raison pour laquelle le premier ministre ne veut pas dévoiler ce rapport n'est-elle pas parce qu'il va confirmer que le programme est déjà viable?

• (1120)

[Traduction]

**L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, nous tentons d'assurer la sécurité économique et la sécurité du revenu à court terme et à long terme des Canadiens. C'est pourquoi nous apportons des modifications à la Sécurité de la vieillesse. Je trouve très intéressant que le leader parlementaire du NPD fasse marche arrière et qu'il ne défende pas les commentaires de son propre chef selon lesquels la mise en valeur de nos ressources est une maladie. Il ne défend même pas la politique de son propre chef qui consiste à dresser une région du pays contre l'autre. Cela ne me surprend pas. Le NPD abandonne déjà son propre chef.

[Français]

**Mme Françoise Boivin (Gatineau, NPD):** Monsieur le Président, ce n'est pas une question de ne pas le défendre. On n'a pas besoin de le défendre, parce que les conservateurs disent tout de travers une phrase que le leader a pu dire auparavant. On n'a donc pas besoin de défendre notre leader qui veut qu'il y ait des ressources et de bons emplois pour tout le monde, mais sans que cela nuise à l'environnement.

Il y a un mois, les conservateurs du Comité permanent des finances ont décidé que les compétences de Kevin Page posaient problème. Hier, le directeur parlementaire du budget a fourni une réponse claire et raisonnable à ces affirmations farfelues. Le directeur a encore démontré que le programme de la Sécurité de la vieillesse est durable et qu'il n'est pas en danger.

Pourquoi les conservateurs continuent-ils d'attaquer le directeur parlementaire du budget alors qu'ils ne sont même pas capables de fournir leurs propres chiffres?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais citer certains économistes du Canada pour répondre à la question de ma collègue. Peut-être alors comprendra-t-elle ce que pensent les Canadiens à cet égard.

[Traduction]

Avery Shenfeld, économiste en chef des Marchés mondiaux CIBC, a dit que le budget de 2012: « [...] est tout à fait raisonnable dans une économie mondiale qui n'est pas encore ce que nous voudrions qu'elle soit. [...] Par rapport à ce que tous les autres font, nous tirons notre épingle du jeu [...] »

D'autres économistes ont aussi fait des commentaires à ce sujet. Nous continuons d'aller de l'avant grâce à un plan qui vise à créer des emplois, à soutenir l'économie et à assurer au Canada une prospérité à long terme.

\* \* \*

#### LE DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

**Mme Françoise Boivin (Gatineau, NPD):** Je me demande, monsieur le Président, en qui nous avons le plus confiance: le directeur parlementaire du budget ou le gouvernement qui change de position chaque jour. Le directeur parlementaire du budget a en outre révélé que les conservateurs auraient pu créer 94 000 emplois s'ils n'avaient pas imposé des compressions si irresponsables, eux qui se targuent d'être les champions de la création d'emplois.

Voici où je veux en venir. Le directeur parlementaire du budget produit des rapports publics que tous les Canadiens peuvent consulter. Les conservateurs refusent même de dire combien d'argent ils vont enlever aux aînés. Pourquoi continuent-ils alors à s'en prendre à Kevin Page?

**Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, le directeur parlementaire du budget a répété dans le passé que le plan du gouvernement pour revenir à l'équilibre budgétaire n'était pas réaliste. En fait, il y a moins d'un an, il a dit que notre structure financière n'était pas viable et que tout retard sensible concernant l'adoption de mesures budgétaires augmenterait la valeur pécuniaire des mesures correctives nécessaires.

Le gouvernement a néanmoins suivi la voie qu'il s'était tracée. Nous avons maintenu le plan envisagé et nous avons prouvé qu'il fonctionne. Nous avons créé, net, plus de 750 000 emplois depuis juillet 2009. Je ne peux pas expliquer les contradictions du directeur parlementaire du budget, mais de nombreux économistes appuient le plan du gouvernement.

\* \* \*

#### LES PENSIONS

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Monsieur le Président, concentrons-nous sur les faits. Parlons de la Sécurité de la vieillesse.

Mardi, le ministre des Finances a expliqué qu'il n'avait aucune idée des sommes que le gouvernement pourrait économiser grâce aux changements annoncés dans le budget en ce qui concerne la Sécurité de la vieillesse, affirmant que les prévisions du gouvernement ne vont pas au-delà de cinq ans.

## Questions orales

Or, nous apprenons aujourd'hui qu'il y a un rapport sur le sujet et qu'il existe en fait depuis 2007. Les conservateurs peuvent faire des prévisions qui vont au-delà de cinq ans mais, fidèles à eux-mêmes, ils ne permettront pas à qui que soit de les consulter. Vont-ils publier le rapport afin que les parlementaires et les Canadiens puissent tenir une discussion éclairée sur les changements touchant la Sécurité de la vieillesse?

**L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, ce rapport n'a jamais été terminé, car nos priorités ont changé depuis qu'on a entrepris sa rédaction. Nous avons en effet dû concentrer toute notre attention sur la reprise économique.

Les résultats sont éloquentes. Grâce au Plan d'action économique de 2012 et aux efforts déployés par le premier ministre et le ministre des Finances, c'est le Canada qui a enregistré la meilleure performance économique pendant la récession, devant les autres grands pays développés. C'est aussi le Canada qui a affiché la plus forte croissance de l'emploi, le plus faible niveau d'endettement et le plus faible déficit.

Nous poursuivons nos efforts afin de maintenir l'excellente situation financière du Canada. Pour ce faire, nous avons présenté le Plan d'action économique de 2012 afin de demeurer en bonne position pour assurer l'avenir économique de...

• (1125)

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le député de Bourassa a la parole.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Monsieur le Président, je demanderais au ministre de mettre son interrupteur de cassette à *off*. On ne parle pas de ça. Même à l'époque, il disait qu'il n'y avait pas de rapport, il niait l'existence même des rapports. Alors qu'aujourd'hui, il y en a, un rapport.

Là, on parle de retirer des milliards de dollars des poches de nos aînés.

En 2010, la Cour suprême a confirmé que l'accès à l'information du gouvernement était un droit garanti par la Charte des droits et libertés et elle a dit, et je cite: « [...] si l'accès est nécessaire à la tenue d'une discussion significative sur une question d'importance pour le public [...] ». Il me semble que c'est assez important.

Au lieu de jouer des *games*, quand vont-ils déposer le rapport pour qu'on parle sérieusement? Est-ce parce qu'ils ont peur qu'on voit que, finalement, il n'y en avait pas de problème avec...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** L'honorable leader du gouvernement à la Chambre des communes a la parole.

**L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, l'ébauche du rapport n'a jamais été complétée. Nous voulons assurer la Sécurité de la vieillesse pour les générations futures et c'est la raison de nos changements.

Les pensions des aînés ne seront pas réduites. Le programme de la Sécurité de la vieillesse n'est pas viable dans sa forme actuelle, il est donc temps de faire des changements. Les changements que nous apportons assureront la viabilité du programme de la Sécurité de la vieillesse afin que les Canadiens puissent en bénéficier quand ils en auront besoin.

[Traduction]

## LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE

**L'hon. Lawrence MacAulay (Cardigan, Lib.):** Monsieur le Président, en plus de détruire le secteur canadien des pêches, le gouvernement met maintenant en danger la vie de Canadiens. Après avoir fermé les centres de la Garde côtière de St. John's et de Québec, il a décidé de fermer le centre de recherche et de sauvetage le plus important et le plus occupé de la côte Ouest, celui de Kitsilano, en Colombie-Britannique. Il réduit aussi le nombre de régions de la Garde côtière, qui passera de cinq à trois, en plus de licencier 763 employés de la Garde côtière.

Pourquoi le gouvernement tient-il à mettre en péril la vie des Canadiens qui naviguent en mer?

**M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, je peux confirmer à mon collègue que la Garde côtière canadienne a pour priorité absolue d'assurer la sécurité des marins.

Le député a parlé de la consolidation des activités de la côte Ouest, un sujet que nous connaissons très bien. Je peux lui affirmer que le service demeurera le même et qu'il correspondra à ce qui est offert dans les autres ports importants du Canada. J'aimerais aussi rappeler au député que l'ajout d'un aéroglisseur dans le budget de 2010 a permis d'accroître les capacités de recherche et de sauvetage dans cette région. Je lui signale également que la Garde côtière établira un nouveau poste d'embarcations de sauvetage côtier dans le port de Vancouver pour la saison estivale. Il n'a aucune raison de s'inquiéter.

\* \* \*

## L'ASSURANCE-EMPLOI

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, le gouvernement intensifie ses attaques contre les travailleurs canadiens. Les conservateurs s'en prennent maintenant aux travailleurs saisonniers et contractuels en apportant de nouvelles modifications à l'assurance-emploi.

Les travailleurs contractuels sont le moteur de bon nombre d'industries canadiennes. Ces personnes travaillent dur, de l'ensemencement jusqu'à la récolte, afin que nous puissions continuer à mettre sur la table des aliments produits localement par nos agriculteurs et cultivateurs. Pourtant, les conservateurs veulent cibler ces travailleurs en leur imposant une baisse des prestations d'assurance-emploi par rapport aux autres bénéficiaires.

Quand le gouvernement conservateur cessera-t-il de cibler les travailleurs canadiens et commencera-t-il à les respecter?

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, nous nous attendons à ce que les Canadiens occupent des emplois disponibles dans leur région correspondant à leurs compétences. Au cours des prochaines années, il y aura une pénurie sans précédent de main-d'oeuvre qualifiée au Canada et notre objectif est de faire en sorte que les employeurs, comme ceux de ma circonscription, Simcoe—Grey, qui exploitent des vergers et de petites entreprises, fassent d'abord appel aux Canadiens, de sorte que ces derniers obtiennent les emplois dont ils ont besoin et qu'ils convoient.

Pourquoi le NPD n'appuie-t-il pas le plan de création d'emplois, lequel garantit des emplois aux Canadiens?

*Questions orales*

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, en fait, le plan de création d'emplois du gouvernement a entraîné une hausse du taux de chômage au cours des deux derniers mois. Par conséquent, je doute que ce soit un bon plan.

Le gouvernement donne constamment l'impression que l'assurance-emploi lui appartient, mais nous savons tous que ce n'est pas le cas. L'assurance-emploi appartient aux travailleurs. Elle appartient aux gens qui ont travaillé de longues heures, à la sueur de leur front. Ce programme est financé grâce à leurs cotisations. L'assurance-emploi n'appartient pas à la ministre des RHDC qui a une perception déformée du chômage.

Les conservateurs semblent croire qu'être au chômage, c'est comme être en vacances dans un tout-inclus. Les travailleurs saisonniers sont le moteur de bon nombre de collectivités, d'un océan à l'autre, alors pourquoi s'attaquer à eux? Quand le gouvernement comprendra-t-il que l'assurance-emploi ne lui appartient pas et qu'elle appartient aux travailleurs qui y ont cotisé?

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, il doit être clair que l'assurance-emploi appartient aux travailleurs et aux employeurs qui versent les cotisations. Au cours des prochaines années, il y aura une pénurie sans précédent de main-d'oeuvre qualifiée partout au pays. Nous appuyons et applaudissons les millions de Canadiens qui triment dur tous les jours pour subvenir aux besoins de leur famille. Nous serons confrontés à une pénurie sans précédent de main-d'oeuvre qualifiée et notre objectif est de faire en sorte que les employeurs du Canada fassent d'abord appel aux Canadiens, afin de garantir que ces derniers aient du travail.

• (1130)

[Français]

**M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD):** Monsieur le Président, ce sont les travailleurs qui seront pénalisés par les changements.

Les conservateurs ont décidé que leur nouvelle cible serait ceux qui ont des emplois temporaires ou saisonniers. La réforme de l'assurance-emploi, pas claire et enveloppée d'insultes à peine voilées, est une attaque contre ces vaillants travailleurs.

Le marché du travail est bien différent de l'époque duplessiste. Les emplois à vie ne sont plus la norme, et l'assurance-emploi est nécessaire pour assurer une transition sans douleur.

Ce gouvernement va-t-il renoncer à cette réforme irréflectée dont il ne connaît même pas les termes?

[Traduction]

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous nous attendons à ce que les Canadiens acceptent les emplois disponibles dans leur localité en fonction des qualifications requises et de celles qu'ils possèdent.

Parlons toutefois de la dépréciation des gens. Le chef de l'opposition veut faire croire que les employeurs de l'Ouest canadien contribuent au mal.

Nous voulons que chaque Canadien au pays qui souhaite travailler trouve un emploi. C'est pourquoi nous avons créé, net, 750 000 emplois depuis la récession. J'espère que le NPD appuiera enfin un plan de création d'emplois au pays, en l'occurrence celui que nous avons présenté.

**M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD):** Monsieur le Président, j'espère que le gouvernement protégera enfin les travailleurs contre les changements qu'il propose.

[Français]

À force de puiser dans la caisse de l'assurance-emploi, les conservateurs semblent avoir oublié une chose: cette caisse appartient aux travailleurs, pas à eux.

Ces travailleurs voient aujourd'hui ce gouvernement irrespectueux leur dire qu'ils n'auront pas droit de recourir à l'assurance-emploi. Ils y ont cotisé durant des années et voient aujourd'hui les règles changer et l'herbe leur être coupée sous le pied. C'est inacceptable.

Le gouvernement va-t-il vraiment plaquer le cadenas sur la caisse de l'assurance-emploi pour empêcher les chômeurs d'y avoir accès?

[Traduction]

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, les employeurs et les employés cotisent à l'assurance-emploi. Nous sommes confrontés à des pénuries sans précédent de main-d'oeuvre qualifiée partout au pays. Nous souhaitons que les Canadiens aient des perspectives d'emploi dans leur localité en fonction des qualifications qu'ils possèdent.

Le NPD a beau dire ce qu'il veut, il est clairement contre le plan de création d'emplois élaboré par notre gouvernement, celui qui a permis de créer, net, 750 000 nouveaux emplois depuis juillet 2009.

\* \* \*

[Français]

**LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE**

**M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD):** Monsieur le Président, on veut un plan qui va fonctionner pour les travailleurs, et non un plan qui va mal fonctionner pour les travailleurs.

Apparemment, fermer les centres de recherche et sauvetage n'était pas assez pour ce gouvernement. Il a maintenant décidé de saborder 10 centres de la Garde côtière, des centres essentiels pour analyser le trafic maritime et les conditions de navigation. Cette décision du gouvernement met en péril les crabiers, les homardières et les autres pêcheurs de l'Atlantique et du golfe Saint-Laurent.

Est-ce que le ministre des Pêches et des Océans peut revenir sur des décisions dangereuses et s'assurer que les pêcheurs seront protégés adéquatement?

[Traduction]

**M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit auparavant, la sécurité des Canadiens et des plaisanciers est la priorité de la Garde côtière canadienne. Les économies proposées par la Garde côtière canadienne sont équilibrées et contribueront dans une juste mesure à réduire le déficit. Les changements que l'on propose d'apporter à la Garde côtière ne diminueront aucunement notre capacité de fournir le service de classe mondiale qu'attendent les Canadiens et les plaisanciers.

*Questions orales*

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Juan de Fuca, NPD):** Monsieur le Président, en ce qui concerne la côte Ouest, le gouvernement a annoncé la fermeture de la station de Kitsilano de la Garde côtière, qui se trouve au cœur de Vancouver et qui est l'une des plus occupées au pays. C'est la troisième station que l'on ferme. Mais cela ne s'arrête pas là. Les conservateurs envisagent maintenant de fermer 10 des 22 centres des Services de communications et de trafic maritime.

Ces fermetures n'ont rien à voir avec les économies que l'on peut réaliser en réduisant les dépenses administratives et les services qui font double emploi. Le gouvernement ne pourra pas masquer l'effet de ces suppressions avec des programmes temporaires estivaux. Il est en train de compromettre carrément la sécurité maritime.

Pourquoi les conservateurs sont-ils en train de miner ces services de sécurité maritime?

**M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous mettons la main à la pâte pour réduire le déficit. Nous avons examiné très attentivement l'état de nos services actuels, ce que nous voudrions qu'ils soient et ce que nous pourrions changer pour faire des gains d'efficacité. Nous avons procédé ainsi sur la côte Ouest et dans le reste du pays.

Je peux assurer au député que la sécurité des plaisanciers ne sera pas compromise.

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Juan de Fuca, NPD):** Monsieur le Président, ces fermetures ont lieu actuellement. Des services sont éliminés dans les stations, les phares et les centres de commandement de la Garde côtière.

Le ministre ne peut pas nier que ce sont des compressions imprévues et imprudentes qui accroîtront les risques auxquels sont exposés les Canadiens sur l'eau. On dirait que les conservateurs ne s'intéressent aucunement aux personnes qui gagnent leur vie sur l'eau ou aux Canadiens qui pratiquent des activités de loisirs aquatiques. Ils suppriment la station de Vancouver pendant la période de plus forte affluence, au cours de l'année, et c'est l'une des stations les plus occupées. Il s'agit de l'une des plus dangereuses compressions que j'aie vues relativement à ce genre de sécurité.

Pourquoi les conservateurs continuent-ils de foncer à toute vapeur pour appliquer cette politique?

• (1135)

**M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous avons examiné très attentivement l'état actuel des installations de recherche et de sauvetage, soit là où les services se trouvent et comment ils peuvent être organisés pour répondre le mieux possible aux besoins des plaisanciers, ce qui nous a amenés à prendre la décision que nous avons prise dans ce cas.

En ce qui concerne la station dont parle le député, à Kitsilano, elle se trouve à 17 milles nautiques de celle de Sea Island, qui restera ouverte. C'est d'ailleurs cette dernière station qui est équipée du nouvel aéroglisseur acheté grâce au financement prévu dans le budget de 2010, ce qui lui permet d'offrir de meilleurs services dans cette zone.

[Français]

**LES ARTS ET LA CULTURE**

**Mme Rosane Doré Lefebvre (Alfred-Pellan, NPD):** Monsieur le Président, le ministre du Patrimoine canadien n'a pas hésité avant de critiquer publiquement le Musée des sciences et de la technologie du Canada. Maintenant, il s'en lave les mains en disant que c'était simplement son opinion.

Voyons donc! C'est clair que si le ministre critique haut et fort, cela aura des conséquences. Il a violé l'indépendance des musées, un point c'est tout.

Le gouvernement peut-il profiter de cette Journée internationale des musées pour promettre de ne plus mettre son nez dans les expositions des musées?

[Traduction]

**M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, le président du Musée des sciences et de la technologie a invité le ministre à venir visiter l'exposition. On lui a demandé son opinion personnelle, et il l'a donnée.

Bien évidemment, nous tenons beaucoup à l'indépendance de nos musées nationaux. Nous laissons toutes les décisions relatives aux expositions aux musées et à leurs conseils d'administration. Nous nous attendons à ce que le musée examine sa décision au sujet de cette exposition, et nous verrons ce qu'il adviendra de celle-ci par la suite.

De côté-ci de la Chambre, lorsqu'on nous demande notre opinion personnelle, nous n'appelons pas les grands patrons syndicaux pour leur demander ce qu'elle devrait être. Nous pouvons parler en notre propre nom.

**Mme Rosane Doré Lefebvre (Alfred-Pellan, NPD):** Monsieur le Président, après avoir entendu les propos du ministre, certains parents lui ont fait confiance et étaient contre l'exposition, mais de nombreux autres ont décidé de se faire leur propre opinion, ont vu la valeur éducative de l'exposition et y ont amené leurs enfants. Je pense qu'il est temps que « monocle » le ministre ramène ses vieux os dans la DeLorean. On n'est plus en 1955. Les relations sexuelles font partie de la vie et il est préférable que les jeunes soient mieux informés.

Le gouvernement cessera-t-il donc de s'ingérer dans les musées, la culture et la science?

**M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai affirmé à la Chambre à maintes reprises, le gouvernement a investi davantage dans les arts et la culture que tout autre gouvernement dans l'histoire du pays, y compris dans les musées nationaux. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nos musées nationaux manquaient cruellement de financement et de ressources. Nous avons renversé la tendance.

Pour revenir à l'exposition dont parle la députée, j'ai deux filles, mais je ne les amènerai pas la voir. Ce genre de décisions revient aux parents. À l'origine, l'exposition était destinée aux enfants de 12 ans et plus. À l'instar du ministre, j'ai été très heureux d'apprendre que l'âge minimum était passé à 16 ans.

Nous savons que les parents canadiens peuvent prendre leurs propres décisions. C'est pourquoi, de ce côté-ci de la Chambre, nous leur avons donné le choix en matière de garderies. Le NPD s'est opposé à notre initiative. Nous continuerons de nous concentrer sur les priorités des Canadiens.

*Questions orales***LES PÊCHES ET LES OCÉANS**

**L'hon. Lawrence MacAulay (Cardigan, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement est en train de vider de sa substance la Loi sur les pêches. En effet, il retire les quotas aux pêcheurs et songe à abolir les politiques relatives à la séparation des flottilles et aux propriétaires-exploitants. Voilà que nous apprenons qu'il abolit plus de 1 000 emplois à Pêches et Océans, ce qui s'ajoute aux 400 mises à pied effectuées à Noël.

Ces employés rendent un service précieux à la science et à la protection des pêches.

Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à anéantir le secteur canadien des pêches?

**M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, c'est tout le contraire. Les priorités du gouvernement consistent à maintenir une économie solide et florissante et à dépenser les deniers publics de façon responsable, ce dont nous n'avons pas à nous excuser. Pour ce faire, le gouvernement a ciblé des secteurs où il pouvait réaliser des économies équitables, équilibrées et modérées. Le ministère des Pêches et des Océans en fait partie.

Nous avons pris des décisions pour mieux harmoniser les activités et les dépenses avec nos principales responsabilités et pour tirer parti des nouvelles technologies, tout en demeurant efficaces et efficients.

\* \* \*

● (1140)

**LES 41<sup>ES</sup> ÉLECTIONS GÉNÉRALES**

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, finira-t-on un jour de lever le voile sur les sombres secrets qui entourent les tactiques électorales du premier ministre?

Aujourd'hui, nous apprenons que la commissaire à la protection de la vie privée s'inquiète au sujet des données conservées dans la banque conservatrice, le CIMS, sur les votes des Canadiens.

Avant cela, les conservateurs avaient admis leur culpabilité dans le scandale des transferts de fonds. Ils avaient alors enfreint les lois électorales, tandis que leur campagne était axée sur la reddition de comptes. Puis, en 2011, les conservateurs se sont adonnés à une vaste fraude électorale en organisant des appels automatisés à grande échelle pour répandre mensonges et information erronée.

Le gouvernement mettra-t-il un terme à cette mascarade et convoquera-t-il une commission royale d'enquête? Va-t-il simplement...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le secrétaire parlementaire du premier ministre a la parole.

**M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales, PCC):** Monsieur le Président, dans toute cette histoire, je pense que les Canadiens ont été particulièrement troublés d'apprendre que les libéraux avaient tout fait pour qu'on ne sache pas qu'ils avaient eux-mêmes enfreint la loi. Ce n'est qu'une fois le pot aux roses découvert qu'ils ont dû admettre avoir fait des appels illégaux en utilisant de faux noms. En fait, ils ont enfreint les lois électorales et les règlements du CRTC.

Soyons clairs. Le Parti conservateur du Canada fait preuve de transparence. Contrairement au Parti libéral, nous collaborons avec Élections Canada. Le député pourrait peut-être remettre à la commissaire à la protection de la vie privée tous les dossiers sur

des Canadiens que possède le Parti libéral sur des serveurs hébergés aux États-Unis. Voilà ce que le Parti libéral...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le député d'Ottawa—Vanier a la parole.

\* \* \*

[Français]

**LES COOPÉRATIVES CANADIENNES**

**L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, le 12 janvier dernier, pour le lancement pancanadien de l'Année internationale des coopératives, le ministre des Anciens Combattants disait, au nom du gouvernement, que l'Année internationale des coopératives serait l'occasion idéale de faire connaître les capacités des coopératives à subvenir aux besoins des Canadiens, et que l'objectif commun était d'améliorer la reconnaissance des coopératives afin de leur donner plus de soutien et de place.

Le gouvernement peut-il nous dire ce qu'il a fait depuis pour donner plus de soutien et de place aux coopératives canadiennes?

[Traduction]

**L'hon. Gerry Ritz (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, je crois qu'avec ses 9 000 coopératives, ses 18 millions de membres et une valeur nette qui se situe quelque part entre 350 et 360 milliards de dollars, le mouvement coopératif a tout ce qu'il faut pour poursuivre son excellent travail sans notre aide.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP):** Monsieur le Président, le ministre de la Défense a dit à plusieurs reprises que les coûts de fonctionnement du F-35 seront comparables à ceux du CF-18. Or, voilà que le secrétaire parlementaire admet qu'il en coûtera beaucoup plus cher pour faire voler les F-35 que les CF-18. On parle d'environ 12 000 \$ de l'heure de plus.

Et ce n'est pas tout: il admet désormais que la livraison des appareils sera retardée de plusieurs années à cause des coûts, qui ne cessent d'augmenter.

Le secrétaire parlementaire invente-t-il les chiffres qu'il avance ou peut-on voir dans toutes ces contradictions les signes annonciateurs d'un prochain remaniement ministériel?

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, ne nous perdons pas en conjectures. Je proposerais plutôt au député de jeter un oeil aux recommandations qui seront rendues publiques dès que le secrétariat aura terminé de colliger l'information provenant de tous les ministères concernés et aura pu se pencher sur cet important projet d'acquisition.

Je lui recommanderais également d'appuyer le projet de remplacement des CF-18. Il s'agit après tout d'un investissement majeur pour le pays, qui aura des retombées considérables pour le secteur de l'aérospatiale. Il nous permettra notamment de prendre part aux futures missions du NORAD et de l'OTAN. Nos militaires sont sollicités de toutes parts, et c'est pourquoi nous voulons remplacer les appareils existants.

*Questions orales*

[Français]

**Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD):** Monsieur le Président, depuis longtemps on sait qu'il va coûter plus cher de faire fonctionner les F-35 que les CF-18, mais une fois de plus, les conservateurs ont tenté de camoufler ce fait et de discréditer quiconque remettait en question leurs affirmations. Maintenant, c'est un député de leur propre gouvernement qui admet que le fonctionnement des F-35 va coûter 12 000 \$ de plus par heure que celui des CF-18.

Le ministre de la Défense nationale va-t-il enfin admettre qu'il a encore une fois sous-estimé les coûts?

[Traduction]

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai souvent dit ici-même, nous allons remplacer les CF-18 parce qu'il est important que nous le fassions et parce qu'autrement, nous nous retrouverions avec des lacunes opérationnelles.

La députée devrait pourtant savoir que c'est le genre d'investissements qu'il faut faire de temps à autre. Aucun contrat n'a encore été signé. Nous n'avons pas dépensé un seul dollar pour l'acquisition en tant que telle. En fait, c'est le gouvernement précédent qui a signé, il y a quelques années déjà, un protocole d'entente dans lequel il s'engageait à remplacer les CF-18.

Le nouveau secrétariat mène actuellement un vaste examen. De plus, il y aura des vérifications indépendantes et davantage de rapports seront fournis au Parlement et à la population. Fort de cette nouvelle approche, nous allons de l'avant.

● (1145)

[Français]

**Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD):** Monsieur le Président, les conservateurs veulent dépenser dans un programme de F-35 à la dérive alors qu'ils n'en font pas assez pour garantir des services de soutien à nos soldats qui reviennent de mission. Un récent rapport confirme que les anciens combattants n'ont pas les soins de santé mentale dont ils ont besoin. Plusieurs souffrent du syndrome de stress post-traumatique et on manque de professionnels pour les aider. Encore cette semaine, deux spécialistes ont quitté la base de Petawawa.

Pourquoi ce gouvernement ne s'assure-t-il pas que les soldats qui reviennent de mission ont accès à l'aide dont ils ont besoin?

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** C'est faux, monsieur le Président. Une fois de plus et comme toujours, cette députée donne des renseignements qui ne sont pas exacts.

[Traduction]

En fait, nous affectons actuellement des professionnels à Petawawa pour qu'ils soient plus près des militaires qui ont besoin de leur aide. Il fallait le faire à cause des départs à la retraite et des mutations qu'il y a eus. Les mutations sont une pratique courante dans les Forces canadiennes.

Nous cherchons à embaucher plus de professionnels de la santé. Nous avons pour objectif de doubler leur nombre. Les choses vont rondement, et nous continuerons de soutenir les militaires, les membres de leur famille et les anciens combattants qui ont besoin de ces services.

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Monsieur le Président, c'est facile de faire de beaux discours. Dans un rapport accablant publié il y a à peine deux semaines, on critique vivement le

gouvernement parce que les anciens combattants ayant participé à des missions en Afghanistan ne reçoivent pas les soins de santé mentale dont ils ont besoin. La situation y est qualifiée de crise.

Actuellement, la base de Petawawa, où sont affectés 6 000 militaires, ne compte qu'un psychiatre et aucun psychologue.

Les courageux militaires qui ont risqué leur vie pour nous méritent de recevoir les soins de santé dont ils ont besoin. Pourquoi le gouvernement n'investit-il pas plus dans la santé des anciens combattants? Il est temps de joindre le geste à la parole.

**L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, c'est précisément ce que nous faisons. Nous doublons le nombre de professionnels de la santé dans les Forces canadiennes. Nous avons fait des investissements importants dans le cadre du programme Une tradition de soins. Nous affectons des professionnels de la santé mentale à Petawawa pour faire exactement ce que le député suggère de faire, c'est-à-dire pour que, grâce à ces investissements, les militaires aient plus facilement accès, lorsqu'ils en ont besoin, à leurs services.

Quoi qu'il en soit, le député en a peut-être manqué des bouts. Il est si impatient de poser sa question qu'il oublie qu'il a voté, lui et son parti, contre tous les investissements que nous avons faits...

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LE REGISTRE DES ARMES À FEU**

**M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, PCC):** Monsieur le Président, notre gouvernement a respecté son engagement à abolir le registre des armes d'épaule, qui n'a pas permis d'améliorer la sécurité publique et a entraîné un gaspillage énorme des deniers publics.

Des administrations provinciales tentent maintenant de ramener des registres des armes d'épaule par des moyens détournés. Le chef du NPD a déjà déclaré qu'il rétablirait le registre s'il en a un jour la possibilité.

La secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique peut-elle expliquer comment le gouvernement défend les droits des honnêtes propriétaires d'arme à feu?

**Mme Candice Hoepfner (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC):** Monsieur le Président, je suis ravie de répondre à la question.

Comme le gouvernement continue de chercher à réduire le déficit, il devra mettre un terme à la dispense des droits associés aux permis d'armes à feu. Toutefois, pour faciliter la vie aux honnêtes propriétaires d'arme à feu, nous leur laisserons le temps de renouveler gratuitement leur permis pour cinq ans. Quiconque a un permis de possession d'une arme à feu prohibée ou à autorisation restreinte a jusqu'au 17 septembre prochain pour soumettre une demande de permis sans frais; ceux qui ont un permis de possession d'une arme sans restriction disposent plutôt d'une année complète.

Ce sont là d'excellentes nouvelles et pour les honnêtes propriétaires d'arme à feu, et pour les contribuables.

*Questions orales*

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD):** Monsieur le Président, mardi dernier, nous avons demandé au ministre de l'Environnement de nous dire quand la nouvelle réglementation pour les projets gaziers et miniers allait être annoncée. Encore une fois, il a refusé de nous donner une réponse claire en prétextant qu'il y avait encore des consultations.

Or hier, à Bonn, en Allemagne, un représentant du gouvernement a annoncé une réglementation pour 2013. C'est bientôt!

Le ministre a-t-il voulu induire la Chambre en erreur ou est-il si déconnecté de son ministère qu'il ne savait même pas qu'une réglementation serait prête?

[Traduction]

**Mme Michelle Rempel (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, les néo-démocrates ne comprennent pas la nécessité d'établir un juste équilibre entre la gestion de l'environnement et la croissance économique. C'est pourquoi ils dressent les travailleurs d'une partie du pays contre ceux de l'autre.

Au chapitre des règlements concernant l'exploitation pétrolière et gazière, nous travaillons en étroite collaboration avec l'industrie afin d'élaborer un plan qui soit durable, qui fonctionne et qui nous permette d'obtenir les résultats que nous voulons.

Je tiens à souligner que, selon le plus récent inventaire, les émissions de gaz à effet de serre se sont stabilisées et que nous avons enregistré une croissance économique de 3,2 p. 100.

• (1150)

[Français]

**Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD):** Monsieur le Président, quel est le plan?

Le gouvernement n'a clairement aucune idée de ce que le mot « transparence » veut dire. Les Canadiens ne devraient pas avoir à écouter les nouvelles allemandes pour savoir ce que fait leur gouvernement. Le ministre a un devoir envers les Canadiens et envers cette Chambre. La seule chose à laquelle nous avons eu droit, c'est de la poudre aux yeux et des attaques personnelles.

Après la Suisse et l'Allemagne, le ministre peut-il nous dire dans quel pays la prochaine annonce gouvernementale aura-t-elle lieu?

[Traduction]

**Mme Michelle Rempel (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, PCC):** Monsieur le Président, comme je viens de le dire, l'énergie approche réglementaire sectorielle du gouvernement en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre est efficace.

Nous avons établi des règlements dans plusieurs secteurs. Nous travaillons actuellement dans le secteur de l'électricité et dans celui du pétrole et du gaz afin que ceux qui produisent le plus d'émissions soient soumis à une réglementation d'une façon ordonnée qui assure la croissance économique.

Je rappellerai à ma collègue d'en face que ce qui n'aide pas, c'est de dresser les travailleurs d'une partie du pays contre ceux de l'autre. Nous ne le ferons pas.

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, il est clair que le gouvernement préférerait nous tenir tous dans l'ignorance. C'était l'une de ces pseudo-réponses que nous entendons de plus en plus.

De la façon dont le gouvernement conservateur entend affaiblir les règles environnementales, les générations futures devront payer pour ses erreurs, mais les Canadiens en payent déjà le prix. Des documents du gouvernement rendus publics hier montrent que plus de 20 millions de dollars ont été mis de côté pour accélérer l'approbation de grands projets d'exploitation de ressources naturelles, sans tenir compte des répercussions environnementales.

Le gouvernement a-t-il la moindre idée de ce que coûtera, en dégâts à l'environnement et en argent, ce programme irresponsable?

**M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC):** Monsieur le Président, je peux décrire au député les avantages du Plan d'action économique. Nous parlons de 750 000 emplois partout au pays. Les députés d'en face doivent appuyer ce plan.

En fait, hier, notre comité a pu se réunir. Trois ministres sont venus nous parler de leurs futurs projets. Nous avons hâte de voir les changements qui seront faits pour que nous puissions développer l'économie partout au pays, protéger l'environnement et créer encore plus d'emplois.

Il reste à espérer que le NPD nous appuiera au lieu d'essayer de dresser les travailleurs d'une partie du pays contre ceux de l'autre. Il y a des ressources d'un bout à l'autre du pays, de la Colombie-Britannique jusqu'à Terre-Neuve-et-Labrador. Le NPD doit collaborer et favoriser la création d'emplois pour les Canadiens.

**M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, les conservateurs n'ont aucune espèce d'idée des coûts et aucune intention de renseigner la population canadienne à ce sujet.

Il est impossible de gérer les ressources naturelles de façon responsable sans quelque chose qu'on appelle la science. Or, hier, le gouvernement a annoncé son intention de fermer une installation novatrice de recherche sur les eaux douces, la région des lacs expérimentaux. Depuis près de 50 ans, cette station, qui fait figure de pionnier dans le domaine des sciences de l'eau, mesure l'impact de l'activité humaine sur les écosystèmes d'eau douce. Loin de moi l'idée de faire un exposé professoral, mais, par écosystème, on entend le sol, l'air, l'eau, la faune et les gens.

Le gouvernement...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles a la parole.

**M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC):** Il est indéniable, monsieur le Président, que nous nous fions à la science. Nos décisions reposent sur la science. Mais nos décisions doivent aussi tenir compte de l'intérêt des Canadiens, et c'est une responsabilité que nous prenons très au sérieux.

Nous accordons la priorité aux emplois, à la croissance et à la prospérité économique pour l'ensemble du pays. Nous savons tous que les délais associés à la réalisation de projets d'envergure sont beaucoup trop longs. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons présenté les initiatives incluses dans le Plan d'action économique de 2012. Pour chaque projet, nous voulons qu'il y ait un processus d'examen et des échéanciers. C'est raisonnable.

Les Canadiens attendent avec impatience l'entrée en vigueur de ces mesures ainsi que la création d'emploi qui en découlera.

### L'ASSURANCE-EMPLOI

**M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.):** Monsieur le Président, cela fait six ans et demi que les conservateurs ont pris le pouvoir.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Rodger Cuzner:** Monsieur le Président, c'est trop commode. Les conservateurs applaudissent-ils le fait qu'ils ont été reconnus coupables de fraude électorale? Applaudissent-ils le fait qu'un de leur ministre en est à sa troisième enquête sur une question d'éthique? À moins que ce ne soit le verre de jus d'orange à 16 \$. Quoi qu'il en soit, c'est un gouvernement pourri, et nous irons de mal en pis avec les changements apportés à l'assurance-emploi.

Au nom des maires, des responsables et des conseillers des municipalités rurales qui luttent quotidiennement contre le phénomène de l'exode, je pose la question suivante: pourquoi le gouvernement s'en prend-il aux industries saisonnières?

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, les maires et les responsables dans ma circonscription, Simcoe—Grey, sont enchantés par les emplois que le gouvernement crée.

Quant aux changements apportés à l'assurance-emploi, nous nous attendons à ce que les Canadiens acceptent les emplois disponibles dans leur domaine qui correspondent à leurs compétences, car nous sommes aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre qualifiée sans précédent. J'en entends parler dans ma circonscription chaque semaine. Voilà pourquoi nous apportons des changements responsables, pour veiller à ce que les Canadiens obtiennent en priorité les emplois qu'ils recherchent.

\* \* \*

•(1155)

### LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Monsieur le Président, hier, à la télévision, le secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales a déclaré que le sexe n'est pas biologique. Puis, il est allé encore plus loin. Il a ajouté que les adolescents canadiens devraient obtenir leur éducation sexuelle dans n'importe quel club vidéo pour adultes.

Les maladies transmises sexuellement sont en hausse chez les adolescents canadiens, et la grossesse chez les adolescentes demeure une source de préoccupations. Alors, pourquoi le secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales fait-il la promotion de la pornographie auprès des adolescents canadiens au lieu de préconiser l'éducation sexuelle dont ils ont besoin?

**M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, voilà un autre député qui veut parler de tout sauf de ce qui intéresse vraiment les Canadiens.

Les Canadiens veulent parler des emplois que nous avons créés grâce au Plan d'action économique. Ils veulent parler du ministre de la Défense nationale, qui a mis fin à dix ans de grande noirceur. Ils veulent parler du ministre de la Justice, qui a rétabli l'équilibre au sein de notre système de justice, permettant ainsi au ministre de la Sécurité publique de fermer des prisons. Ils veulent parler du député de Bruce—Grey—Owen Sound, qui a proposé une nouvelle mesure législative pour protéger nos ressources hydriques. Ils veulent parler

### Questions orales

de la députée de Kildonan—St. Paul, qui continue de promouvoir une mesure législative pour...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Ottawa-Centre a la parole.

\* \* \*

### LA DÉFENSE NATIONALE

**M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD):** Monsieur le Président, le premier ministre dit qu'il tient compte de toutes les possibilités relativement au prolongement de la mission militaire du Canada en Afghanistan au-delà de 2014. Les Canadiens l'ignoraient, mais encore là, ce n'est pas la première fois que le gouvernement fait volte-face au sujet du prolongement de cette mission.

Lors du Sommet de l'OTAN, qui aura lieu au cours de la fin de semaine, le premier ministre maintiendra-t-il fermement son engagement à mettre un terme à la participation du Canada à cette guerre ou conservera-t-il son habitude consistant à faire des annonces impopulaires pendant qu'il se trouve dans un autre pays?

**M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, le Canada s'est engagé à participer jusqu'en 2014 à une mission internationale d'entraînement des forces de sécurité afghanes pour éviter que ce pays devienne un refuge pour les terroristes. Nous évaluerons les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif et n'avons pas pris de décision finale pour le moment.

\* \* \*

### LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

**M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD):** Monsieur le Président, je sens que la volte-face n'est pas loin.

Le premier ministre sera confronté à d'autres défis lors du Sommet du G8...

**Des voix:** Oh, oh!

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** À l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Ottawa-Centre a la parole. Je demanderais aux députés de parler à voix basse.

La parole est au député d'Ottawa-Centre.

**M. Paul Dewar:** Monsieur le Président, le premier ministre sera confronté à d'autres défis lors de la réunion du G8 qui aura lieu pendant la fin de semaine. La sécurité alimentaire est en tête du programme. Au lieu de prendre des mesures pour contrer la faim et pour remédier aux problèmes de sécurité et d'alimentation, les ministres conservateurs ont lancé cette semaine une attaque cinglante contre le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Comment le premier ministre espère-t-il avoir une quelconque crédibilité sur la scène internationale lorsque ses ministres attaquent des représentants de l'ONU?

**M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, en parlant de volte-face, les députés devraient penser à la position qu'ils ont adoptée à l'égard de la mission en Libye.

*Questions orales*

Je suis un grand voyageur et je peux dire aux députés que cet homme aurait dû visiter des pays comme l'Inde, la Chine, la République démocratique du Congo, le Bangladesh, le Pakistan et l'Indonésie, où vit 60 p. 100 de la population mondiale qui souffre de la faim. Le Canada est le deuxième donateur en importance au Programme alimentaire mondial et contribue à hauteur de 300 millions de dollars pour soulager la faim dans le monde. C'est donc une insulte à l'égard des contribuables canadiens et de leur argent que cet homme soit venu ici pour gaspiller les fonds publics en donnant 5 millions de dollars à...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le député d'Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale a la parole.

\* \* \*

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, PCC):** Monsieur le Président, malgré d'innombrables appels lancés par la communauté internationale, qui exhorte le régime al-Assad à mettre fin à la violence et à respecter le plan en six points en vue d'un cessez-le-feu, établi par l'envoyé spécial, Kofi Annan, les meurtres insensés se poursuivent. Pas plus tard que la semaine dernière, les forces syriennes ont tiré sur des gens qui assistaient à des funérailles. Ces actes odieux ont été décriés par la communauté internationale.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères pourrait-il informer la Chambre des dernières mesures qui ont été prises par le Canada?

**M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, le régime al-Assad continue de faire fi des appels de la communauté internationale, et pendant ce temps, d'innocentes victimes souffrent.

Aujourd'hui, le Canada met en œuvre de nouvelles mesures, qui incluent des sanctions interdisant l'exportation de certains produits vers la Syrie; des sanctions contre la radio et la télévision d'État syriennes, le Monopole syrien des tabacs, propriété de l'État, ainsi que la société exportatrice de pétrole; et des sanctions contre trois personnes étroitement liées au régime.

Le Canada est solidaire du peuple syrien et il appuie ses revendications en faveur de la liberté, de la dignité et d'un avenir meilleur.

• (1200)

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, les Canadiens sont réellement préoccupés par la situation en Ukraine. Plus de 1,3 million de Canadiens sont d'ascendance ukrainienne. Nos concitoyens sont préoccupés par ce qui se passe en Ukraine au chapitre de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit.

Nous savons que le Canada jouera un rôle à cet égard en envoyant des observateurs. La dernière fois, nous en avons envoyé 1 500. Nous prévoyons que le Canada continuera d'appuyer les observateurs dans l'avenir.

Le gouvernement est-il prêt à faire plus? Pensons à la possibilité d'établir un accord de libre-échange entre l'Ukraine et le Canada. Pensons aux rencontres internationales comme...

**Le président suppléant (M. Bruce Stanton):** Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères a la parole.

**M. Deepak Obhrai (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement du Canada a toujours appuyé la tenue d'élections libres et

équitables en Ukraine. En raison de nos engagements solides à l'égard de l'Ukraine, le Canada dépêchera des observateurs électoraux.

Oui, nous sommes préoccupés par les récents événements qui sont survenus en Ukraine, plus particulièrement l'emprisonnement de l'ancienne première ministre.

Je tiens à souligner que le Canada continuera de prendre le parti des Ukrainiens afin de les aider à parvenir à la démocratie.

\* \* \*

[Français]

**L'EMPLOI**

**M. Jean-François Larose (Repentigny, NPD):** Monsieur le Président, le gouvernement ne comprend pas la réalité des travailleurs. Le secteur manufacturier est en pleine crise. On n'a qu'à penser aux fermetures d'Electrolux, de Mabe et d'Aveos, qui créent des milliers de chômeurs dans la région de Montréal. Or les conservateurs restent les bras croisés et ne présentent aucun plan crédible de création d'emplois.

Plusieurs chômeurs devront se tourner vers les organismes communautaires, soit pour retourner à l'école, soit pour trouver un emploi.

Les conservateurs s'engagent-ils à maintenir le financement des organismes communautaires qui soutiennent ceux qui ont perdu leur emploi?

**L'hon. Maxime Bernier (ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme), PCC):** Monsieur le Président, tous les Canadiens savent que nous avons un plan pour faire en sorte que ce pays devienne plus prospère et encore plus libre: le Plan d'action économique que nous avons déposé dernièrement.

Contrairement aux gens d'en face, du NPD, nous n'essayons pas de monter une région contre une autre région au Canada. Nous travaillons avec l'ensemble des Canadiens pour veiller à ce qu'il y ait des emplois disponibles pour tous les Canadiens.

Nous faisons cela, c'est important de le dire, tout en contrôlant notre déficit et tout en nous assurant de revenir à l'équilibre budgétaire le plus tôt possible afin de continuer à diminuer les taxes et les impôts des travailleurs canadiens.

\* \* \*

[Traduction]

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC):** Monsieur le Président, l'Algérie a entrepris des réformes politiques au cours des derniers mois. Le 10 mai, des élections législatives y ont été tenues, et 42 p. 100 des Algériens ont exercé leur droit démocratique. Le Canada est très heureux de ce haut taux de participation, qui augure bien pour l'avenir.

La ministre d'État des Affaires étrangères responsable des Amériques et des Affaires consulaires pourrait-elle nous donner davantage de renseignements sur ces élections?

**L'hon. Diane Ablonczy (ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires), PCC):** Monsieur le Président, nous sommes ravis parce que des rapports indépendants ont révélé que les élections semblent avoir été libres et justes, et qu'aucun incident de violence n'a été rapporté. Je tiens à souligner que 30 p. 100 des nouveaux élus algériens sont des femmes.

*Affaires courantes*

Le Canada estime aussi que les réformes politiques que l'Algérie a récemment mises en place sont très encourageantes. Nous appuyons le nouveau gouvernement, qui est sur la bonne voie. La politique étrangère du Canada a comme assise le soutien et la promotion, partout dans le monde, des principes de liberté et de démocratie ainsi que de respect des droits de la personne et de la primauté du droit.

\* \* \*

**LE LOGEMENT**

**M. Mike Sullivan (York-Sud—Weston, NPD):** Monsieur le Président, dans la région du Grand Toronto, le temps d'attente pour obtenir un logement social est parmi les plus élevés au Canada. Certaines familles attendent plus de 15 ans avant d'obtenir un logement qu'elles peuvent s'offrir.

La Chambre vient tout juste d'adopter une motion du NPD qui demande au gouvernement fédéral de fournir davantage de soutien au titre du logement abordable. Quand le gouvernement prendra-t-il des mesures à cet égard?

**Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement prend déjà des mesures. Nous sommes déterminés à aider les Canadiens vulnérables à devenir auto-suffisants et à avoir un toit. Nous avons fait des investissements sans précédent et, au total, 615 000 personnes ont obtenu de l'aide pour se trouver un logement. Nous avons aussi fait en sorte qu'un maximum de 1,7 milliard de dollars en subventions soit accessible pour la rénovation de logements sociaux ou pour la construction de nouveaux logements. Le gouvernement conservateur a pris des mesures. Je demande au NPD pourquoi il ne les appuie jamais.

\* \* \*

• (1205)

*[Français]***L'EMPLOI**

**M. Jean-François Fortin (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Monsieur le Président, décidément les conservateurs voient des criminels partout. Ce sont maintenant les travailleurs dont l'activité est saisonnière qui sont considérés comme étant des récidivistes. Les conservateurs entendent même les punir financièrement en les obligeant à accepter des emplois de moins en moins payants, sous peine de couper leurs prestations d'assurance-emploi. C'est une attaque frontale contre les régions comme la mienne, qui misent sur le tourisme, les pêches, l'agriculture et la forêt — des activités cycliques. Ils voudraient fermer les régions qu'ils ne feraient pas autrement.

Pourquoi le gouvernement cherche-t-il à tout prix à appauvrir les travailleurs et à s'attaquer à la vitalité des régions?

**L'hon. Maxime Bernier (ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme), PCC):** Monsieur le Président, qu'a fait le Bloc québécois pour les régions du Québec depuis quelques années? Absolument rien. Nous, au contraire, travaillons avec l'ensemble des régions: les régions de l'Ontario, du Québec et surtout, aussi l'Ouest canadien, pour faire en sorte de créer de la prospérité ici, dans ce pays.

Nous avons confiance aux entrepreneurs. Ce sont eux qui créent la richesse et les emplois au Canada. Nous devons les appuyer. C'est ce que nous faisons avec nos mesures budgétaires qui ont été très bien acceptées par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et par les petites entreprises du Canada.

*[Traduction]***L'ENVIRONNEMENT**

**M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, Ind.):** Monsieur le Président, il y a deux ans, le député conservateur de Kenora s'est vanté de l'importance des nouveaux investissements dans la région des lacs expérimentaux. Il a affirmé ceci: « La région des lacs expérimentaux est connue mondialement comme étant le centre de recherche sur les eaux douces le plus novateur du Canada [...] nous investissons dans des projets comme celui-ci, qui permettent au Canada de s'imposer en tant que chef de file de la création du savoir [...] »

Le député de Kenora va-t-il se battre pour le centre de recherche qu'il a récemment vanté, ou laissera-t-il son parti mettre de côté les investissements dans les lacs expérimentaux et, partant, miner sa crédibilité?

**M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, je tiens à assurer au député que le ministère des Pêches et des Océans continuera d'appuyer la recherche sur les eaux douces dans l'ensemble du Canada. Voilà pourquoi, par exemple, en 2008, nous avons consacré 30 millions de dollars au Fonds d'assainissement du lac Simcoe. Cet argent nous permet de faire des progrès remarquables.

Bien que nous croyons que ces fonds seraient mieux gérés par un établissement universitaire privé, nous allons continuer d'investir dans l'assainissement de nos lacs. Néanmoins, nous envisageons avec intérêt le transfert de cette responsabilité à un organisme privé.

**AFFAIRES COURANTES***[Traduction]***RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS**

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, conformément à l'alinéa 36(8)b) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à trois pétitions.

\* \* \*

**LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES**

**M. Corneliu Chisu (Pickering—Scarborough-Est, PCC):** Madame la Présidente, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne du Groupe interparlementaire concernant sa participation à la 123<sup>e</sup> assemblée de l'UIP et aux réunions connexes, tenues à Genève, en Suisse, du 4 au 6 octobre 2010.

J'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne du Groupe interparlementaire concernant sa participation à la 124<sup>e</sup> assemblée de l'UIP et aux réunions connexes, tenues dans la ville de Panama, du 16 au 20 avril 2011.

J'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne du Groupe interparlementaire concernant sa participation à la réunion des co-rapporteurs du troisième Comité permanent de la démocratie et des droits de la personne de l'UIP, tenue à Genève, en Suisse, du 18 au 20 mai 2011.

*Affaires courantes*

J'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne du Groupe interparlementaire concernant sa participation à la réunion-débat parlementaire dans le cadre du forum public 2011 de l'OMC, et à la 24<sup>e</sup> session du Comité de pilotage de la Conférence parlementaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ayant eu lieu à Genève, en Suisse, les 20 et 21 septembre 2011.

J'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation canadienne du Groupe interparlementaire concernant sa participation à la 125<sup>e</sup> assemblée de l'UIP et aux réunions connexes, tenues à Berne, en Suisse, du 16 au 19 octobre 2011.

\* \* \*

● (1210)

**LES COMITÉS DE LA CHAMBRE**

## SANTÉ

**Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le huitième rapport du Comité permanent de la santé, intitulé *Maladies chroniques liées au vieillissement et promotion de la santé et prévention des maladies*.

Conformément à l'article 109 du Règlement, le comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à ce rapport.

\* \* \*

[Français]

**PÉTITIONS**

## LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE

**M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des centaines de Canadiens de partout au Canada qui s'opposent à la décision du gouvernement de sabrer dans le budget de la Garde côtière et de fermer des centres de la Garde côtière au Canada. Je remercie également les centaines de Canadiens qui ont signé la pétition électronique.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement du Canada à reconnaître que les compressions d'effectifs et la fermeture des centres de la Garde côtière menacent la vie des pêcheurs et de tous ceux qui s'aventurent en mer, en plus de mettre en péril notre écosystème marin.

[Traduction]

## LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

**M. Gary Schellenberger (Perth—Wellington, PCC):** Madame la Présidente, je présente quatre pétitions signées par des gens de ma circonscription.

La définition d'« être humain » qui est utilisée au Canada depuis 400 ans, selon laquelle le fœtus ne devient un être humain qu'au moment de sa naissance, ne tient pas compte des connaissances médicales du XXI<sup>e</sup> siècle. Par conséquent, les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes et au Parlement de confirmer que chaque être humain est reconnu comme tel par les lois canadiennes en modifiant l'article 223 du Code criminel de manière à ce qu'il tienne compte des connaissances médicales actuelles.

## LA PAUVRETÉ

**M. Gary Schellenberger (Perth—Wellington, PCC):** Madame la Présidente, je présente deux pétitions au sujet du projet de loi

C-233, Loi visant à éliminer la pauvreté au Canada. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter rapidement cette mesure législative.

## L'AVORTEMENT

**M. Gary Schellenberger (Perth—Wellington, PCC):** Madame la Présidente, je présente deux pétitions.

Comme le Canada, à l'instar de la Chine et de la Corée du Nord, est le seul pays de l'Occident qui n'a aucune loi restreignant l'avortement, les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes et au Parlement de promulguer rapidement une loi limitant le plus possible cette pratique.

## LES PENSIONS

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai le plaisir de déposer une pétition signée par plus de 100 personnes de Winnipeg-Nord qui ont uni leurs efforts pour faire part de leur point de vue à la Chambre des communes.

Les pétitionnaires estiment que les gens devraient encore avoir le choix de prendre leur retraite à 65 ans. Ils demandent donc au gouvernement de ne réduire en rien l'importance et la valeur des trois grands programmes canadiens destinés aux aînés, à savoir la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et le Régime de pensions du Canada.

## L'ENVIRONNEMENT

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition qui est le fruit des efforts inlassables de jeunes Vancouverois. Ethan Trinh, Kaitlyn Fung, Nick Nguyen, Angela Ho, Lucas Chan, Chris Ly et Amy Bui ont fondé un groupe de jeunes qui militent en faveur de la justice climatique, Youth For Climate Justice Now, et ensemble, ils ont recueilli plus de 10 000 signatures pour l'environnement.

La pétition souligne la menace sérieuse que posent les changements climatiques et demande au gouvernement d'appuyer la déclaration pour sauver le Fraser, de stopper l'aménagement proposé du pipeline d'Enbridge et d'interdire les pétroliers le long des côtes de la Colombie-Britannique.

Ces jeunes m'ont aussi fait part de leurs vives inquiétudes concernant les propos tenus dernièrement par le gouvernement lorsqu'il a comparé les militants écologistes à des écoterroristes. Ils veulent faire savoir aux Canadiens que ce ne sont pas les militants écologistes qui constituent la principale menace à leur avenir, mais bien le gouvernement conservateur, pour qui les intérêts des grandes entreprises priment sur la viabilité de l'environnement.

Nous devrions écouter nos jeunes.

● (1215)

## LA RÉPUBLIQUE DES ÎLES FIDJI

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Madame la Présidente, j'ai en main une seconde pétition. Les signataires appartiennent à la communauté fidjienne, qui compte 100 000 membres, et demandent encore une fois au gouvernement d'établir un haut-commissariat dans la République des Îles Fidji.

Les États-Unis, la Chine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont déjà une ambassade ou un haut-commissariat à Fidji. Les nombreux Canadiens d'ascendance fidjienne qui se rendent souvent là-bas n'ont accès à aucun service consulaire dans cette partie du monde. Ils font des affaires à Fidji. Ils y possèdent des biens immobiliers. Les pétitionnaires font remarquer que Fidji est membre du Commonwealth et que nous devons veiller à ce que les Canadiens bénéficient des services nécessaires dans cette partie du monde.

#### LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

**M. Maurice Vellacott (Saskatoon—Wanuskewin, PCC):** Madame la Présidente, j'ai le grand plaisir de présenter aujourd'hui une pétition que plusieurs centaines d'électeurs de la circonscription de Saskatoon—Wanuskewin et quelques autres d'ailleurs ont pris le temps de signer.

Les pétitionnaires affirment que la définition d'« être humain » qui est utilisée au Canada depuis 400 ans, selon laquelle un enfant ne devient un être humain qu'au moment de sa naissance, ne tient pas compte des connaissances médicales du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils demandent donc au Parlement de confirmer que chaque être humain est reconnu comme tel par les lois canadiennes en modifiant l'article 223 du Code criminel de manière à ce qu'il tienne compte des connaissances médicales du XXI<sup>e</sup> siècle.

#### CBC/RADIO-CANADA

**Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour présenter deux pétitions.

La première a été signée par des résidents de certains secteurs de Toronto, de Sarnia, de ma propre circonscription, Victoria, et peut-être par quelques-uns de vos électeurs.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre de protéger et de préserver notre diffuseur public national et d'assurer un financement stable et prévisible à CBC/Radio-Canada, qui est non seulement une institution canadienne respectée, mais un service essentiel qui unit notre pays diversifié.

#### L'ENVIRONNEMENT

**Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV):** Madame la Présidente, la deuxième pétition est signée par des résidents de l'Alberta.

Elle porte sur le projet Northern Gateway d'Enbridge, qu'on pourrait appeler « le grand oléoduc de Chine », un projet risqué qui amènerait des superpétroliers sur les rives de la Colombie-Britannique et les ferait naviguer dans les eaux les plus dangereuses du pays. Les pétitionnaires demandent aux conservateurs au pouvoir la tenue d'audiences complètes, justes, transparentes et impartiales.

#### LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

**Mme Stella Ambler (Mississauga-Sud, PCC):** Madame la Présidente, en tant que députée de Mississauga-Sud, j'ai le privilège de présenter une pétition au nom de mes électeurs.

Dans leur pétition, mes électeurs demandent au Parlement de modifier l'article 223 du Code criminel du Canada pour reconnaître l'existence légale de tous les êtres humains, conformément aux connaissances médicales du XXI<sup>e</sup> siècle.

#### Affaires courantes

#### QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Madame la Présidente, on répondra aujourd'hui à la question n<sup>o</sup> 579.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 579 — **M. Ted Hsu:**

En ce qui concerne les terres de Parcs Canada: a) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, Parcs Canada ou le gouvernement ont-ils vendu, subdivisé, loué ou aliéné d'une autre façon leurs avoirs immobiliers sur la rive est du lac Little à Peterborough (Ontario); b) si la réponse à a) est non, ont-il envisagé de le faire; c) si la réponse à a) est oui, (i) quelle était ou est la nature de l'aliénation envisagée ou étudiée, (ii) qui sont ou étaient les parties à la transaction; d) Parcs Canada ou le gouvernement ont-ils communiqué avec des parlementaires fédéraux ou provinciaux au sujet des avoirs immobiliers du gouvernement sur la rive est du lac Little à Peterborough (Ontario), et, dans l'affirmative, (i) quels parlementaires, (ii) qui a envoyé et reçu ces messages, (iii) quelles étaient la date de ces messages, (iv) quels sont les numéros de dossier ou de référence de ces messages?

**L'hon. Peter Kent (ministre de l'Environnement, PCC):**

Monsieur le Président, vous trouverez ci-après les réponses à la question mentionnée ci-dessus. Pour ce qui est de la question a), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, Parcs Canada n'a pas vendu, subdivisé, loué ou aliéné d'aucune façon ses avoirs immobiliers sur la rive est du lac Little à Peterborough en Ontario.

Pour ce qui est de la question b), Parcs Canada n'envisage pas de le faire.

Pour ce qui est de la question c), puisque la réponse à (a) est non, la question (c) est sans objet.

Pour ce qui est de la question d), Parcs Canada n'a pas communiqué avec des parlementaires fédéraux ou provinciaux au sujet des avoirs immobiliers du gouvernement du Canada sur la rive est du lac Little à Peterborough en Ontario.

\* \* \*

[Traduction]

#### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Madame la Présidente, si une réponse supplémentaire à la question n<sup>o</sup> 512, déposée à l'origine le 25 avril 2012, ainsi que la question n<sup>o</sup> 585 pouvaient être transformées en ordre de dépôt de document, les documents seraient déposés immédiatement.

**La vice-présidente:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 512 — **M. Brian Jean:**

En ce qui concerne les questions Q-386 à Q-509 inscrites au Feuilleton: a) quel est le coût estimatif de la réponse du gouvernement à chaque question; b) quel est le coût estimatif de la réponse du gouvernement à cette question?

(Le document est déposé)

*Travaux des subsides*

Question n° 585 — **L'hon. Wayne Easter:**

En ce qui concerne la dotation à Anciens Combattants Canada (ACC): a) combien de personnes étaient à l'emploi d'ACC à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des exercices 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, avec ventilation par (i) employés à temps plein, (ii) employés à temps partiel, (iii) employés contractuels (pour une période déterminée), (iv) étudiants engagés à contrat; b) quelle est la répartition, par pourcentage, du personnel d'ACC (i) à l'administration centrale à Ottawa, (ii) à l'administration centrale à Charlottetown, (iii) dans les bureaux régionaux dans l'ensemble du Canada, (iv) dans les bureaux sous-régionaux dans l'ensemble du Canada, (v) dans les bureaux de district dans l'ensemble du Canada; c) à combien s'est élevée, au total, la rémunération des employés d'ACC à l'Île-du-Prince-Édouard pour les exercices nommés au point a)?

(Le document est déposé)

[Traduction]

**M. Tom Lukiwski:** Madame la Présidente, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**La vice-présidente:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

### TRAVAUX DES SUBSIDES

#### MOTION DE L'OPPOSITION — L'INCIDENT DU *KOMAGATA MARU*

La Chambre reprend l'étude de la motion.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Madame la Présidente, c'est pour moi un immense honneur de pouvoir prendre la parole aujourd'hui dans cette enceinte, sur une question d'une telle importance. C'est la première fois que j'interviens aux Communes à propos de l'incident du *Komagata Maru*, en 1914, mais j'ai eu l'occasion d'en parler à l'Assemblée législative du Manitoba. Il s'agit d'une question très importante pour beaucoup d'électeurs de ma circonscription. Kalgidhar Darbar, Singh Sabha et la Sikh Society sont trois gurdwaras où mes électeurs se rendent en grand nombre chaque semaine. Au fil des ans, j'ai participé à de multiples discussions concernant cette tragédie qui s'est produite sur les côtes de la Colombie-Britannique, il y a de nombreuses années.

Le ministre a parlé tout à l'heure de l'importance de l'éducation. Nous croyons aussi qu'il y a lieu de renseigner le public sur cette question, pour qu'un plus grand nombre de Canadiens soient au courant de cette tragédie ayant marqué l'histoire du Canada. Ainsi, alors que nous débattons de cette question aujourd'hui, le chef du Parti libéral se trouve à Vancouver, où il visitera le musée du *Komagata Maru*.

Cette question a été soulevée dans le passé. Permettez-moi de souligner quelques réflexions politiques sur la question, dans la perspective du Parti libéral, puis de rappeler les événements historiques qui se sont produits.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'idée de présenter des excuses a d'abord été proposée au Parlement par Ruby Dhalla et par d'autres personnes comme Sukh Dhaliwal et Navdeep Bains. Cette motion prévoyait que le premier ministre présente des excuses à la Chambre des communes au nom du gouvernement et de tous les parlementaires. D'ailleurs, le 2 avril 2008, l'ancienne députée de Brampton—Springdale, Ruby Dhalla, a présenté la motion n° 469, proposant:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait présenter des excuses officielles à la communauté indo-canadienne et aux personnes touchées par l'incident du *Komagata Maru* survenu en 1914, au cours duquel les passagers ont été empêchés de débarquer au Canada.

Cette motion a été adoptée par la Chambre des communes et a reçu l'appui unanime des députés. On s'attendait alors à ce que le premier ministre présente des excuses officielles à la Chambre des communes.

Le 23 mai 2008, l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique a adopté, à l'unanimité, la résolution suivante:

Qu'il soit résolu que l'Assemblée législative présente ses excuses pour les événements du 23 mai 1914, au cours desquels 376 passagers du *Komagata Maru*, ancré au large du port de Vancouver, se sont vu refuser l'entrée au Canada. La Chambre regrette profondément que les passagers, qui cherchaient refuge dans notre pays et dans notre province, aient été renvoyés sans qu'on leur accorde un traitement équitable et impartial digne d'une société où les gens de toutes les cultures sont accueillis et acceptés.

Bien des gens seraient d'avis que c'est le genre d'excuses qu'il conviendrait de présenter à la Chambre des communes, et qu'elles devraient idéalement être présentées par le premier ministre du Canada.

Il est important de noter que le 3 août, le premier ministre a fait une apparition au 13<sup>e</sup> festival annuel Ghadri Babiyon Da Mela, organisé à Surrey, en Colombie-Britannique, pour présenter des excuses à propos de l'incident du *Komagata Maru*. En réponse à la motion demandant que le gouvernement présente des excuses, le premier ministre a déclaré: « Aujourd'hui, en tant que premier ministre, je présente officiellement des excuses au nom du gouvernement du Canada. »

Beaucoup de citoyens de la communauté indo-canadienne ont apprécié ces excuses, mais de nombreux autres voulaient qu'elles soient présentées à la Chambre des communes.

● (1220)

À l'époque, le secrétaire d'État, qui est maintenant ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, avait clos le dossier au nom du gouvernement fédéral en déclarant: « Des excuses ont été présentées et elles ne seront pas répétées ». Nous estimons que le ministre — celui-là même qui a fait cette déclaration — a tort et qu'il devrait reconnaître la nécessité de rouvrir le débat, comme nous le faisons aujourd'hui, et de demander au premier ministre de présenter des excuses à la Chambre des communes.

J'ai mentionné que je siégeais à l'Assemblée législative du Manitoba le 13 mai 2008, lorsque celle-ci s'est penchée sur cette même question. On avait alors présenté une résolution, qui disait notamment ceci:

Il est donc résolu que l'Assemblée législative du Manitoba demande au gouvernement fédéral de présenter des excuses concernant la tragédie du *Komagata Maru* survenue en 1914.

J'ai pris la parole au sujet de la résolution et j'ai voté en faveur de celle-ci. Pour la majorité de mes électeurs et moi-même, la résolution visait à exiger du gouvernement fédéral qu'il présente des excuses à la Chambre des communes. Les personnes que je représentais à l'époque font partie de la circonscription, Winnipeg-Nord. J'aurai donc eu le plaisir — si je puis m'exprimer ainsi — d'intervenir deux fois au sujet de cette question, d'abord au gouvernement provincial, puis au fédéral.

J'ai parlé de l'importance d'inclure un volet historique et éducatif dans le traitement que nous faisons de cet incident. On trouve sur Internet une foule de renseignements sur la tragédie. L'un des sites que j'aime beaucoup consulter est le [vancouverhistory.ca](http://vancouverhistory.ca), qui explique très bien ce qui s'est passé. Voici ce que le site dit notamment sur le sujet:

### Travaux des subsides

Le 23 mai 1914, un navire appelé *Komagata Maru* — qui servait habituellement au transport du charbon — est arrivé à Vancouver et a jeté l'ancre à l'inlet Burrard. Il transportait à son bord 376 Indiens, à savoir 12 hindous, 24 musulmans et 340 sikhs. Tous étaient des sujets britanniques venus au Canada en quête d'une vie meilleure. (Dans cet article, « Indiens » désigne des personnes originaires de l'Inde.)

L'arrivée du *Komagata Maru* a créé une onde de choc dans la ville. Il existait déjà de profonds préjugés envers les habitants de la région qui n'étaient pas blancs, principalement des Chinois et quelques Japonais. Des émeutes contre les orientaux avaient eu lieu à peine quelques années plus tôt, en 1907, année où 901 sikhs étaient arrivés à Vancouver à bord du *Monteagle*, un navire à vapeur du Canadien Pacifique. De nombreux habitants blancs — particulièrement ceux qui y voyaient une menace pour leur emploi — ont décidé qu'il fallait empêcher les nouveaux arrivants de débarquer.

Les autorités étaient sensibles à leurs demandes. Le gouvernement fédéral faisait pression sur les compagnies maritimes pour qu'elles cessent de vendre des billets à des Indiens. En 1907, Ottawa avait adopté une loi qui interdisait aux Indiens de voter. Ils n'avaient pas non plus le droit d'être candidats à des élections, de servir comme juré ou de devenir comptables, avocats ou pharmaciens. Le gouvernement provincial avait adopté des lois qui visaient spécifiquement à décourager l'immigration des Indiens. On exigeait qu'ils aient au moins 200 \$ sur eux pour pouvoir entrer en Colombie-Britannique, alors qu'un Indien moyen gagnait environ 10 cents par jour, et ils devaient arriver directement de l'Inde.

Le *Komagata Maru* n'était pas parti de l'Inde. Il avait quitté Hong Kong le 4 avril 1914 avec 150 passagers, avant de recueillir 111 passagers de plus à Shanghai quatre jours plus tard, puis 86 à Moji, au Japon, le 14, et finalement 14 autres à Yokohama. Il s'est ensuite dirigé vers le Canada.

Le trajet emprunté par le navire se voulait un défi direct aux lois exclusionnistes de la Colombie-Britannique. Le navire avait été affrété par un riche homme d'affaires de Hong Kong, Gurdit Singh.

Quand la nouvelle de l'arrivée prochaine du navire a atteint le Canada, les journaux s'en sont saisis. Le journal *Province* a publié un article sous le titre « Navire rempli d'hindous en route vers Vancouver ».

#### ● (1225)

Nous savons, bien sûr, que ce n'était pas le cas. Le navire transportait de nombreux passagers, qui n'étaient pas tous hindous.

L'article continue comme suit:

(Apparemment, pour un Canadien de race blanche, tous les Indiens étaient hindous.) D'autres manchettes parlaient d'une « invasion hindoue ».

Les Indiens qui vivaient déjà au pays ont commencé à se réunir pour discuter de la façon de venir en aide aux nouveaux arrivants.

Le 23 mai, sept semaines après avoir quitté Hong Kong, le *Komagata Maru* est arrivé à Vancouver.

Les autorités canadiennes et britanno-colombiennes attendaient le navire. Elles ont refusé aux passagers la permission de débarquer du navire parce que ce dernier n'arrivait pas directement de l'Inde et que la plupart des passagers ne disposaient pas des 200 \$ requis pour entrer en Colombie-Britannique. Les autorités leur ont demandé à maintes reprises de rebrousser chemin. Les passagers ont refusé.

On n'a pas voulu les approvisionner en nourriture et en eau, mais des sympathisants locaux ont réussi à ravitailler les hommes, femmes et enfants à bord du bateau. Désespérés, les passagers ont pris le contrôle du navire. Quand des groupes locaux ont tenté de les expulser, les gens à bord les ont bombardés de briques. (L'une de ces briques, fabriquées au Japon, a été préservée au Musée de Vancouver.)

Le maire de Vancouver, Truman Baxter, a organisé un rassemblement anti-asiatique. L'éminent politicien H.H. Stevens s'est adressé à la foule en premier et a dit ceci: « Je n'éprouve aucun ressentiment personnel à l'égard de l'Asie, mais je répète que le Canada n'autorisera pas d'énormes vagues d'immigration en provenance de l'Asie [...] Je compte me prononcer chaque fois que l'occasion se présente sur ce grand principe d'un pays blanc et d'une Colombie-Britannique blanche. » Le discours de Stevens s'est conclu par des salves d'applaudissement. En juin, une commission d'enquête a jugé tous les passagers non admissibles. Mais sans approvisionnements pour le voyage de retour, le navire ne pouvait pas partir.

Le Musée maritime de Vancouver raconte l'histoire en ces mots: « Le 19 juillet 1914, aux petites heures du matin, le *Sea Lion*, comptant à son bord 35 agents d'immigration spécialement mandatés et armés de carabines empruntées aux *Seaforth Highlanders* et 125 policiers de Vancouver, s'est approché du *Komagata Maru* pour le forcer à s'éloigner du port de Vancouver. Les passagers révoltés ont résisté aux tentatives des agents pour monter à bord de leur bateau. Aligné le long de la rambarde, un groupe armé a crié et a menacé de monter à bord si le navire osait accoster. Néanmoins, le capitaine du *Sea Lion* s'est approché et, non sans effort, a attaché son bateau au *Komagata Maru*. Les passagers et les policiers se sont ensuite bagarrés et un homme a coupé la ligne du *Sea Lion* à l'aide d'une hache. Enfin, un

passager armé a ouvert le feu, la ligne a été coupée et le remorqueur a battu en retraite, comme s'il était sous une goulotte à charbon.

Finalement, on appela la toute nouvelle Marine royale canadienne — sa première mission officielle — en renfort. Le NCSM *Rainbow*, un vieux navire-école, fit son entrée dans l'inlet Burrard le 21 juillet, pointant ses canons de six pouces sur le *Komagata Maru*. [C'était la première fois qu'un navire de la MRC venait à Vancouver.]

Le 23 juillet 1914, soit exactement deux mois après son arrivée, le *Komagata Maru* fut forcé de quitter la ville. Une vingtaine de ses passagers qui avaient déjà un statut de résident avaient été autorisés à quitter le navire. Les quelques 300 autres durent rebrousser chemin.

Ce n'est pas fini. J'invite les députés à faire quelques recherches. Ce que j'ai trouvé le plus intéressant, dans cet article, concerne la tragédie qui a suivi.

Voici ce qu'on en dit:

Le 26 septembre 1914, le navire, dont les passagers étaient à bord depuis quatre longs mois, arriva en vue de Calcutta. Une chaloupe canonnière de la marine britannique fit stopper le navire et mis ses passagers aux arrêts. Ils furent emmenés à Baj Baj, une banlieue de Calcutta, où on leur dit qu'ils allaient être envoyés au Pendjab à bord d'un train spécial. On peut lire sur le site Web [www.sikhpioneers.org](http://www.sikhpioneers.org) que « bon nombre des passagers ne voulaient pas aller au Pendjab. Ils avaient des choses à faire à Calcutta. Certains voulaient y trouver du travail et, surtout, les passagers voulaient amener le gourou Granth Sahib, qui les avait accompagnés pendant leur périple, dans un gurdwara [lieu de prière sikh] à Calcutta. »

#### ● (1230)

On pourrait décrire le *Guru Granth Sahib* comme l'évangile des Sikhs, qui vénèrent cet ouvrage et lui portent le plus grand respect.

Les dirigeants britanniques ont refusé la demande et ont insisté pour que tous les passagers prennent un train à destination du Pendjab. Les passagers se sont rebellés et se sont mis à marcher vers Calcutta. On les a forcés à retourner à Baj Baj, où on leur a ordonné de se rembarquer sur le bateau. Menés par Gurdit Singh, ils ont refusé. Un policier a attaqué Singh, mais a été arrêté par un autre passager. Il y a eu des coups de feu. Vingt passagers ont été tués et neuf ont été blessés.

Je trouve cette histoire très intéressante. Elle me donne une bien meilleure appréciation de l'histoire du Canada. Nous devons reconnaître nos erreurs. Il s'agit d'un exemple typique d'une situation où le premier ministre n'aurait qu'à prendre la parole à la Chambre et à présenter des excuses officielles; selon moi, ce n'est qu'une question de temps, que ces excuses soient faites par le premier ministre actuel ou, espérons-le, un premier ministre libéral si le gouvernement refuse de le faire. Nous nous engageons, en tant qu'entité politique, à reconnaître nos fautes et nous souhaitons que des excuses officielles soient formulées.

Lorsque nous regardons ce qui s'est passé, il est difficile de croire qu'une telle chose ait pu se produire. La classe politique, tous partis confondus, les chefs d'entreprise et les dirigeants syndicaux se sont mis de la partie. Comment une telle tragédie a-t-elle pu se produire dans notre pays que nous aimons tant?

J'ai commencé mes observations en parlant de mes nombreux amis, que j'appelle mes frères et mes soeurs lorsque je vais dans les gurdwaras, et en particulier de la communauté indo-canadienne, des personnes qui sont allées au Pendjab et de celles qui en sont originaires et qui ont immigré au Canada. Ce sont aujourd'hui des citoyens canadiens à part entière qui ont des enfants et qui veulent faire connaître à ces derniers ce chapitre de notre histoire.

*Travaux des subsides*

Toutefois, cet événement dépasse le cadre de la communauté indo-canadienne. C'est de notre passé, de notre histoire à tous qu'il est question. Pour tirer des leçons de notre histoire ou mieux la comprendre, nous devons entre autres l'enseigner. Comme je l'ai déclaré plus tôt, le chef du Parti libéral du Canada, qui se trouve actuellement à Vancouver, a souligné qu'aujourd'hui est un jour spécial et qu'il espère que le gouvernement reconnaîtra qu'il est important d'adopter cette résolution. Il fait l'effort d'aller visiter le musée consacré au *Komagata Maru*. Je pense que nous devrions tous essayer de lui emboîter le pas, car nous nous pourrions tous en bénéficier.

En tant que députés, nous avons la possibilité d'informer nos électeurs de ce qui s'est passé en 1914 en leur envoyant des bulletins parlementaires par la poste. J'encourage les députés à le faire.

C'est un dossier très important. Pour moi, c'est un peu paradoxal, dans une certaine mesure, mais surtout un privilège, d'avoir pu parler de cette question d'abord à l'Assemblée législative du Manitoba et maintenant à la Chambre des communes.

Plus tôt aujourd'hui, j'ai demandé au gouvernement s'il accepte ou acceptera un jour de présenter des excuses officielles à la Chambre des communes. Le premier ministre a dit qu'il s'est déjà excusé une fois, et l'actuel ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme croient que ces excuses suffisent et que, en ce qui le concerne, la question est close.

• (1235)

Je recommande, à ceux qui croient ce que dit le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, de parler à des membres de la communauté indo-canadienne. Ils constateront que ces derniers souhaiteraient que le gouvernement présente des excuses officielles à la Chambre des communes, car ce sont des députés qui avaient adopté la mesure législative à l'origine des événements de 1914. Je pense que tant les membres de la communauté indo-canadienne que les autres Canadiens seraient très satisfaits si le gouvernement présentait des excuses officielles...

• (1240)

**La vice-présidente:** Questions et observations. Le député de Surrey-Nord a la parole.

**M. Jasbir Sandhu (Surrey-Nord, NPD):** Madame la Présidente, le bilan des libéraux dans le dossier est plutôt clair. Ils ont formé un gouvernement majoritaire pendant 13 ans, et des pétitions ont été présentées durant leur mandat. Le gouvernement libéral a eu la chance de présenter des excuses officielles à la Chambre des communes mais il ne l'a fait pas. Je suis néanmoins reconnaissant aux libéraux de leur appui à l'égard de la motion demandant que des excuses officielles soient présentées à la Chambre des communes. Je les félicite de leur changement d'orientation.

Les conservateurs prétendent que l'annonce qu'ils ont faite au par est une excuse. Pourquoi les conservateurs refusent-ils d'offrir des excuses officielles et dignes à la communauté sud-asiatique qui réclame des excuses depuis tant d'années afin de pouvoir clore, une fois pour toutes, ce chapitre triste chapitre de notre histoire?

**M. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, par respect pour le sujet dont nous discutons aujourd'hui, je vais tenter d'élever le plus possible le niveau du débat. Lorsque le député a demandé pourquoi le parti libéral n'avait pas présenté d'excuses, je me suis dit qu'on aurait également pu demander pourquoi le gouvernement de Brian Mulroney n'en a présentée aucune. Pourquoi le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique n'a-t-il pas présenté des excuses lorsqu'il était au pouvoir il y a plusieurs années? Si j'ai bien compris, ce n'est pas le NPD qui a été le premier parti à présenter une

telle motion à la Chambre, même s'il comptait des députés à la Chambre des communes. La première députée à présenter une telle motion était la députée libérale Ruby Dhalla qui, comme par hasard, vient de Winnipeg-Nord; elle était à une époque une fière résidente de Winnipeg-Nord.

La communauté indo-canadienne est plus mûre que cela. Elle veut simplement que des excuses plus officielles soient présentées à la Chambre des communes. Je pense qu'il est préférable qu'on s'en tienne à cela. J'estime sincèrement que la communauté indo-canadienne obtiendra tôt ou tard des excuses officielles, mais pour ma part, je préférerais que cela se fasse le plus tôt possible.

Cependant, je suis convaincu que ce n'est qu'une question de temps avant que des excuses officielles soient présentées à la Chambre des communes.

**M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC):** Madame la Présidente, le député libéral a du culot, car, comme l'a dit le député néo-démocrate, c'est le Parti libéral qui a été au pouvoir la majeure partie du temps depuis cette tragédie, en 1914. Il a récemment été au pouvoir pendant 13 ans. En outre, la députée qui a présenté la motion en question faisait partie du gouvernement libéral. Le Parti libéral aurait pu agir comme il l'entendait. Il aurait pu présenter des excuses à la Chambre, en Colombie-Britannique et aux quatre coins du monde s'il l'avait voulu, mais il a choisi de ne rien faire.

Les libéraux n'étaient-ils pas conscients de cette tragédie lorsqu'ils étaient au pouvoir?

Le premier ministre a officiellement présenté des excuses pour cet incident devant des milliers de Canadiens d'origine indienne. Cette communauté doit maintenant passer à autre chose. J'ai aussi des origines sikhes et je viens d'une famille d'origine indienne. Je parle à des milliers de personnes et, quant à moi, cette question est réglée. Il est temps de tourner la page. Au lieu d'agir par opportunisme politique, il faut plutôt mettre les choses en perspective.

**M. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, en fait, j'ai été élu pour la première fois en 1988. À l'époque, je représentais Inkster, et mon collègue, le Dr Gulzar Cheema, représentait Kildonan. C'est le Dr Cheema qui m'a en quelque sorte initié à la communauté indo-canadienne et, plus particulièrement, qui m'a expliqué les différents *gurdwaras* et le sikhisme en tant que religion et confession que je respecte énormément.

Au fil des années, je me suis fait des amis qui sont devenus des personnes très proches de ma famille et de mes enfants. Mes sentiments à l'endroit de la communauté indo-canadienne ne diffèrent pas de ceux que j'éprouve envers les autres communautés. Chaque fois que je le peux, j'essaie de jouer un rôle en étant utile, en réfléchissant et en tentant d'améliorer le sort des autres.

Le député me demande pourquoi le Parti libéral parle de cet incident maintenant. Or, il s'est aussi produit bien avant le règne de John Diefenbaker et de Brian Mulroney. Si le député souhaite jouer à des petits jeux purement politiques là-dessus, je dirais que tous les partis — qu'il s'agisse du Nouveau Parti démocratique, du Parti libéral ou du Parti conservateur — sont responsables de cette situation. Il faut replacer les choses dans le contexte de l'époque.

Au cours des dernières années, on a demandé que la Chambre des communes se penche sur cette question particulière.

*Travaux des subsides*

Je parle d'une motion de l'opposition portant en partie là-dessus qui a été présentée il y a à peine quelques années. Je pense que cela vaut la peine. Certaines assemblées législatives provinciales ont maintenant reconnu la nécessité de prendre cette mesure, mais ce n'est pas le cas de la totalité d'entre elles. À l'avenir, d'autres assemblées législatives provinciales souhaiteront peut-être faire de même. Ce n'est que lors de la dernière...

● (1245)

**La vice-présidente:** Questions et observations. Le député de Bourassa a la parole.

[Français]

**L'hon. Denis Coderre (Bourassa, Lib.):** Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Je trouve un peu triste qu'aujourd'hui, à la Chambre, des gens essaient de faire de la récupération politique en montrant du doigt certains partis politiques.

On sait que la reconnaissance par la Chambre des communes, par le Parlement, c'est important. J'aimerais que mon collègue me donne son opinion là-dessus. Pourquoi est-il important, aujourd'hui, d'adopter une motion et d'obtenir cette reconnaissance de la Chambre des communes?

[Traduction]

**M. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, il s'agit d'une motion pertinente. Au cours des cinq à huit dernières années, les assemblées législatives provinciales ont soulevé la question. D'ailleurs, deux d'entre elles, celle de la Colombie-Britannique et celle de ma province, le Manitoba, ont adopté des résolutions. Au Manitoba, tout spécialement, nous demandions au gouvernement de reconnaître ce chapitre sombre de notre histoire. D'autres motions à ce sujet ont été débattues à la Chambre des communes.

Lorsque le premier ministre a présenté des excuses en Colombie-Britannique, bon nombre de dirigeants de la communauté indo-canadienne ont demandé pourquoi les excuses ne pouvaient pas être présentées ici, à la Chambre des communes?

À mon avis, c'est le bon moment. Il est encore temps pour le premier ministre de présenter des excuses. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas le faire à la Chambre.

Comme je l'ai dit plus tôt, je crois que ce n'est qu'une question de temps avant que des excuses officielles soient présentées ici, à la Chambre des communes. J'ai hâte que cela se produise et j'espère que j'y serai ce jour-là. Je sais que c'est important pour bon nombre de mes électeurs.

**M. Parm Gill:** Madame la Présidente, j'aimerais de nouveau prier les députés de l'opposition de nous faire le plaisir de cesser d'utiliser cette question pour servir leurs intérêts politiques.

Le premier ministre a présenté des excuses et la communauté les a acceptées. Dans l'ensemble, je crois que l'opposition devrait toujours...

**La vice-présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît. Je dois accorder 30 secondes au député de Winnipeg-Nord pour répondre.

**M. Kevin Lamoureux:** Madame la Présidente, il y a actuellement plusieurs membres de la communauté indo-canadienne qui considèrent que ce serait formidable que le premier ministre du Canada intervienne à la Chambre des communes où le problème a commencé lorsque nous avons adopté certaines lois, il y a de cela fort longtemps. Par conséquent, pour conclure, ce geste serait bien vu et réglerait la question une fois pour toutes.

● (1250)

**Mme Rathika Sitsabaiesan (Scarborough—Rouge River, NDP):** Madame la Présidente, le 23 mai 1914, le navire *Komagata Maru* est arrivé à l'inlet Burrard, près de Vancouver, avec à son bord 376 passagers provenant des Indes britanniques. À l'époque, les responsables canadiens de l'immigration avaient adopté des règlements pour refouler les immigrants provenant de l'Inde. Les immigrants devaient alors arriver directement de leur pays d'origine avec au moins 200 \$ en poche. Le règlement sur le voyage direct et continu ne faisait aucune mention de la race et de la nationalité et, à première vue, semblait juste et applicable à tous les immigrants. Or, c'était un secret de Polichinelle qu'il ciblait avant tout les ressortissants des Indes britanniques.

À l'arrivée du *Komagata Maru*, les responsables canadiens de l'immigration n'ont pas permis aux passagers de mettre pied à terre tant qu'ils n'auraient pas déterminé si ceux-ci satisfaisaient aux exigences du règlement sur le voyage direct et continu. Puisqu'on leur avait interdit de quitter le navire, les passagers ont vécu à bord durant deux mois, comme des prisonniers, sous la menace constante de la maladie et de la famine. Pendant ces deux mois, les passagers du *Komagata Maru*, la communauté indienne de la Colombie-Britannique et les responsables canadiens de l'immigration ont mené une rude bataille juridique concernant le droit des passagers d'entrer au Canada.

À l'issue de ces deux mois, seuls 20 passagers ont été autorisés à rester au Canada. Le 23 juillet 1914, le *Komagata Maru* a été contraint de quitter les eaux canadiennes. Au retour du navire à Calcutta, en Inde, les autorités du Raj britannique ont fusillé 19 passagers.

Cette tragédie a mis le gouvernement canadien de l'époque dans un embarras considérable. À ce jour, elle évoque encore pour tous les Canadiens, surtout pour ceux dont les ancêtres provenaient du Sud-Est asiatique, les injustices qui ont marqué notre histoire.

La tragédie du *Komagata Maru* nous rappelle une politique d'exclusion des immigrantes fondée sur les critères iniques que sont la culture, la croyance religieuse et la couleur de la peau.

Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Newton—Delta-Nord.

Malgré les préjugés et l'hostilité qui régnaient au Canada et que l'histoire du *Komagata Maru* a illustrés, la communauté sud-asiatique a survécu et prospéré au Canada. Dans les années 1980, elle a pu jeter un regard positif sur l'avenir et l'envisager avec confiance, mais l'incident du *Komagata Maru* demeure, dans le Canada plus tolérant et compatissant d'aujourd'hui, un puissant symbole d'une discrimination injuste.

Même si le Canada peut se targuer de protéger depuis longtemps les réfugiés, il n'a pas toujours été généreux envers ceux qui avaient besoin de protection. Quoi qu'il en soit, nous avons tiré de douloureuses leçons de notre histoire et, depuis, le Canada est devenu un modèle pour le monde par sa manière de traiter et d'accueillir les demandeurs d'asile et du statut de réfugié.

*Travaux des subsides*

C'était notre réputation avant que le gouvernement actuel ne commence à réformer notre système d'immigration et de détermination du statut de réfugié et à nous ramener au niveau où nous étions à l'époque du *Komagata Maru* pour ce qui est de la manière de traiter les demandeurs d'asile. S'il fait adopter à toute vapeur le projet de loi C-31, les personnes qui fuient un pays et arrivent ici par bateau ne seront pas autorisés à débarquer au Canada, comme ce fut le cas des passagers du *Komagata Maru*. Dès qu'ils poseront le pied sur le sol canadien, ils seront détenus, certains dans des prisons provinciales, et traités comme de vulgaires criminels.

La tragédie du *Komagata Maru* nous montre où nous avons fait erreur et où nous ne devrions jamais retourner. Cependant, le projet de loi C-31 montre à merveille, encore une fois, que le Canada n'apprend pas des erreurs du passé, qu'il fait fausse route en matière d'immigration et que les lois qu'il adopte entraîneront la perte inutile de vies humaines.

En tant que pays, nous devons veiller à ce que la réforme du système d'immigration n'entraîne pas la perte d'autres vies humaines. Malheureusement, je ne pense pas qu'il en sera ainsi si le projet de loi C-31 est adopté.

La tragédie du *Komagata Maru* marque un chapitre sombre de l'histoire du Canada, qui doit enfin être clos. Les gens de la communauté sud-asiatique méritent qu'on mette fin à ce traumatisme, pour que la guérison et la réconciliation puissent commencer. N'y a-t-il pas meilleur moment pour reconnaître ce qui s'est passé que le mois de mai, le Mois du patrimoine asiatique, à quelques jours de l'anniversaire du tragique événement?

En 2008, le premier ministre a assisté à un festival culturel en plein air, à Surrey, en Colombie-Britannique, où des gens s'étaient laissés dire qu'il annoncerait la date des excuses officielles. Plutôt que d'écouter les organisateurs du festival, qui disaient que présenter des excuses de l'État dans ce parc serait mal vu, le premier ministre a choisi de présenter des excuses. Ces excuses ont été largement considérées comme incongrues, hypocrites et irrespectueuses.

Des excuses officielles et dignes pour la tragédie du *Komagata Maru* auraient dû être faites depuis belle lurette. En refusant de présenter des excuses officielles pour l'incident du *Komagata Maru*, les conservateurs ont essentiellement créé deux types d'excuses pour les injustices commises par le passé. Ce n'est pas bien.

• (1255)

Ne pas présenter d'excuses au Parlement revient à ne pas admettre officiellement que le Canada a mal agi. La communauté sud-asiatique du Canada mérite qu'on reconnaisse en tout respect cette injustice du passé.

Aujourd'hui, au moment où nous nous rappelons comment le Canada a traité le *Komagata Maru* en 1914 et que nous nous engageons à tirer des leçons du passé, nous demandons au gouvernement de présenter, à la Chambre des communes, des excuses officielles à la communauté sud-asiatique et aux personnes touchées par l'incident du *Komagata Maru*.

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Juan de Fuca, NPD):** Madame la Présidente, je suis très heureux aujourd'hui de prendre la parole et de joindre ma voix à celles qui réclament des excuses officielles pour l'incident du *Komagata Maru* pour entamer une réelle réconciliation de tous les Canadiens à la suite de ce terrible incident qui fait partie de notre passé.

J'en profite pour dire aussi quelle joie je me ferai dimanche d'assister aux fêtes du centenaire de la société Khalsa Diwan, dans ma circonscription, aux côtés, je présume, de la vice-présidente, qui

participera aussi aux fêtes du centenaire du temple érigé à cet endroit, et pour souligner la grande contribution de la communauté sikhe dans ma collectivité en dépit de l'incident du *Komagata Maru*.

Je pense que nous devons tous souligner cette contribution, même en l'absence d'excuses officielles.

**Mme Rathika Sitsabaiesan:** Madame la Présidente, les observations de mon collègue témoignent de l'engagement de la communauté de l'Asie du Sud à l'égard des collectivités canadiennes.

Depuis l'incident du *Komagata Maru*, nous avons énormément contribué au bien-être économique, au bien-être culturel et à la croissance du pays. Nous avons intensément pris part à la diversité et à l'inclusion de tous les immigrants au Canada, valeurs pour lesquelles le pays est connu et apprécié dans le monde entier.

C'est pourquoi les membres de la communauté de l'Asie du Sud et les personnes qui ont été touchées par l'incident du *Komagata Maru* méritent des excuses officielles à la Chambre des communes, et pas seulement un discours politique prononcé en public dans un parc.

**M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC):** Madame la Présidente, je comprends que les députés de l'opposition tentent de faire de ce dossier une question politique, mais ce n'en est pas une.

Ils doivent comprendre qu'ils jouent avec les émotions des gens qui ont été touchés par cet incident et d'une communauté qui tente de tourner la page sur cet épisode tragique. Les excuses que le premier ministre a présentées en 2008 ont été acceptées et, malgré cela, les députés de l'opposition tentent de revenir sur cette question, ce qui blesse les personnes concernées.

Moi aussi, je viens d'une famille sikhe. Moi aussi, je suis né en Inde. Moi aussi, j'ai immigré au Canada. J'ai des milliers d'amis et de membres de ma famille qui vivent ici et qui ont été touchés par l'incident du *Komagata Maru* et ressentent la souffrance que tous les gens de l'Asie du Sud ressentent à cet égard. Je pense que ce sont les députés de l'opposition qui jouent avec les émotions des gens.

Même si le premier ministre avait présenté des excuses à la Chambre à l'époque, je pense que l'opposition l'aurait quand même critiqué de ne pas avoir présenté des excuses en Colombie-Britannique devant des milliers d'Indo-Canadiens, comme cela a été le cas.

J'exhorte une fois de plus tous les députés de l'opposition à mettre fin ce jeu et à passer à autre chose.

**Mme Rathika Sitsabaiesan:** Madame la Présidente, je suis désolée de constater que le député, qui appartient à la communauté sud-asiatique, tient des propos semblables à ceux du ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, qui a déclaré ceci: « C'est un incident isolé qui a touché environ 350 étrangers il y a environ 90 ans ». Selon lui, nous devrions oublier cette affaire et nous occuper d'autre chose.

Voilà qui est très blessant. Permettez-moi de citer le rédacteur en chef de l'*Asian Journal*, qui écrit ceci:

Peu importe combien d'argent les autorités publiques consacreront à des monuments ou à d'autres projets, ce sera en pure perte si le gouvernement refuse de présenter des excuses au Parlement au sujet de l'incident du *Komagata Maru*.

Voilà ce que souhaite la communauté sud-asiatique, et non ce nouveau concept de système d'excuses à deux vitesses pour les préjudices causés par un gouvernement et reconnus comme tels officiellement. Puisque c'est un préjudice reconnu officiellement par le gouvernement du Canada, il nécessite des excuses officielles, qui doivent nécessairement être faites à la Chambre des communes, c'est-à-dire à l'endroit où les excuses officielles sont présentées dans ce pays.

● (1300)

**Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPD):** Madame la Présidente, j'ai écouté les débats et les questions aujourd'hui. Par moment, j'ai été blessée et j'ai ressentie une vive émotion. Je suis, moi aussi, une immigrée ayant des racines dans le sous-continent indien.

Je voudrais rappeler à tous que les passagers du *Komagata Maru*, qui ont été refoulés, ne comprenaient pas seulement des sikhs. Il se trouvait aussi parmi eux des hindous et des musulmans. Si nous nous remémorons nos notions d'histoire, nous nous souviendrons tous qu'à l'époque, le sous-continent indien formait un seul pays gouverné par les Britanniques.

Les passagers de ce bateau étaient tous des citoyens britanniques. Ils arrivaient d'une autre partie de l'Empire britannique. Un décret les a empêchés de débarquer au Canada sans autre motif que la couleur de leur peau et leur religion. Je dirais qu'il s'agit d'un épisode honteux de notre histoire, et comme il fait partie de notre histoire officielle, personne ne le nie, que l'on soit conservateur, libéral ou néo-démocrate. Par conséquent, je crois que nous devons accepter aussi que, si un décret d'un gouvernement a causé des préjudices, des excuses doivent être présentées en cet auguste lieu qu'est le Parlement aujourd'hui.

Si le premier ministre a déjà admis, dans le cadre d'un discours dans un parc, que cet événement a été une erreur, j'ose croire qu'il ne lui sera pas beaucoup plus difficile de lire une déclaration à cet effet à la Chambre lorsque nous reviendrons de la pause parlementaire. Après tout, nous sommes ici à la Chambre.

J'aimerais ajouter quelques mots, madame la Présidente, si les discussions à ma droite pouvaient cesser. Elles nuisent à ma concentration et constituent un manque de respect flagrant, car j'essaie vraiment de porter attention lorsque les autres parlent.

Je dois être honnête et dire que comme j'ai grandi en Angleterre, je ne connaissais pas grand chose au sujet du *Komagata Maru*. Mais je me suis renseignée au sujet de cet incident. Comme j'enseignais les sciences humaines, j'ai essayé de tenir compte de la diversité de nos collectivités et d'enseigner quelques notions au sujet du *Komagata Maru*.

Je n'ai commencé à me sentir personnellement interpellée par certaines des histoires que lorsque je me suis présentée comme députée. De nombreux habitants de la circonscription sont alors venus me parler de cet incident. Les émotions qui y étaient liées étaient vraiment à fleur de peau. J'avais déjà lu sur le sujet et j'en connaissais donc l'aspect historique, mais, contrairement à aujourd'hui, je n'avais pas réalisé à l'époque le bagage émotif que les gens traînent avec eux à la suite d'un tel incident.

Un homme de ma circonscription, dénommé Jasbir, est le petit-fils d'un passager du *Komagata Maru*. Il est venu me voir en me disant qu'il voulait me parler afin de décider à qui il allait accorder son vote. Il m'a parlé de ses démêlés avec le gouvernement libéral et le gouvernement conservateur afin d'obtenir des excuses de leur part.

### Travaux des subsides

Il a dit qu'il avait beaucoup de respect pour Jack Layton, car Jack Layton avait dit que lorsque le NPD formerait le gouvernement, il présenterait des excuses. Nous sommes saisis de cette motion aujourd'hui. Notre parti déclare que, lorsque nous formerons le gouvernement, nous présenterons des excuses. Nous ne ferons pas comme les libéraux, qui ont formé de nombreux gouvernements majoritaires et qui n'ont rien fait. Ils n'ont pas présenté d'excuses lorsqu'ils en avaient l'occasion.

● (1305)

Pourquoi cette question revêt-elle autant d'importance alors que les dossiers prioritaires ne manquent pas autour de nous? En tant que conseillère, je connais l'importance de la vérité et de la réconciliation. Ni les familles que j'ai rencontrées, ni la communauté ne pourront tourner la page sur cet incident tant que des excuses n'auront pas été présentées au Parlement.

De plus, je ne suis pas d'accord avec le député de Brampton—Springdale lorsqu'il dit que cette question n'est pas importante pour la communauté. Je l'invite à venir rencontrer les gens de ma circonscription et à en discuter avec eux.

Le premier ministre a fait état de consultations qui ont eu lieu avec le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme. Pendant la pause, je parlais à un monsieur qui a aidé à organiser ces consultations — une à Toronto et l'autre à Vancouver — et qui y a assisté. Selon lui, les nombreuses personnes présentes s'entendaient toutes pour dire que les excuses devaient être présentées au Parlement.

Il y a des choses qui nous dépassent. Je sais quelle importance d'autres communautés ont accordé aux excuses du même genre qui leur ont été présentées. Je suis très fière que le gouvernement ait présenté des excuses pour la détention des Japonais et la taxe d'entrée imposée aux Chinois. L'autre jour, j'ai eu le privilège de lire une déclaration dans laquelle un petit commerçant de Vancouver, Gabriel Yiu, dit ceci: « Je crois qu'en raison de la solidarité qui unit les groupes ethniques, on peut espérer que des excuses dignes seront présentée avant le centenaire de la tragédie du *Komagata Maru* ». Voilà le pays que nous avons bâti. Les Canadiens d'autres cultures reconnaissent sans réserve la nécessité de telles excuses.

Et ce n'est pas le seul commentaire du genre. Par exemple, en Colombie-Britannique, le gouvernement de coalition libéral-conservateur a présenté des excuses à l'assemblée législative. Je vais citer les paroles prononcées par Carole Taylor, non dans un parc public, mais bien à l'assemblée législative, telles qu'elles sont rapportées dans le *hansard*. Mme Taylor a présenté des excuses au nom du gouvernement provincial; elle a dit ceci:

Le souvenir de cette faute commise par notre pays est honteux, mais je crois que le fait de présenter des excuses à cet égard fait partie du processus de guérison. À ceux qui ont été touchés de façon directe ou indirecte, aux gens de l'Inde dont l'avenir a été déterminé par cette politique de discrimination, au reste du monde qui a été consterné par la politique du Canada, qui n'acceptait que les blancs, à tous ces gens, nous disons: « Nous sommes désolés. »

Je ne demande qu'une chose aux députés des deux côtés de la Chambre. Que ce soit lundi ou n'importe quand dans les prochains jours, il ne faudrait qu'une nanoseconde au premier ministre pour dire à la Chambre « Nous sommes désolés ». J'ai enseigné à mes enfants qu'il est très important de présenter des excuses. Cela envoie un message puissant. Des centaines de milliers de gens de l'Asie du Sud, qu'ils soient musulmans, sikhs ou hindous, attendent que nous présentions des excuses en cet auguste lieu.

*Initiatives parlementaires*

Lorsque j'ai siégé pour la première fois au Parlement, il y a un peu plus d'un an, j'étais émue au plus haut point. Je suis née en Inde, j'ai grandi en Angleterre, et je vis maintenant au Canada. Je suis assise à l'endroit même où d'autres avant moi ont présenté des motions pour empêcher des gens de la même origine que moi d'entrer au Canada et pour empêcher les femmes de voter. J'étais très fière que nous ayons fait des progrès. Ces excuses sont essentielles pour faire connaître la vérité et atteindre la réconciliation.

• (1310)

**M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC):** Madame la Présidente, alors que le NPD se contente de parler, j'aimerais souligner que le gouvernement a déjà pris des mesures. Le 3 août 2008, le premier ministre a pris une initiative sans précédent en reconnaissant le drame du *Komagata Maru*, survenu en 1914, et en présentant des excuses à cet égard, au nom du gouvernement du Canada.

Jack Uppal, l'un des membres les plus en vue de la communauté sud-asiatique du Canada, a salué et accepté ces excuses. La députée est-elle en train de dire que M. Uppal ne fait pas partie de la communauté sud-asiatique?

**Mme Jinny Jogindera Sims:** Madame la Présidente, ce n'est pas à moi de dire si M. Uppal est bel et bien membre d'une communauté. Nous ne sommes pas ici pour déterminer qui est Indien, qui est sikh, qui est hindou et qui est musulman. Nous sommes ici aujourd'hui pour débattre d'un tort causé par le gouvernement. Tout ce que nous demandons, c'est que le gouvernement présente des excuses dans cette enceinte.

Si le premier ministre a pu présenter des excuses dans un autre lieu, il ne sera sans doute pas difficile pour lui d'en présenter ici, dans cette enceinte, afin de mettre fin à cette histoire une bonne fois pour toutes et de passer à autre chose, ce qui permettra aux habitants de ma circonscription et aux autres Canadiens de dire que la page a été tournée.

**M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.):** Madame la Présidente, nous devons reconnaître que parfois notre plus grand ennemi vient de l'intérieur. Je crois que le premier ministre agit peut-être ainsi par orgueil. Parfois, l'orgueil nous empêche de faire ce qu'il convient de faire.

Le premier ministre a présenté des excuses à l'extérieur de la Chambre et l'actuel ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme a déclaré que le gouvernement ne reviendra pas sur cette question. Puisqu'il a déjà présenté des excuses, il ne voit pas la nécessité d'en présenter d'autres. Le gouvernement n'est pas prêt à rouvrir ce dossier.

D'autres gens qui ne font pas partie de la communauté indo-canadienne sont bien au fait de cette question. Ils comprennent que le problème est en partie attribuable à la mesure législative qui a été adoptée il y a de nombreuses années ici, à la Chambre des communes. Ils aimeraient qu'on mette un point final à cette histoire et que le premier ministre ou le gouvernement en poste présente des excuses à l'endroit où un autre gouvernement a jadis adopté cette mesure législative.

**Mme Jinny Jogindera Sims:** Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue d'appuyer notre demande d'excuses. Je suis toujours prêt à accueillir à bras ouverts les gens qui changent d'avis. Le député entretient des liens forts avec les gens de la communauté sud-asiatique.

Il s'agit d'une requête très simple, qu'adressent à la Chambre des milliers de Canadiens d'origine sud-asiatique. Tout ce qu'ils demandent, c'est des excuses de la part de la Chambre. Une annonce dans un parc ne fera pas l'affaire. Des excuses formulées à la Chambre aideront beaucoup à la guérison.

• (1315)

**M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD):** Madame la Présidente, nous avons demandé au gouvernement de présenter des excuses à la Chambre. Il a refusé.

Si le NPD prend le pouvoir en 2015, que fera-t-il dans ce dossier?

**Mme Jinny Jogindera Sims:** Madame la Présidente, lorsque les néo-démocrates formeront le gouvernement en 2015, ils feront des excuses officielles ici, à la Chambre, si tant est que le premier ministre actuel n'a pas le courage de le faire.

**La vice-présidente:** Comme il est 13 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**La vice-présidente:** Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**La vice-présidente:** Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**La vice-présidente:** À mon avis, les non l'emportent.

*Et cinq députés ou plus s'étant levés:*

**La vice-présidente:** Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au lundi 28 mai 2012, à l'heure ordinaire de l'ajournement.

Le whip en chef du gouvernement a la parole.

**L'hon. Gordon O'Connor:** Madame la Présidente, je vous demanderais de déclarer qu'il est 13 h 30.

**La vice-présidente:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**La vice-présidente:** La Chambre abordera maintenant l'étude des affaires émanant des députés selon l'ordre indiqué au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

---

## INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Français]

### LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 3 avril 2012, de la motion portant que le projet de loi C-326, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse (paiement des prestations aux deux semaines), soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

*Initiatives parlementaires*

**La vice-présidente:** Il restait encore sept minutes au député de Marc-Aurèle-Fortin lors de sa précédente intervention. Je lui cède donc la parole.

**M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD):** Madame la Présidente, le projet de loi C-326 est la requête la plus simple qu'il ne peut y avoir. On demande simplement de transformer des paiements mensuels en paiements bihebdomadaires. Cela permettrait aux gens de planifier leurs dépenses et cela permettrait également de réduire l'affluence à la pharmacie au début et à la fin du mois.

En fait, c'est tellement simple qu'il ne devrait pas y avoir de débat. C'est une demande toute simple et toute facile à réaliser. Toutefois, on doit débattre de cette question parce que le gouvernement s'y oppose. S'opposer à ça, c'est refuser de débattre de la nécessité d'accommoder les gens qui ont droit à des services.

Il faut se poser la question à savoir pourquoi le gouvernement refuse quelque chose d'aussi simple. Personnellement, je crois que le passé de ce gouvernement répond à la question. Ce gouvernement était au pouvoir lors des faillites de Nortel et de Bowater, mais il a refusé de modifier la loi pour permettre au fonds de pension d'être considéré comme créancier privilégié. C'était tout simple à réaliser ça aussi.

Des dizaines de milliers de travailleurs ont vu leur fonds de pension être amputé. Ces travailleurs avaient droit à cet argent et ils ont travaillé dur pour le gagner, mais le gouvernement a décidé que le fonds de pension de ces travailleurs ne serait pas considéré comme créancier privilégié.

Le gouvernement refuse d'accepter que les gens qui ont perdu de l'argent dans leur fonds de pension puissent le déduire comme perte en capital dans leur déclaration d'impôt. Ça non plus, ce n'était pas difficile. Lorsque tous les gens qui achètent des actions d'Alcan, de Suncor ou de toute autre société perdent de l'argent à la bourse, ils peuvent déduire cette perte en capital de leurs revenus.

Par contre, lorsque les ouvriers ont investi toute leur vie dans un fonds de pension et que ce fonds de pension s'écroule à cause des mauvaises performances de la bourse et surtout à cause de la mauvaise performance des gestionnaires des compagnies pour lesquelles ils travaillaient, ces derniers n'ont pas droit à cette déduction d'impôt. Tout cela indique aussi ce qu'il faut faire et ce qui n'est pas fait.

Le gouvernement avait le choix, mais il a décidé de ne pas reconduire la somme de 200 millions de dollars qui devait servir à la construction de logements sociaux pour les aînés. Une somme de 200 millions de dollars permettrait d'avoir plusieurs logements. Pourtant, à la grandeur du Canada, ce n'était pas suffisant. Malgré tout, 200 millions de dollars, c'était mieux que rien, mais le gouvernement a réduit cette somme. En fait, ces 200 millions de dollars n'existent plus.

Malheureusement, cela ne s'arrête pas là. Que veut faire le gouvernement à l'avenir? Il veut faire passer de 65 à 67 ans l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti. C'est une compression qui va rapporter 10 milliards de dollars au gouvernement. Le gouvernement aurait les moyens de payer cette somme de 10 milliards de dollars, parce que les Canadiens ont toujours payé leurs impôts et ont toujours été responsables. Voilà qu'on sabre encore 10 milliards de dollars. On réduit le personnel de Service Canada, ce qui fera encore augmenter le délai de traitement des dossiers. Cela n'arrête pas. Pourtant, dans leur requête, les gens sont performants et sont consistants. Ils ne demandaient pas grand-chose: un paiement aux deux semaines plutôt qu'au mois. Ce n'était pas difficile de faire un transfert et d'appuyer

sur le bouton deux fois par mois pour que les chèques soient directement transférés dans le compte bancaire. Pourtant, le gouvernement refuse quelque chose d'aussi simple et d'aussi futile.

Quand on demande au gouvernement de garantir un logement sûr et abordable aux aînés, il répond évidemment « absent » aux abonnés.

• (1320)

Quand il y a une demande pour garantir l'admissibilité aux médicaments, encore une fois, les conservateurs ne sont pas là. C'est une assurance qui existe déjà au Québec, qu'on aimerait étendre à tout le Canada pour garantir que les médicaments soient accessibles, peu chers. On pourrait ainsi faire des économies d'échelle. Quant à la véritable sécurité financière pour les aînés, alors là, il faut les chercher.

[Traduction]

**M. Richard Harris:** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je remercie le parrain d'avoir présenté un tel projet de loi. Je comprends qu'il s'agit d'un projet de loi très simple qui demande que le paiement des prestations soit effectué aux deux semaines. Par contre, le député qui vient de prendre la parole parle de tellement de sujets différents que je suis incapable de comprendre le fond de son argument. J'aimerais surtout comprendre pourquoi cette mesure constituerait un avantage. En outre, le député n'a pas parlé des obligations financières du gouvernement. Comment le gouvernement financera-t-il ces dépenses supplémentaires et à combien se chiffreront ces dépenses? J'aimerais savoir tout ça.

[Français]

**M. Alain Giguère:** Madame la Présidente, essentiellement vous répondez au problème par votre recours au Règlement.

Les conservateurs ne font rien pour les personnes âgées, absolument rien. Ils ne sont jamais là. Les conservateurs ne veulent pas répondre à ces demandes. Pour eux, les personnes âgées représentent une dépense qu'il faut couper, qu'il faut restreindre. Alors dès qu'il y a la moindre demande de service, quelque chose d'aussi insignifiant que ça, ils répondent toujours non.

Alors, dans quelques années, eux aussi se feront répondre non par l'électorat.

• (1325)

[Traduction]

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Madame la Présidente, je suis très heureux d'appuyer le projet de loi C-326, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse (paiement des prestations aux deux semaines).

Il a été présenté par le député de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor, et j'appuie mon collègue.

Pour l'essentiel, le projet de loi modifiera le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse

afin que les prestations payables périodiquement en vertu de ces lois soient payées, à la demande du prestataire, aux deux semaines.

Pour ce faire, le projet de loi modifie le Régime de pensions du Canada de façon à ce que les prestations qui doivent être payées périodiquement en vertu du régime soient payées aux deux semaines si le prestataire en fait la demande par écrit au ministre.

Le projet de loi modifie la Loi sur la sécurité de la vieillesse de la même façon.

### *Initiatives parlementaires*

En résumé, comme mon collègue de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor l'a déjà dit, il s'agit d'un projet de loi inédit, il n'est pas complexe et il accorde tout simplement aux prestataires et aux aînés la liberté et la souplesse d'établir leur propre budget.

Mon collègue a fait des recherches pour voir si les préoccupations relatives aux coûts étaient justifiées. Il a soumis le projet de loi au directeur parlementaire du budget, qui a déclaré que les coûts d'administration de cette mesure seraient négligeables. Et pourtant, bien qu'il s'agisse d'un changement très simple, dont le coût serait négligeable, le gouvernement s'est opposé fortement au projet de loi sans avoir fait sa propre analyse de coût.

Voici ce qu'a déclaré la secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail:

Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de rappeler que le gouvernement s'est engagé à améliorer le bien-être des aînés et qu'il continue de faire des efforts pour répondre à leurs besoins actuels et futurs.

Elle a ensuite dit ceci:

Cependant, la priorité du gouvernement est de réduire les frais d'administration, afin d'optimiser les prestations versées aux aînés.

Et voici la partie vraiment problématique:

Par conséquent, en cette période de compressions budgétaires, le gouvernement ne peut pas appuyer un projet de loi qui entraînerait une augmentation de plusieurs dizaines de millions de dollars des frais d'administration.

En fait, le gouvernement n'a fait aucune analyse avant d'avancer ce chiffre de « plusieurs dizaines de million de dollars ». Il s'oppose au projet de loi avant que le comité puisse en être saisi et en discuter comme il se doit. Nous devons établir les coûts réels.

Pourrait-on amender le projet de loi de façon à ce qu'il s'applique seulement à ceux qui souhaitent recevoir un paiement aux deux semaines? Bon nombre d'aînés choisiraient cette option, mais dans certains cas, ce ne serait pas par choix, mais par nécessité.

De nombreux aînés canadiens vivent dans la pauvreté. Certains reçoivent des prestations de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti ou du Régime de pensions du Canada. Quand nous leur avons parlé, ils nous ont dit que, quand ils reçoivent leur chèque, ils savent qu'ils doivent tenter de répartir ces fonds sur les 30 jours suivants.

La plupart de ces prestataires ont entre 65 et 80 ans. Ceux qui ont plus de 80 ans vivent souvent dans des foyers de retraités, et le paiement mensuel leur convient très bien. Mais ceux qui habitent encore dans leur maison ou leur appartement, où nous souhaitons les voir demeurer plus longtemps, doivent prévoir de l'argent pour le loyer, l'électricité, le téléphone et peut-être Internet, s'ils ont un ordinateur. Ils essaient de prévoir une somme suffisante pour acheter leurs médicaments pour le mois. Ensuite, le montant qui reste peut être consacré à l'épicerie. Certains disposent d'un budget très limité quand vient le temps de faire l'épicerie.

● (1330)

Deux semaines plus tard, un imprévu survient et ils ne disposent pas de fonds d'urgence pour acheter des médicaments contre le rhume ou la grippe, par exemple, car ils commencent à être à court d'argent.

Si on remet un chèque toutes les deux semaines à ceux qui en ont besoin et qui sont disposés à en faire la demande, cela réduirait sensiblement l'insécurité et les soucis de ces gens pendant plusieurs jours ou semaines.

Je sais que le gouvernement n'aime pas l'analyse du directeur parlementaire du budget parce qu'il dit la vérité. Il expose la situation telle qu'elle est. Il a fourni les coûts de bien des projets que le

gouvernement n'a pas voulu nous donner. Par conséquent, le gouvernement n'aime pas trop les analyses réalisées par le directeur parlementaire du budget, même si ses analyses se sont révélées très exactes chaque fois.

Cela dit, sans avoir réalisé une analyse des coûts, le gouvernement s'oppose à un projet de loi qui pourrait faire une énorme différence dans la vie de certains aînés et ce, à peu de frais, et refuse même de le renvoyer au comité pour qu'il fasse l'objet de discussions. C'est très regrettable.

Si nous parlons aux aînés, ils accepteraient peut-être que ces paiements ne se fassent que par dépôt direct. Je comprends que l'envoi postal de chèques coûte de l'argent. Il y a l'affranchissement, les frais de service bancaire, etc. Cependant, si on procédait par dépôt direct, le coût serait très minime. Cela ferait une énorme différence dans la vie des gens, mais le gouvernement semble rejeter cette proposition du revers de la main.

Comme je l'ai mentionné, la secrétaire parlementaire a dit ceci:

Par conséquent, en cette période de compressions budgétaires, le gouvernement ne peut pas appuyer un projet de loi qui entraînerait une augmentation de plusieurs dizaines de millions de dollars des frais d'administration.

Nous venons d'entendre aujourd'hui à la Chambre, en réponse à une question sur la question du registre des armes à feu, que le gouvernement n'exigera pas ces enregistrements. Il accordera une autre amnistie. Cet argent aurait probablement pu couvrir plus que les frais d'administration pour une mesure destinée aux aînés, mais le gouvernement agit selon ses idéologies, et pas parce qu'il se soucie du peuple canadien.

Autrement dit, il est terriblement triste de voir qu'un gouvernement soit à ce point insensible qu'il ne permette même pas qu'on discute en bonne et due forme d'une proposition toute simple formulée dans un projet de loi d'initiative parlementaire visant à aider les aînés qui ne demandent pas à toucher leurs prestations aux deux semaines par caprice, mais par nécessité.

Le gouvernement peut-il juste accepter d'aider, même un tant soit peu, les aînés qui ont besoin d'aide?

La secrétaire parlementaire parlait au nom du cabinet du premier ministre, alors j'encourage les autres députés du parti à prendre position. Il s'agit d'une initiative parlementaire. Il est temps que ces députés réagissent et demandent que cette question soit débattue, au lieu d'accepter d'être les marionnettes du cabinet du premier ministre. Il est temps que ces députés représentent les gens et les aînés de leur circonscription et permettent à ce projet de loi de faire l'objet d'un débat au comité.

Nous savons que le gouvernement a beaucoup porté atteinte aux gens qui seront bientôt des aînés. En faisant passer l'âge d'admissibilité aux prestations de 65 à 67 ans, il vole essentiellement 30 000 \$ à ces gens. Les députés conservateurs pourraient au moins les aider en faisant en sorte que ce projet de loi soit renvoyé au comité. Il pourrait alors être étudié convenablement, faire l'objet d'un débat et, avec un peu de chance, venir en aide aux aînés qui réclament ces changements.

*Initiatives parlementaires*

•(1335)

**M. Costas Menegakis (Richmond Hill, PCC):** Madame la Présidente, notre position à l'égard du projet de loi C-326, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse, n'a pas changé depuis le début du débat à l'étape de la deuxième lecture. Nous ne pouvons pas appuyer le paiement des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada aux deux semaines.

Permettez-moi tout d'abord de rassurer tout le monde. Le gouvernement du Canada a à cœur le bien-être des personnes âgées et continue de chercher des solutions pour répondre à leurs besoins actuels et futurs. Je pourrais ajouter que je trouve honteux que des députés des partis de l'opposition se servent des personnes âgées comme outil politique dans un enjeu aussi important. Je sais que beaucoup d'entre elles, partout au Canada — notamment dans ma belle circonscription, Richmond Hill —, sont contentes de recevoir leur chèque une fois par mois. Elles y sont habituées. À ma connaissance, très peu de personnes âgées au pays demandent que les modalités de paiement soient modifiées.

Je suis certain que la proposition de payer les prestations du Régime de pensions du Canada et de la Sécurité de la vieillesse aux deux semaines, plutôt qu'une fois par mois, part d'une très bonne intention. Cependant, la priorité du gouvernement est de réduire les frais d'administration, afin d'optimiser les prestations versées aux aînés. Moins nous dépensons dans l'administration des programmes, plus les personnes âgées auront d'argent dans leurs poches.

Récemment, le gouvernement a entrepris un important exercice de réduction des coûts visant à réduire les chevauchements et les processus superflus dans l'administration fédérale, afin d'utiliser au mieux l'argent des contribuables. Nous avons récemment mis en oeuvre la règle « un pour un » dans le but de réduire les formalités administratives. Non seulement cette mesure de restructuration réduira le fardeau administratif du gouvernement et les frais que paient les entreprises, mais elle créera des emplois et stimulera la croissance.

Comme les députés peuvent le constater, la réduction de la taille du gouvernement et la réduction de la redondance au gouvernement sont nos chevaux de bataille. Par conséquent, en cette période de compressions budgétaires, le gouvernement ne peut pas appuyer un projet de loi qui entraînerait une augmentation des frais d'administration qui représenterait plusieurs dizaines de millions de dollars. Ce n'est pas non plus ce que demandent ou veulent les Canadiens ou, plus particulièrement, les personnes âgées d'un océan à l'autre de notre grand pays.

Constituant les deux premiers piliers du système de revenu de retraite du Canada, le programme de la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada visent à procurer un revenu de base modeste auquel peut être ajouté un revenu de retraite complémentaire. Cette année, notre système public de pensions devrait procurer aux Canadiens près de 76 milliards de dollars en prestations.

À cet égard, nous ne pouvons pas appuyer le projet de loi C-326 parce qu'il n'a aucun sens du point de vue de l'administration financière. En fait, le changement proposé se traduirait par des coûts supplémentaires et augmenterait la proportion des deniers publics consacrée au fonctionnement du programme de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada. Nous essayons justement d'éviter une telle augmentation.

Permettez-moi de souligner que le gouvernement a maintes bonnes raisons de s'opposer à une modification de la fréquence des paiements des prestations du RPC et de la Sécurité de la vieillesse.

Pour commencer, les paiements mensuels garantissent l'administration efficace de ces deux programmes. Cette pratique nous permet de bien utiliser l'argent des contribuables et de répondre aux besoins des personnes âgées — et c'est ce que nous sommes censés faire, après tout. Les prestations mensuelles ont l'avantage d'assurer à chaque personne âgée de recevoir ce à quoi elle a droit en donnant le temps au ministère de réagir à tout changement dans l'admissibilité de la personne, par exemple en cas de changement de son état civil ou de son revenu. En donnant au ministère le temps de réagir à ces changements, le versement mensuel des prestations évite les complications associées à la récupération de sommes versées en trop.

Au moment où les changements démographiques entraînent une augmentation du nombre de personnes âgées, nous nous concentrons sur la prestation rapide et efficace des services aux personnes âgées.

•(1340)

Notre objectif consiste à simplifier le processus — pas à le rendre plus complexe. C'est précisément pourquoi, dans le budget de 2012, le gouvernement a prévu un mécanisme d'inscription proactive aux prestations de la Sécurité de la vieillesse, afin que de nombreux aînés aient plus facilement accès à ces prestations.

Permettez-moi de rappeler aux députés que les premiers membres de la génération canadienne des bébé-boumeurs ont commencé à devenir officiellement des aînés. D'ici moins de 20 ans, près d'un Canadien sur quatre sera âgé de plus de 65 ans.

Les gouvernements disposent de ressources limitées, et les Canadiens s'attendent à ce que les programmes soient mis en oeuvre de la manière la plus efficace possible. La prestation de services comprend le traitement des nouvelles demandes, les réponses aux demandes de renseignements, les changements d'adresse, la mise à jour des renseignements bancaires, la distribution de millions de chèques et de dépôts, et j'en passe.

La pratique qui consiste à verser des prestations à la fin de chaque mois a été adoptée pour que l'on puisse fournir le meilleur service possible, et elle est conforme au mode de versement des autres paiements de soutien du revenu, tant au Canada que dans d'autres pays.

Pour assurer le versement efficace des prestations du RPC et de la SV, ainsi que de toutes les autres prestations, Service Canada travaille en partenariat avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Postes Canada et le secteur bancaire pour coordonner les transferts de prestations.

D'un point de vue pratique, le calendrier des paiements actuel donne à tous les organismes concernés suffisamment de temps pour insérer des modifications dans le profil d'un client, déterminer le montant des prestations et coordonner les paiements de transfert. Chaque organisme a élaboré des plans de travail en fonction d'une date de paiement fixée à l'antépénultième jour ouvrable de chaque mois. Un calendrier de paiement aux deux semaines rendrait plus difficile le traitement et le versement des prestations dans les meilleurs délais.

Au cours du dernier exercice, 90 p. 100 des prestations de la Sécurité de la vieillesse ont été versées par dépôt direct mensuel, le reste était payé par chèque. Le pourcentage est semblable pour le Régime de pensions du Canada, car 87 p. 100 des prestataires reçoivent leurs prestations par dépôt direct.

### Initiatives parlementaires

En période de compression budgétaire, il serait difficile de justifier les coûts qu'engendrerait une modification au calendrier de paiement du Régime de pensions du Canada et de la Sécurité de la vieillesse. L'adoption universelle du paiement aux deux semaines ferait plus que doubler le nombre de transactions au titre du Régime de pensions du Canada et de la Sécurité de la vieillesse, ce qui accroîtrait les coûts administratifs et les difficultés de traitement et de versement des prestations dans les meilleurs délais.

Selon Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, le projet de loi proposé ferait augmenter le coût total du traitement des paiements d'environ 18 millions de dollars. Ce montant comprend des coûts directs, comme les frais d'affranchissement, les frais bancaires, les services d'impression et la concordance des chèques pour les paiements par dépôt direct et par chèque.

À eux seuls, les coûts pour la technologie de l'information seraient considérables. Selon Service Canada, le coût de la transaction pourrait s'élever à 30 millions de dollars. Il faudrait aussi modifier les lois régissant le Régime de pensions du Canada et la Sécurité de la vieillesse. Il s'agirait de coûts supplémentaires et inutiles.

Les aînés ont travaillé fort toute leur vie; ils s'attendent à recevoir leur pension de manière prévisible et fiable. Il incombe au gouvernement de veiller à ce qu'ils reçoivent leurs prestations en temps voulu tous les mois.

Nous avons examiné les modifications proposées dans le projet de loi C-326. À notre avis, ils sont injustifiables étant donné notre situation financière. En outre, nous ne pouvons pas justifier le risque que ces modifications poseraient à l'efficacité du service de livraison. Nous voulons être le plus efficaces possible.

Voilà pourquoi, à l'heure des compressions budgétaires, le gouvernement ne peut pas appuyer le projet de loi. J'invite tous les députés à se joindre à moi et à s'y opposer.

• (1345)

**L'hon. Denis Coderre:** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. J'ai une question pour vous.

Le juge Thomas Lederer a tranché: les résultats de l'élection à Etobicoke-Centre ont été annulés, au terme d'une contestation lancée par notre ancien collègue libéral, Borys Wrzesnewskyj.

J'aimerais connaître le statut du député. Puisque les résultats de l'élection ont été invalidés, cela veut-il dire que la circonscription d'Etobicoke-Centre n'est plus représentée par un député?

[Français]

**La vice-présidente:** Je remercie le député de ses commentaires. D'après les renseignements que j'ai reçus, il y a une période d'appel. Il reste à savoir s'il y aura appel. Nous ne sommes pas en mesure de répondre à la question aujourd'hui. Je pense que ça devrait clore la question pour le moment, jusqu'à ce qu'il y ait d'autres renseignements. Nous y reviendrons donc s'il y a lieu de le faire.

La députée de Montcalm a la parole.

**Mme Manon Perreault (Montcalm, NPD):** Madame la Présidente, c'est avec une grande civilité que j'appuie le projet de loi C-326, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse, afin qu'à la demande du bénéficiaire, les prestations soient versées toutes les deux semaines. Pour moi, c'est simplement une question de savoir vivre en harmonie avec l'ensemble de la population canadienne, et ce, peu importe leur âge.

Ce projet de loi donnerait aux personnes âgées la possibilité de mieux gérer leur budget et faciliterait le partage de leur prestation tout au long du mois. L'idée est bonne, sachant que de plus en plus

de personnes âgées sont aux prises avec des problèmes d'argent. Il faut donc leur donner le plus d'options possibles pour qu'elles ne deviennent pas victimes de la pauvreté.

Nous avons raison de nous inquiéter de la précarité grandissante des aînés au Canada. On sait bien qu'ils doivent de plus en plus se tourner vers les associations caritatives et les banques alimentaires pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Je trouve épouvantable de voir les personnes qui ont travaillé dur physiquement toute leur vie à bâtir notre pays devoir se tourner vers les comptoirs vestimentaires et, pire encore, vers les banques alimentaires pour répondre à leurs besoins primaires de la pyramide de Maslow. Les travailleurs sociaux sont ceux qui dénoncent cette situation qu'ils observent sur le terrain.

Le gouvernement, dans tout ça, ne semble pas prendre la chose au sérieux. Il devrait au contraire faire preuve de leadership pour combattre la pauvreté chez les personnes âgées et leur permettre de vivre dans la dignité. C'est la moindre des choses qu'on pourrait leur accorder après une vie entière passée au service de ce pays. Inutile de dire que l'avenir du régime de retraite, tel qu'il est envisagé par le gouvernement, est fort préoccupant.

En effet, certains aînés pourraient bien profiter de paiements bimensuels, étant donné les problèmes que peuvent occasionner le fait de gérer le peu de ressources financières qu'ils possèdent. Les fins de mois seraient sans aucun doute plus supportables et beaucoup moins tristes pour plusieurs d'entre eux.

En revanche, il s'agit bien de faibles montants de prestations auxquels ils ont accès. C'est pourquoi d'autres mesures s'imposent. Les montants des prestations garanties du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec doivent absolument être doublés. Une augmentation du Supplément de revenu garanti à un niveau suffisant est aussi une mesure dont la pertinence est indiscutable. C'est une des clés essentielles pour sortir les aînés de la pauvreté. Alors, pourquoi tant d'hésitation lorsque vient le temps de faire un choix de société d'une telle ampleur?

La réponse du gouvernement réside dans l'idéologie pure et simple. On a d'ailleurs pu en faire le constat à maintes reprises depuis 2006. Le gouvernement préfère créer un climat de peur au sein de l'opinion publique à l'aide de son épouvantail habituel. On nous parle d'urgence, on nous dit que continuer ainsi nous mènerait tout droit vers un désastre financier et que la Sécurité de la vieillesse ne serait pas viable financièrement.

Ce qu'il y a de plus mensonger dans cette affirmation, c'est que la seule urgence à laquelle nous faisons face est celle de sortir pour de bon les aînés de la pauvreté. Les experts s'entendent pourtant pour dire que notre régime de retraite public est bien pourvu, mais le gouvernement ne veut rien entendre, étant aveuglé encore une fois par l'idéologie. On sait que la part actuelle que représente la Sécurité de la vieillesse pour le PNB est de 2,4 p. 100 et qu'on s'attend à ce qu'elle atteigne 3,1 p. 100 du PNB en 2030. Face à de tels chiffres, je ne vois rien d'impossible à gérer pour le pays, en vue de l'arrivée des baby-boomers à la retraite. D'ailleurs, nous n'avons qu'à nous fier aux normes établies par l'OCDE pour réaliser à quel point le système de Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec est relativement modeste.

*Initiatives parlementaires*

En jetant un coup d'oeil aux chiffres, on se rend compte à quel point la situation est dramatique. Toutefois, c'est sur le terrain qu'on voit vraiment cette réalité, du moins une partie de cette réalité. Car s'il y a des gens touchés par l'isolement, ce sont bien les personnes âgées. Car s'il y a des gens touchés par la pauvreté, ce sont bien les personnes âgées. Car s'il y a déjà des gens négligés par ce gouvernement, ce sont bien les personnes âgées.

Ils se retrouvent dans bien des cas sans aucun lien social ou familial. Par conséquent, il y a urgence d'agir pour la sécurité de la vieillesse. On verra apparaître de plus en plus de ces situations dramatiques. Toutes les conditions sont réunies pour que la tendance se maintienne vers des taux de pauvreté plus élevés chez les aînés dans les années à venir. Il m'est inconcevable de croire que ce gouvernement ne voit pas le désastre social vers lequel on se dirige à toute vitesse.

• (1350)

Soyons clairs; par de tels changements à la Sécurité de la vieillesse, le gouvernement s'en prend directement aux moins nantis, soit aux plus vulnérables de la société. C'est le résultat du rehaussement de l'âge d'admissibilité à la retraite qui passe de 65 ans à 67 ans. Les petits salariés sans fonds de pension seront les grands perdants d'une telle politique.

Il y a 12 millions de Canadiens qui n'ont pas accès à un régime de retraite à leur travail. On sait donc que le gouvernement ne s'est pas posé les bonnes questions en développant cette politique. La plus importante aurait été de se demander comment assurer une retraite convenable pour tous, et non pas seulement pour ceux qui ont les moyens de cotiser aux Régimes de pensions agréés collectifs ou bien à des RÉER, comme il envisage de le faire? Il est pourtant démontré que du nombre de citoyens autorisés à cotiser dans un RÉER, moins du tiers le fait.

Dans un tel contexte, le fait de rehausser l'âge de la retraite de 65 ans à 67 ans ne fera qu'entretenir la pauvreté de beaucoup de gens pendant une autre période de deux ans. Ces gens attendent avec impatience leur pension et le Supplément de revenu garanti pour être en mesure de vivre convenablement tous les mois.

Il est important de rappeler qu'il s'agit d'un soutien minimum et qui fait d'ailleurs piètre figure en comparaison d'autres régimes de pays industrialisés. Lorsqu'on sait que 1,7 million de Canadiens touchent le Supplément de revenu garanti, le gouvernement devrait normalement se poser la question suivante: comment faire pour assurer une retraite décente pour tous?

Le gouvernement ne semble pas réaliser que les deux tiers des Canadiens n'ont pas de retraite privée et comptent justement sur l'aide de l'État pour subvenir à leurs besoins après 65 ans. Nous savons aussi que ceux et celles qui en ont réellement besoin ont des problèmes d'épargne.

Par conséquent, avant de supprimer deux années d'accès à notre régime public, pourquoi ne pas penser à de réelles solutions, d'une part pour mettre un terme à la précarisation croissante des aînés, d'autre part pour contrer les problèmes d'épargne des Canadiens? Et les solutions à ces problèmes ne se trouvent pas en misant dans la volatilité des marchés financiers, par l'entremise de régime volontaires à cotisations déterminées gérés par le secteur privé. Nous savons déjà où cela nous mènerait et ce n'est pas ce que souhaite l'ensemble des Canadiens.

Au contraire, il faut que les travailleurs canadiens puissent avoir accès à des options sans risques et avec des garanties sur la nature des coûts associés. Il serait aberrant de refaire les mêmes erreurs que d'autres pays en la matière. Nous n'avons qu'à penser à l'Australie.

Avec le gouvernement, l'iniquité est érigée en système. Pour ce dernier, il serait essentiel de limiter la croissance des coûts de la Sécurité de la vieillesse. Il est intéressant de voir à quel point ce principe n'a pas été appliqué à la lettre lors de l'achat des F-35 ou dans le cas de nombreuses autres décisions.

Néanmoins, cela illustre bien les priorités de ce gouvernement. Le fait de garantir la sécurité de revenus de retraite à tous les Canadiens n'y figure pas. Les aînés vulnérables, comme les femmes seules, les immigrants, les personnes vivant avec une limitation fonctionnelle, n'ont qu'à porter ce lourd fardeau financier sur leurs épaules et se contenter des maigres revenus qu'ils reçoivent de la part du gouvernement.

Le gouvernement juge préférable d'amputer les bases du système de pension au pays, malgré une efficacité largement démontrée au fil du temps. La seule façon d'assurer une plus grande efficacité sera de bonifier les piliers de ce système. Les aînés dans le besoin passeront ainsi d'un revenu de subsistance à un revenu adéquat, rien de moins! Cette mesure est non seulement nécessaire, mais viable financièrement.

Par les mesures proposées et son inaction des six dernières années pour garantir aux Canadiens un revenu de retraite, le gouvernement met en péril le contrat social que nous nous sommes donné. La pauvreté des aînés n'est pas sans conséquences. Le niveau de dépendance augmente alors que le niveau de santé diminue. Le risque de dénutrition augmente aussi. Cela concerne également le logement. Le choix de vieillir chez soi le plus longtemps possible n'en est souvent pas un.

Est-ce bien cela que nous voulons pour nos aînés, leur précarisation croissante? Ce qu'il faut pour nos aînés, ce sont des pensions de retraite plus généreuses, publiques et garanties. Ils méritent plus que la série de demi-mesures que propose le gouvernement. Les aînés méritent d'avoir accès à un revenu de retraite adéquat et garanti pour maintenir leur niveau de vie lors de la retraite et de vieillir dans la dignité.

• (1355)

[Traduction]

**M. Scott Armstrong (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC):** Madame la Présidente, je remercie le député de Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor d'avoir présenté ce projet de loi. Je sais qu'il l'a fait de bonne foi.

Au nom du gouvernement du Canada, j'aimerais commencer par exprimer notre gratitude à l'endroit des aînés qui ont travaillé fort pour faire du Canada un pays meilleur pour les générations suivantes. Nous félicitons chacun de nos aînés de tout ce qu'ils ont contribué et de ce qu'ils continuent à contribuer, et nous reconnaissons qu'ils méritent une retraite sûre et digne qui reflète les contributions qu'ils ont faites.

Je tiens à assurer à tous que le gouvernement conservateur du Canada reconnaît que la sécurité financière est un facteur qui touche la qualité de vie des aînés. À cet égard, le gouvernement prend, sur de nombreux fronts, un bon nombre de mesures décisives pour améliorer la vie des aînés; notamment, cette année, il a accordé aux Canadiens près de 76 milliards de dollars par l'entremise du régime de pensions public du Canada.

### Initiatives parlementaires

Nous avons également présenté le nouveau Supplément de revenu garanti bonifié pour aider les aînés canadiens les plus vulnérables. Il s'agit de la plus grande augmentation apportée au SRG et destinée aux aînés à faible revenu en plus d'un quart de siècle. Cette mesure améliorera la sécurité financière et le bien-être de plus de 680 000 aînés dans l'ensemble du Canada. Voilà qui démontre que le gouvernement du Canada prend des mesures concrètes pour aider les aînés.

Bien entendu, l'aide aux aînés passe par la certitude que les prestations seront versées efficacement et à temps. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce projet de loi viendrait brouiller les cartes à ce chapitre.

Ce projet de loi comporte plusieurs problèmes majeurs. Tout d'abord, le coût. C'est là un point important compte tenu de la situation de notre économie mondialisée. Le régime actuel de versements mensuels a toujours été, et continuera d'être, la méthode la plus efficace de faire parvenir les prestations de Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada.

Même s'il est impossible de savoir exactement combien d'aînés tireraient avantage de versements aux deux semaines si cette méthode était adoptée, une telle méthode ferait plus que doubler le nombre de transactions liées à la Sécurité de la vieillesse et au Régime de pensions du Canada et augmenterait donc de façon significative les coûts administratifs liés au traitement et à l'émission en temps opportun des chèques.

Selon Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ce projet de loi ferait grimper les coûts administratifs et de traitement d'environ 18 millions de dollars par année. Ce sont là 18 millions de dollars qui pourraient être versés aux aînés. Ce montant inclut les coûts directs comme les frais postaux, les frais bancaires et ceux liés à l'impression et au rapprochement des chèques, tant pour les virements automatiques que pour les chèques papier.

Dans le cadre de l'étude du projet de loi, nous devons considérer le fait que la population des personnes âgées augmente considérablement au Canada. Nous avons besoin d'une méthode plus simple et plus efficace pour leur fournir des prestations, et non une méthode plus compliquée.

Les Canadiens ont accordé à notre gouvernement un mandat fort pour achever la relance économique du Canada et rétablir l'équilibre budgétaire. C'est exactement ce que nous sommes en train de faire. Nous avons commencé récemment à mettre en oeuvre une stratégie importante de réduction du déficit pour que les programmes de l'État soient aussi efficaces que possible.

Les services à fournir comprennent le traitement des demandes, les réponses aux demandes de renseignements, les changements d'adresse, la mise à jour de l'information bancaire, l'émission de millions de chèques et de paiements par dépôt direct, l'annulation des prestations lors du décès du bénéficiaire. Le traitement des paiements nécessite déjà la collaboration de plusieurs ministères.

Le coût du traitement d'un chèque ou d'un dépôt direct peut paraître peu élevé lorsqu'on le considère isolément, mais lorsqu'on sait que le gouvernement émet des millions de chèques et procède à des millions de dépôts chaque mois, la question prend une tout autre allure.

Comme les députés le savent probablement, les premiers bébés-boumeurs ont atteint l'âge de 65 ans en 2011. Dans moins de vingt ans, près d'un Canadien sur quatre aura plus de 64 ans. Changer le calendrier des paiements pendant cette transformation démographique ne servirait qu'à augmenter les dépenses et à engendrer des

complications pour le versement des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada.

Les Canadiens s'attendent à ce que les programmes offerts soient les plus efficaces et les plus efficaces possible. Le système actuel de paiement mensuel des prestations pour les programmes du Régime de pensions du Canada et de la Sécurité de la vieillesse permet d'utiliser au mieux l'argent des contribuables.

Le véritable avantage du calendrier de paiements mensuels est qu'il garantit la précision des prestations en donnant au ministère le temps de réagir à tout changement dans la situation du prestataire, comme son état civil ou l'augmentation ou la diminution de son revenu. Cette étape importante garantit que toutes les personnes âgées reçoivent exactement ce à quoi elles ont droit.

● (1400)

Nous ne devons pas oublier que le calendrier de paiements mensuels répond aussi aux besoins des personnes âgées partout au pays. La pratique qui consiste à verser les prestations à la fin du mois a été adoptée afin d'offrir le meilleur service possible aux personnes âgées. Il s'agit d'une norme généralement acceptée pour les prestations gouvernementales, notamment celles versées par Anciens Combattants Canada, la prestation universelle pour la garde d'enfants et la prestation fiscale canadienne pour enfants.

J'aimerais aussi ajouter que la plupart des prestations provinciales et territoriales sont également versées sur une base mensuelle. Il est important qu'il y ait une uniformité entre les gouvernements afin que les Canadiens sachent exactement quand ils recevront leurs chèques et exactement combien ils recevront.

Si le gouvernement appuyait ce projet de loi, les coûts des programmes provinciaux et fédéraux augmenteraient nécessairement.

À l'échelle internationale, la plupart des pays de l'OCDE versent aussi sur une base mensuelle les prestations de leurs programmes destinés aux personnes âgées.

En fin de compte, ce changement serait coûteux et rendrait encore plus complexe un système qui fonctionne bien à l'heure actuelle. Il dédoublerait aussi inutilement les dispositions qui peuvent être prises de façon individuelle avec les institutions financières sans qu'une mesure législative ne soit nécessaire.

Dans ce genre de situation, le gouvernement tâche de trouver un équilibre. Nous pensons que le calendrier de paiements mensuels est le système le plus efficace que nous puissions offrir aux personnes âgées et que nous devrions le maintenir.

En cette période de compressions budgétaires, le gouvernement conservateur s'engage à fournir le service de la plus haute qualité qui soit d'une façon efficace et en mettant l'accent sur les besoins des Canadiens.

En conclusion, le gouvernement ne peut pas appuyer le projet de loi C-326. Ce serait faire un usage irresponsable de l'argent des contribuables. J'invite tous les députés à se prononcer contre cette mesure.

[Français]

**La vice-présidente:** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**La vice-présidente:** La question porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

*Initiatives parlementaires*

**La vice-présidente:** Que tous ceux qui appuient la motion veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**La vice-présidente:** Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**La vice-présidente:** À mon avis, les non l'emportent.

*Et cinq députés ou plus s'étant levés:*

**La vice-présidente:** Conformément à l'article 93 du Règlement, le vote par appel nominal est différé jusqu'au mercredi 30 mai 2012, juste avant la période prévue pour les affaires émanant des députés.

[Traduction]

Comme il est 14 h 05, la Chambre s'ajourne au lundi 28 mai 2012, à 11 heures, aux termes des paragraphes 28(2) et 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 07.)



**ANNEXE**

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR  
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION  
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;  
COMITÉS DE LA CHAMBRE,  
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,  
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

**OCCUPANTS DU FAUTEUIL**

**Le Président**

L'HON. ANDREW SCHEER

**La Vice-présidente et présidente des comités pléniers**

MME DENISE SAVOIE

**Le vice-président des comités pléniers**

M. BARRY DEVOLIN

**Le vice-président adjoint des comités pléniers**

M. BRUCE STANTON

---

**BUREAU DE RÉGIE INTERNE**

L'HON. ANDREW SCHEER

M. NATHAN CULLEN

MME JUDY FOOTE

L'HON. ROB MERRIFIELD

L'HON. GORDON O'CONNOR

MME NYCOLE TURMEL

L'HON. PETER VAN LOAN

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires).....	Calgary—Nose Hill.....	Alberta .....	PCC
Adams, Eve, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants.....	Mississauga—Brampton-Sud... ..	Ontario .....	PCC
Adler, Mark.....	York-Centre .....	Ontario .....	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord .....	Nunavut .....	Nunavut .....	PCC
Albas, Dan.....	Okanagan—Coquihalla .....	Colombie-Britannique ...	PCC
Albrecht, Harold .....	Kitchener—Conestoga .....	Ontario .....	PCC
Alexander, Chris, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale .....	Ajax—Pickering .....	Ontario .....	PCC
Allen, Malcolm.....	Welland .....	Ontario .....	NPD
Allen, Mike.....	Tobique—Mactaquac .....	Nouveau-Brunswick .....	PCC
Allison, Dean.....	Niagara-Ouest—Glanbrook .....	Ontario .....	PCC
Ambler, Stella .....	Mississauga-Sud .....	Ontario .....	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine .....	Edmonton—Spruce Grove .....	Alberta .....	PCC
Anders, Rob .....	Calgary-Ouest .....	Alberta .....	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé.....	Cypress Hills—Grasslands .....	Saskatchewan .....	PCC
Andrews, Scott .....	Avalon .....	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Angus, Charlie .....	Timmins—Baie James .....	Ontario .....	NPD
Armstrong, Scott .....	Cumberland—Colchester— Musquodoboit Valley .....	Nouvelle-Écosse .....	PCC
Ashfield, L'hon. Keith, ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique.....	Fredericton .....	Nouveau-Brunswick .....	PCC
Ashton, Niki.....	Churchill.....	Manitoba .....	NPD
Aspin, Jay .....	Nipissing—Timiskaming .....	Ontario .....	PCC
Atamanenko, Alex .....	Colombie-Britannique-Southern Interior.....	Colombie-Britannique ...	NPD
Aubin, Robert .....	Trois-Rivières .....	Québec .....	NPD
Ayala, Paulina .....	Honoré-Mercier .....	Québec .....	NPD
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères .....	Ottawa-Ouest—Nepean.....	Ontario .....	PCC
Bateman, Joyce.....	Winnipeg-Centre-Sud.....	Manitoba .....	PCC
Bélanger, L'hon. Mauril .....	Ottawa—Vanier .....	Ontario .....	Lib.
Bellavance, André.....	Richmond—Arthabaska .....	Québec .....	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn .....	St. Paul's.....	Ontario .....	Lib.
Benoit, Leon.....	Vegreville—Wainwright .....	Alberta .....	PCC
Benskin, Tyrone .....	Jeanne-Le Ber .....	Québec .....	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme) .....	Beauce .....	Québec .....	PCC
Bevington, Dennis .....	Western Arctic .....	Territoires du Nord- Ouest .....	NPD
Bezan, James .....	Selkirk—Interlake.....	Manitoba .....	PCC
Blanchette, Denis.....	Louis-Hébert .....	Québec .....	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane.....	Pierrefonds—Dollard .....	Québec .....	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre des Anciens Combattants.....	Lévis—Bellechasse .....	Québec .....	PCC
Block, Kelly .....	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan .....	PCC
Boivin, Françoise.....	Gatineau .....	Québec .....	NPD
Borg, Charmaine .....	Terrebonne—Blainville .....	Québec .....	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Boughen, Ray	Palliser	Saskatchewan	PCC
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	Québec	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	Québec	NPD
Braid, Peter	Kitchener—Waterloo	Ontario	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	Québec	NPD
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Brown, Patrick	Barrie	Ontario	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	Manitoba	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	Ontario	PCC
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Oak Ridges—Markham	Ontario	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Cannan, Ron	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	Ontario	PCC
Caron, Guy	Rimouski-Neigette— Témiscouata—Les Basques	Québec	NPD
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Oshawa	Ontario	PCC
Casey, Sean	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Cash, Andrew	Davenport	Ontario	NPD
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	Ontario	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	NPD
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Choquette, François	Drummond	Québec	NPD
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	Ontario	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Parry Sound—Muskoka	Ontario	PCC
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Québec	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	Québec	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
Daniel, Joe	Don Valley-Est	Ontario	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	Ontario	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	NPD
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Mississauga—Erindale	Ontario	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales	Peterborough	Ontario	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	Québec	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	Québec	NPD
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	Québec	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	Québec	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Fantino, L'hon. Julian, ministre associé de la Défense nationale	Vaughan	Ontario	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Findlay, Kerry-Lynne D., secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Transports)	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	Québec	BQ
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	Québec	NPD
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	NPD
Genest, Réjean	Shefford	Québec	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	Québec	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	NPD
Gill, Parm	Brampton—Springdale	Ontario	PCC
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Saint-Boniface	Manitoba	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	Cons. ind.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	Ontario	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	Québec	NPD
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	NPD
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Québec	NPD
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	Ontario	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	Alberta	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Hoepfner, Candice, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Holder, Ed	London-Ouest	Ontario	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	Ind.
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	Québec	NPD
James, Roxanne	Scarborough-Centre	Ontario	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	Colombie-Britannique	PCC
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	Ontario	NPD
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter, ministre de l'Environnement	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Alberta	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Manitoba	Lib.
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	Québec	NPD
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	Québec	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	Québec	NPD
Leef, Ryan	Yukon	Yukon	PCC
Leitch, Kellie, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	Ontario	PCC
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	NPD
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	Ontario	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	Québec	NPD
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Menegakis, Costas	Richmond Hill	Ontario	PCC
Menzies, L'hon. Ted, ministre d'État (Finances)	Macleod	Alberta	PCC
Merrifield, L'hon. Rob	Yellowhead	Alberta	PCC
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	NPD
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	Québec	NPD
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, L'hon. Rob	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	Québec	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	BQ
Mulcair, Thomas, chef de l'opposition	Outremont	Québec	NPD
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	NPD
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	Ontario	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	Québec	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
Nunez-Melo, José	Laval	Québec	NPD
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	Alberta	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	Ontario	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Ressources naturelles	Eglinton—Lawrence	Ontario	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	Ontario	PCC
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Papillon, Annick	Québec	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	Québec	NPD
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	Québec	NPD
Penashue, L'hon. Peter, ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	PCC
Perreault, Manon	Montcalm	Québec	NPD
Pilon, François	Laval—Les Îles	Québec	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poillievre, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	Québec	NPD
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre du Travail	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	PCC
Ravnat, Mathieu	Pontiac	Québec	NPD
Raynault, Francine	Joliette	Québec	NPD
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Rempel, Michelle, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	Alberta	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Rickford, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario .....	Kenora .....	Ontario .....	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé .....	Battlefords—Lloydminster .....	Saskatchewan .....	PCC
Rousseau, Jean .....	Compton—Stanstead .....	Québec .....	NPD
Saganash, Romeo .....	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou .....	Québec .....	NPD
Sandhu, Jasbir .....	Surrey-Nord .....	Colombie-Britannique .....	NPD
Savoie, Denise, La Vice-présidente .....	Victoria .....	Colombie-Britannique .....	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....	North Vancouver .....	Colombie-Britannique .....	PCC
Scarpaleggia, Francis .....	Lac-Saint-Louis .....	Québec .....	Lib.
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes .....	Regina—Qu'Appelle .....	Saskatchewan .....	PCC
Schellenberger, Gary .....	Perth—Wellington .....	Ontario .....	PCC
Scott, Craig .....	Toronto—Danforth .....	Ontario .....	NPD
Seeback, Kyle .....	Brampton-Ouest .....	Ontario .....	PCC
Sellah, Djaouida .....	Saint-Bruno—Saint-Hubert .....	Québec .....	NPD
Sgro, L'hon. Judy .....	York-Ouest .....	Ontario .....	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre du Revenu national .....	Egmont .....	Île-du-Prince-Édouard .....	PCC
Shiple, Bev .....	Lambton—Kent—Middlesex .....	Ontario .....	PCC
Shory, Devinder .....	Calgary-Nord-Est .....	Alberta .....	PCC
Simms, Scott .....	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor .....	Terre-Neuve-et-Labrador .....	Lib.
Sims, Jinny Jogindera .....	Newton—Delta-Nord .....	Colombie-Britannique .....	NPD
Sitsabaiesan, Rathika .....	Scarborough—Rouge River .....	Ontario .....	NPD
Smith, Joy .....	Kildonan—St. Paul .....	Manitoba .....	PCC
Sopuck, Robert .....	Dauphin—Swan River—Marquette .....	Manitoba .....	PCC
Sorenson, Kevin .....	Crowfoot .....	Alberta .....	PCC
St-Denis, Lise .....	Saint-Maurice—Champlain .....	Québec .....	Lib.
Stanton, Bruce, Le président suppléant .....	Simcoe-Nord .....	Ontario .....	PCC
Stewart, Kennedy .....	Burnaby—Douglas .....	Colombie-Britannique .....	NPD
Stoffer, Peter .....	Sackville—Eastern Shore .....	Nouvelle-Écosse .....	NPD
Storseth, Brian .....	Westlock—St. Paul .....	Alberta .....	PCC
Strahl, Mark .....	Chilliwack—Fraser Canyon .....	Colombie-Britannique .....	PCC
Sullivan, Mike .....	York-Sud—Weston .....	Ontario .....	NPD
Sweet, David .....	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale .....	Ontario .....	PCC
Thibeault, Glenn .....	Sudbury .....	Ontario .....	NPD
Tilson, David .....	Dufferin—Caledon .....	Ontario .....	PCC
Toet, Lawrence .....	Elmwood—Transcona .....	Manitoba .....	PCC
Toews, L'hon. Vic, ministre de la Sécurité publique .....	Provencher .....	Manitoba .....	PCC
Toone, Philip .....	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine .....	Québec .....	NPD
Tremblay, Jonathan .....	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord .....	Québec .....	NPD
Trost, Brad .....	Saskatoon—Humboldt .....	Saskatchewan .....	PCC
Trottier, Bernard .....	Etobicoke—Lakeshore .....	Ontario .....	PCC
Trudeau, Justin .....	Papineau .....	Québec .....	Lib.
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine .....	London-Centre-Nord .....	Ontario .....	PCC
Turmel, Nycole .....	Hull—Aylmer .....	Québec .....	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Tweed, Merv	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Réforme démocratique)	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	PCC
Valeriotte, Frank	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC
Warawa, Mark	Langley	Colombie-Britannique	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	Alberta	PCC
Watson, Jeff	Essex	Ontario	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	Colombie-Britannique	PCC
Weston, Rodney	Saint John	Nouveau-Brunswick	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	Colombie-Britannique	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	Ontario	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Blackstrap	Saskatchewan	PCC
Young, Terence	Oakville	Ontario	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Première session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>ALBERTA (28)</b>		
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires)	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	PCC
Dreeshen, Earl	Red Deer	PCC
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Cons. ind.
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	PCC
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	PCC
Menzies, L'hon. Ted, ministre d'État (Finances)	Macleod	PCC
Merrifield, L'hon. Rob	Yellowhead	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	PCC
Payne, LaVar	Medicine Hat	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	PCC
Rempel, Michelle, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	PCC
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Réforme démocratique)	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	PCC
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)</b>		
Albas, Dan	Okanagan—Coquihalla	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	NPD
Cannan, Ron	Kelowna—Lake Country	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Davies, Don	Vancouver Kingsway	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Abbotsford	PCC
Findlay, Kerry-Lynne D., secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Delta—Richmond-Est	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Lib.
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	NPD
Savoie, Denise, La Vice-présidente	Victoria	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	North Vancouver	PCC
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	NPD
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	NPD
Strahl, Mark	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark	Langley	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	PCC
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)</b>		
Casey, Sean	Charlottetown	Lib.
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre du Revenu national	Egmont	PCC
<b>MANITOBA (14)</b>		
Ashton, Niki	Churchill	NPD
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	PCC
Bezan, James	Selkirk—Interlake	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Transports)	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Saint-Boniface	PCC
Hoepfner, Candice, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Portage—Lisgar	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Lib.
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	PCC
Toews, L'hon. Vic, ministre de la Sécurité publique	Provencher	PCC
Tweed, Merv	Brandon—Souris	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK (10)</b>		
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	PCC
Ashfield, L'hon. Keith, ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique	Fredericton	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Lib.
Moore, L'hon. Rob	Fundy Royal	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)	Madawaska—Restigouche	PCC
Weston, Rodney	Saint John	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE (11)</b>		
Armstrong, Scott	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Lib.
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique	South Shore—St. Margaret's	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	PCC
Leslie, Megan	Halifax	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale	Nova-Centre	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
<b>NUNAVUT (1)</b>		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	Nunavut	PCC
<b>ONTARIO (106)</b>		
Adams, Eve, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Mississauga—Brampton-Sud	PCC
Adler, Mark	York-Centre	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	PCC
Alexander, Chris, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Ajax—Pickering	PCC
Allen, Malcolm	Welland	NPD
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	PCC
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	PCC
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Lib.
Braid, Peter	Kitchener—Waterloo	PCC
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Newmarket—Aurora	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Brown, Patrick	Barrie	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	PCC
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Oak Ridges—Markham	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	PCC
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Oshawa	PCC
Cash, Andrew	Davenport	NPD
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	NPD
Daniel, Joe	Don Valley-Est	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Mississauga—Erindale	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales	Peterborough	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre associé de la Défense nationale	Vaughan	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	PCC
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Gill, Parm	Brampton—Springdale	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	NPD
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	PCC
Holder, Ed	London-Ouest	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ind.
James, Roxanne	Scarborough-Centre	PCC
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Kellway, Matthew	Beaches—East York	NPD
Kent, L'hon. Peter, ministre de l'Environnement	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Leitch, Kellie, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Simcoe—Grey	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	PCC
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
Mathysen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.
Menegakis, Costas	Richmond Hill	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Ressources naturelles	Eglinton—Lawrence	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	PCC
Poilievre, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre du Travail	Halton	PCC
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	NPD
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Trottier, Bernard	Etobicoke—Lakeshore	PCC
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	PCC
Valeriot, Frank	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	PCC
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff	Essex	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Young, Terence	Oakville	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>QUÉBEC (75)</b>		
Aubin, Robert	Trois-Rivières	NPD
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	NPD
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	BQ
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)	Beauce	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre des Anciens Combattants	Lévis—Bellechasse	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	NPD
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	NPD
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	NPD
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	NPD
Choquette, François	Drummond	NPD
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Lib.
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	NPD
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	NPD
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	BQ
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	NPD
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Genest, Réjean	Shefford	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	NPD
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	NPD
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	NPD
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	NPD
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	NPD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	NPD
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	NPD
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	NPD
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	NPD
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	NPD
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	BQ
Mulcair, Thomas, chef de l'opposition	Outremont	NPD
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	NPD
Nunez-Melo, José	Laval	NPD
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Papillon, Annick	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	NPD
Pécelet, Ève	La Pointe-de-l'Île	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	NPD
Pilon, François	Laval—Les Îles	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	NPD
Ravignat, Mathieu	Pontiac	NPD
Raynault, Francine	Joliette	NPD
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	NPD
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	NPD
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Lib.
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	NPD
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	NPD

#### SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)....	Blackstrap .....	PCC
<b>TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)</b>		
Andrews, Scott.....	Avalon .....	Lib.
Byrne, L'hon. Gerry .....	Humber—St. Barbe—Baie Verte .....	Lib.
Cleary, Ryan .....	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	NPD
Foote, Judy.....	Random—Burin—St. George's .....	Lib.
Harris, Jack .....	St. John's-Est .....	NPD
Penashue, L'hon. Peter, ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada .....	Labrador .....	PCC
Simms, Scott.....	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor.....	Lib.
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)</b>		
Bevington, Dennis.....	Western Arctic .....	NPD
<b>YUKON (1)</b>		
Leef, Ryan .....	Yukon.....	PCC

# LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 18 mai 2012 — 1<sup>re</sup> Session, 41<sup>e</sup> Législature)

## ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

**Président:** Pierre-Luc Dusseault

**Vice-présidents:** Scott Andrews  
Patricia Davidson

Charlie Angus  
Charmaine Borg  
Alexandre Boulerice

Brad Butt  
Blaine Calkins

John Carmichael  
Dean Del Mastro

Earl Dreeshen  
Colin Mayes

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Carolyn Bennett  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Paul Calandra  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Comartin

Joe Daniel  
Bob Dechert  
Rick Dykstra  
Wayne Easter  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef

Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Pat Martin  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton

Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

**Président:** Chris Warkentin

**Vice-présidents:** Carolyn Bennett  
Jean Crowder

Dennis Bevington  
Ray Boughen  
Rob Clarke

Jonathan Genest-Jourdain  
Carol Hughes

LaVar Payne  
Greg Rickford

Kyle Seeback  
David Wilks

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Niki Ashton  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Tyrone Benskin  
James Bezan  
Kelly Block  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Nathan Cullen  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreesen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Bruce Hyer  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Kevin Lamoureux  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Christine Moore  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Mathieu Ravignat  
Scott Reid

Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Romeo Saganash  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

**Président:** Larry Miller

**Vice-présidents:** Malcolm Allen  
Frank Valeriote

Alex Atamanenko  
Ruth Ellen Brosseau  
Randy Hoback

Pierre Lemieux  
Ben Lobb

LaVar Payne  
Francine Raynault

Brian Storseth  
Bob Zimmer

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Wayne Easter  
Mark Eyking  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Mylène Freeman  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy

Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Pat Martin  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young

---

## ANCIENS COMBATTANTS

**Président:** Greg Kerr

**Vice-présidents:** Sean Casey  
Peter Stoffer

Eve Adams	Richard Harris	Ben Lobb	Manon Perreault	(12)
Sylvain Chicoine	Wladyslaw Lizon	Irene Mathysen	Brian Storseth	
Corneliu Chisu				

### Membres associés

Mark Adler	Patricia Davidson	Kevin Lamoureux	Greg Rickford
Dan Albas	Bob Dechert	Guy Lauzon	Andrew Saxton
Harold Albrecht	Dean Del Mastro	Ryan Leef	Gary Schellenberger
Chris Alexander	Earl Dreeshen	Kellie Leitch	Kyle Seeback
Mike Allen	Kirsty Duncan	Pierre Lemieux	Judy Sgro
Dean Allison	Rick Dykstra	Chungsen Leung	Bev Shipley
Stella Ambler	Kerry-Lynne D. Findlay	Tom Lukiwski	Joy Smith
Rob Anders	Royal Galipeau	James Lunney	Robert Sopuck
David Anderson	Cheryl Gallant	Dave MacKenzie	Kevin Sorenson
Scott Armstrong	Randall Garrison	Wayne Marston	Mark Strahl
Jay Aspin	Alain Giguère	Colin Mayes	David Sweet
Joyce Bateman	Parm Gill	Phil McColeman	David Tilson
Leon Benoit	Shelly Glover	Cathy McLeod	Lawrence Toet
James Bezan	Robert Goguen	Costas Menegakis	Brad Trost
Kelly Block	Peter Goldring	Rob Merrifield	Bernard Trottier
Ray Boughen	Jacques Gourde	Élaine Michaud	Susan Truppe
Tarik Brahmi	Nina Grewal	Larry Miller	Merv Tweed
Peter Braid	Laurie Hawn	Rob Moore	Dave Van Kesteren
Garry Breitzkreuz	Bryan Hayes	Rick Norlock	Maurice Vellacott
Gordon Brown	Russ Hiebert	Tilly O'Neill Gordon	Mike Wallace
Lois Brown	Jim Hillyer	Deepak Obhrai	Mark Warawa
Patrick Brown	Randy Hoback	Ted Opitz	Chris Warkentin
Rod Bruinooge	Candice Hoeppner	LaVar Payne	Jeff Watson
Brad Butt	Ed Holder	Pierre Poilievre	John Weston
Paul Calandra	Roxanne James	Joe Preston	Rodney Weston
Blaine Calkins	Brian Jean	James Rajotte	David Wilks
Ron Cannan	Peter Julian	Brent Rathgeber	John Williamson
John Carmichael	Randy Kamp	Scott Reid	Stephen Woodworth
Colin Carrie	Gerald Keddy	Michelle Rempel	Terence Young
Michael Chong	Ed Komarnicki	Blake Richards	Wai Young
Rob Clarke	Daryl Kramp	Lee Richardson	Bob Zimmer
Joe Daniel	Mike Lake		

---

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

**Président:** David Tilson

**Vice-présidents:** Kevin Lamoureux  
Jinny Jogindera Sims

Rick Dykstra  
Alain Giguère  
Sadia Groguhé

Roxanne James  
Chungsen Leung

Costas Menegakis  
Ted Opitz

Rathika Sitsabaiesan  
John Weston

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Olivia Chow  
Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Jim Karygiannis  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Justin Trudeau  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## COMMERCE INTERNATIONAL

**Président:** Rob Merrifield

**Vice-présidents:** Don Davies  
Wayne Easter

Ron Cannan  
Russ Hiebert  
Ed Holder

Gerald Keddy  
Marc-André Morin

Annick Papillon  
Jasbir Sandhu

Bev Shipley  
Devinder Shory

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon

Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Larry Miller  
Rob Moore  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Massimo Pacetti  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Jinny Jogindera Sims  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

**COMPTES PUBLICS****Président:** David Christopherson**Vice-présidents:** Gerry Byrne  
Daryl KrampJay Aspin  
Joyce Bateman  
Lysane Blanchette-LamotheEarl Dreeschen  
Bryan HayesMathieu Ravignat  
Andrew SaxtonBev Shipley  
Glenn Thibeault

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Alexandre Boulерice  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob ClarkeJoe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan LeafKellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Pat Martin  
Colin Mayes  
John McCallum  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Massimo Pacetti  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake RichardsLee Richardson  
Greg Rickford  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

**CONDITION FÉMININE****Président:** Marie-Claude Morin**Vice-présidents:** Tilly O'Neill Gordon  
Judy SgroDan Albas  
Stella Ambler  
Niki AshtonJoyce Bateman  
Anne-Marie DayMylène Freeman  
Roxanne JamesSusan Truppe  
Wai Young

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Mark Adler  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Carolyn Bennett  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe DanielPatricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike LakeGuy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg RickfordAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Jinny Jogindera Sims  
Rathika Sitsabaiesan  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Bob Zimmer

**DÉFENSE NATIONALE****Président:** James Bezan**Vice-présidents:** Jack Harris  
John McKayChris Alexander  
Tarik Brahmi  
Corneliu ChisuCheryl Gallant  
Matthew KellwayChristine Moore  
Rick NorlockTed Opitz  
Mark Strahl

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia DavidsonBob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Randall Garrison  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy LauzonDominic LeBlanc  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Élaine Michaud  
Larry Miller  
Rob Moore  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Geoff Regan  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg RickfordAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Scott Simms  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Président:** Mark Warawa

**Vice-présidents:** Kirsty Duncan  
Megan Leslie

Stella Ambler  
François Choquette  
James Lunney

François Pilon  
Anne Minh-Thu Quach

Michelle Rempel  
Robert Sopuck

Lawrence Toet  
Stephen Woodworth

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke

Nathan Cullen  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Stéphane Dion  
Earl Dreeshen  
Linda Duncan  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Blake Richards  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Francis Scarpaleggia  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Jinny Jogindera Sims  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Lise St-Denis  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## FINANCES

**Président:** James Rajotte**Vice-présidents:** Scott Brison  
Peggy NashMark Adler  
Guy Caron  
Shelly GloverRandy Hoback  
Brian JeanHoang Mai  
Wayne MarstonCathy McLeod  
Dave Van Kesteren

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Scott Armstrong  
Niki Ashton  
Jay Aspin  
Alex Atamanenko  
Robert Aubin  
Paulina Ayala  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Tyrone Benskin  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Denis Blanchette  
Lysane Blanchette-Lamothe  
Kelly Block  
Françoise Boivin  
Charmaine Borg  
Ray Boughen  
Alexandre Boulerice  
Marjolaine Boutin-Sweet  
Tarik Brahmi  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Ruth Ellen Brosseau  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Andrew Cash  
Chris Charlton  
Sylvain Chicoine  
Robert Chisholm  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
François Choquette  
Olivia ChowDavid Christopherson  
Rob Clarke  
Ryan Cleary  
Joe Comartin  
Raymond Côté  
Jean Crowder  
Nathan Cullen  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Don Davies  
Libby Davies  
Anne-Marie Day  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Paul Dewar  
Pierre Dionne Labelle  
Fin Donnelly  
Rosane Doré Lefebvre  
Earl Dreeshen  
Matthew Dubé  
Kirsty Duncan  
Linda Duncan  
Pierre-Luc Dusseault  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Mylène Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Randall Garrison  
Réjean Genest  
Jonathan Genest-Jourdain  
Alain Giguère  
Parm Gill  
Yvon Godin  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Claude Gravelle  
Nina Grewal  
Sadia Groguhé  
Dan Harris  
Jack Harris  
Richard Harris  
Sana Hassainia  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Bruce HyerPierre Jacob  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Matthew Kellway  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
François Lapointe  
Jean-François Larose  
Alexandrine Latendresse  
Guy Lauzon  
Hélène Laverdière  
Hélène LeBlanc  
Ryan Leaf  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Chungsen Leung  
Laurin Liu  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Pat Martin  
Brian Masse  
Irene Mathysen  
Colin Mayes  
John McCallum  
Phil McColeman  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Élaine Michaud  
Larry Miller  
Christine Moore  
Rob Moore  
Dany Morin  
Isabelle Morin  
Marc-André Morin  
Marie-Claude Morin  
Thomas Mulcair  
Pierre Nantel  
Jamie Nicholls  
Rick Norlock  
José Nunez-Melo  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Massimo PacettiAnnick Papillon  
Claude Patry  
LaVar Payne  
Ève Pécelet  
Manon Perreault  
François Pilon  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
Anne Minh-Thu Quach  
John Rafferty  
Brent Rathgeber  
Mathieu Ravnignat  
Francine Raynault  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Jean Rousseau  
Romeo Saganash  
Jasbir Sandhu  
Denise Savoie  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Craig Scott  
Kyle Seeback  
Djaouida Sellah  
Judy Sgro  
Bev Shibley  
Devinder Shory  
Jinny Jogindera Sims  
Rathika Sitsabaiesan  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Kennedy Stewart  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
Mike Sullivan  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Philip Toone  
Jonathan Tremblay  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Nycole Turmel  
Merv Tweed  
Maurice Vellacott

Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin

Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston

David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth

Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

### SOUS-COMITÉ SUR LE PROJET DE LOI C-38 (PARTIE III) DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

**Président:** Blaine Calkins

**Vice-président:**

Mike Allen  
Stella Ambler  
David Anderson

Robert Chisholm  
Kirsty Duncan  
Peter Julian

Randy Kamp  
Megan Leslie  
Anne Minh-Thu Quach

Michelle Rempel  
Brian Storseth

(12)

### INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

**Président:** David Sweet

**Vice-présidents:** Brian Masse  
Geoff Regan

Peter Braid  
John Carmichael  
Cheryl Gallant

Dan Harris  
Mike Lake

Hélène LeBlanc  
Phil McColeman

Lee Richardson  
Kennedy Stewart

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Malcolm Allen  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
Tyrone Benskin  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Tarik Brahma  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Gerry Byrne  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke

Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Pierre Dionne Labelle  
Earl Dreesen  
Kirsty Duncan  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Dan Harris  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Ted Hsu  
Bruce Hyer  
Roxanne James  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Massimo Pacetti  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Greg Kerr

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Frank Valeriote  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE

**Président:** Dave MacKenzie

**Vice-présidents:** Françoise Boivin  
Irwin Cotler

Raymond Côté  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Robert Goguen

Pierre Jacob  
Brian Jean

Brent Rathgeber  
Craig Scott

Kyle Seeback  
Stephen Woodworth

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Sean Casey  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Stéphane Dion  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Ted Hsu  
Roxanne James  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Dominic LeBlanc  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford

Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Jinny Jogindera Sims  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Philip Toone  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## LANGUES OFFICIELLES

**Président:** Michael Chong

**Vice-présidents:** Stéphane Dion  
Yvon Godin

Tyrone Benskin  
Ray Boughen  
Pierre Dionne Labelle

Jacques Gourde  
Costas Menegakis

Élaine Michaud  
Bernard Trottier

John Weston  
John Williamson

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Françoise Boivin  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Rob Clarke  
Denis Coderre

Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Mylène Freeman  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Dominic LeBlanc  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Mathieu Ravignat  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards

Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Susan Truppe  
Nycole Turmel  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
Rodney Weston  
David Wilks  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

**LIAISON**

<b>Président:</b>	Dean Allison	<b>Vice-président:</b>	David Christopherson	
Leon Benoit	Ed Komarnicki	Marie-Claude Morin	David Tilson	(25)
James Bezan	Dave MacKenzie	Joe Preston	Merv Tweed	
Michael Chong	Pat Martin	James Rajotte	Mark Warawa	
Pierre-Luc Dusseault	Rob Merrifield	Joy Smith	Chris Warkentin	
Royal Galipeau	Larry Miller	Kevin Sorenson	Rodney Weston	
Greg Kerr	Rob Moore	David Sweet		

**Membres associés**

Malcolm Allen	Robert Chisholm	Hedy Fry	John McCallum
Scott Andrews	Olivia Chow	Marc Garneau	David McGuinty
Charlie Angus	Denis Coderre	Randall Garrison	John McKay
Mauril Bélanger	Joe Comartin	Yvon Godin	Tilly O'Neill Gordon
Carolyn Bennett	Irwin Cotler	Daryl Kramp	Massimo Pacetti
Dennis Bevington	Rodger Cuzner	Kevin Lamoureux	Geoff Regan
Françoise Boivin	Patricia Davidson	Hélène Laverdière	Francis Scarpaleggia
Garry Breitkreuz	Don Davies	Dominic LeBlanc	Judy Sgro
Scott Brison	Libby Davies	Megan Leslie	Scott Simms
Gerry Byrne	Fin Donnelly	Lawrence MacAulay	Peter Stoffer
Sean Casey	Kirsty Duncan	Hoang Mai	Frank Valeriote
Chris Charlton	Wayne Easter	Brian Masse	Mike Wallace

**SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ**

<b>Président:</b>	Dean Allison	<b>Vice-président:</b>	David Christopherson	
James Bezan	Joe Preston	Merv Tweed	Chris Warkentin	(7)
Larry Miller				

## OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

**Président:** Pat Martin

**Vice-présidents:** John McCallum  
Mike Wallace

Scott Armstrong  
Denis Blanchette  
Kelly Block

Peter Braid  
Ron Cannan

Linda Duncan  
Jacques Gourde

Jean-François Larose  
Bernard Trotter

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Ray Boughen  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert

Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch

Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
John McKay  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
Massimo Pacetti  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Geoff Regan  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## PATRIMOINE CANADIEN

**Président:** Rob Moore**Vice-présidents:** Pierre Nantel  
Scott SimmsScott Armstrong  
Gordon Brown  
Paul CalandraAndrew Cash  
Matthew DubéParm Gill  
Jim HillyerRathika Sitsabaiesan  
Terence Young

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Charlie Angus  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Mauril Bélanger  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe DanielPatricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Pierre Dionne Labelle  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Mylène Freeman  
Hedy Fry  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Bruce Hyer  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Jim Karygiannis  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed KomarnickiDaryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg RickfordAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Lise St-Denis  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Justin Trudeau  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Wai Young  
Bob Zimmer

## PÊCHES ET OCÉANS

**Président:** Rodney Weston

**Vice-présidents:** Robert Chisholm  
Lawrence MacAulay

Mike Allen  
Patricia Davidson  
Fin Donnelly

Bryan Hayes  
Randy Kamp

Ryan Leef  
Robert Sopuck

Philip Toone  
Jonathan Tremblay

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Gerry Byrne  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Rob Clarke  
Rodger Cuzner  
Joe Daniel  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreesen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Yvon Godin  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Joyce Murray  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Kevin Sorenson  
Peter Stoffer  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer



**RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET  
DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

**Président:** Ed Komarnicki

**Vice-présidents:** Chris Charlton  
Rodger Cuzner

Marjolaine Boutin-Sweet	Joe Daniel	Kellie Leitch	Phil McColeman	(12)
Brad Butt	François Lapointe	Colin Mayes	Devinder Shory	
Ryan Cleary				

**Membres associés**

Eve Adams	Bob Dechert	Guy Lauzon	Kyle Seeback
Mark Adler	Dean Del Mastro	Ryan Leef	Judy Sgro
Dan Albas	Earl Dreshen	Pierre Lemieux	Bev Shipley
Harold Albrecht	Matthew Dubé	Chungsen Leung	Jinny Jogindera Sims
Chris Alexander	Rick Dykstra	Wladyslaw Lizon	Rathika Sitsabaiesan
Mike Allen	Mark Eyking	Ben Lobb	Joy Smith
Dean Allison	Kerry-Lynne D. Findlay	Tom Lukiwski	Robert Sopuck
Stella Ambler	Mylène Freeman	James Lunney	Kevin Sorenson
Rob Anders	Royal Galipeau	Dave MacKenzie	Lise St-Denis
David Anderson	Cheryl Gallant	Wayne Marston	Brian Storseth
Scott Armstrong	Alain Giguère	Irene Mathysen	Mark Strahl
Jay Aspin	Parm Gill	Cathy McLeod	Mike Sullivan
Joyce Bateman	Shelly Glover	Costas Menegakis	David Sweet
Leon Benoit	Robert Goguen	Rob Merrifield	David Tilson
James Bezan	Peter Goldring	Larry Miller	Lawrence Toet
Lysane Blanchette-Lamothe	Jacques Gourde	Rob Moore	Brad Trost
Kelly Block	Nina Grewal	Marie-Claude Morin	Bernard Trottier
Ray Boughen	Richard Harris	Rick Norlock	Justin Trudeau
Peter Braid	Laurie Hawn	Tilly O'Neill Gordon	Susan Truppe
Garry Breitzkreuz	Bryan Hayes	Deepak Obhrai	Merv Tweed
Gordon Brown	Russ Hiebert	Ted Opitz	Dave Van Kesteren
Lois Brown	Jim Hillyer	LaVar Payne	Mike Wallace
Patrick Brown	Randy Hoback	Pierre Poilievre	Mark Warawa
Rod Bruinooge	Candice Hoepfner	Joe Preston	Chris Warkentin
Paul Calandra	Ed Holder	James Rajotte	Jeff Watson
Blaine Calkins	Roxanne James	Brent Rathgeber	John Weston
Ron Cannan	Brian Jean	Scott Reid	Rodney Weston
John Carmichael	Peter Julian	Michelle Rempel	David Wilks
Colin Carrie	Randy Kamp	Blake Richards	John Williamson
Andrew Cash	Gerald Keddy	Lee Richardson	Stephen Woodworth
Corneliu Chisu	Greg Kerr	Greg Rickford	Terence Young
Michael Chong	Daryl Kramp	Andrew Saxton	Wai Young
Rob Clarke	Mike Lake	Gary Schellenberger	Bob Zimmer
Patricia Davidson			

---

**RESSOURCES NATURELLES****Président:** Leon Benoit**Vice-présidents:** Peter Julian  
David McGuintyMike Allen  
David Anderson  
Blaine CalkinsJoe Daniel  
Royal GalipeauClaude Gravelle  
Laurin LiuJamie Nicholls  
Brad Trost

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
Scott Andrews  
Scott Armstrong  
Joyce Bateman  
Dennis Bevington  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Denis Coderre  
Nathan CullenPatricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Mylène Freeman  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy LauzonRyan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew SaxtonGary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## SANTÉ

**Président:** Joy Smith**Vice-présidents:** Libby Davies  
Hedy FryKelly Block  
Patrick Brown  
Colin CarrieParm Gill  
Matthew KellwayWladyslaw Lizon  
Dany MorinDjaouida Sellah  
Mark Strahl

(12)

**Membres associés**Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Carolyn Bennett  
Leon Benoit  
James Bezan  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia DavidsonBob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreshen  
Kirsty Duncan  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoeppner  
Ed Holder  
Carol Hughes  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy LauzonRyan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Megan Leslie  
Chungsen Leung  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Christine Moore  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Manon Perreault  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson  
Greg RickfordAndrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Jinny Jogindera Sims  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mike Sullivan  
David Sweet  
Glenn Thibeault  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trottier  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

**Président:** Kevin Sorenson

**Vice-présidents:** Randall Garrison  
Francis Scarpaleggia

Jay Aspin  
Rosane Doré Lefebvre  
Candice Hoepfner

Ryan Leef  
Rick Norlock

John Rafferty  
Brent Rathgeber

Jean Rousseau  
Wai Young

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke

Joe Comartin  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Don Davies  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Wayne Easter  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr

Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Bob Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Brian Masse  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Frank Valeriote  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Bob Zimmer

## TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS

**Président:** Merv Tweed

**Vice-présidents:** Olivia Chow  
Denis Coderre

Mark Adler  
Robert Aubin  
Ed Holder

Isabelle Morin  
Pierre Poilievre

Blake Richards  
Mike Sullivan

Lawrence Toet  
Jeff Watson

(12)

### Membres associés

Eve Adams  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Andrews  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitzkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Gerry Byrne  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu

Michael Chong  
Rob Clarke  
Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Roxanne James  
Brian Jean  
Peter Julian  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki

Daryl Kramp  
Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Brian Masse  
Colin Mayes  
John McCallum  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Peggy Nash  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid

Michelle Rempel  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Rathika Sitsabaiesan  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## COMITÉS MIXTES PERMANENTS

### BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

**Coprésidents:** Marie-P. Charette-Poulin  
Royal Galipeau

**Vice-coprésidents:** Carolyn Bennett  
Carol Hughes

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Salma Ataullahjan  
Nicole Eaton  
Jim Munson

Vivienne Poy  
Michel Rivard

Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Rob Clarke  
José Nunez-Melo  
Claude Patry

François Pilon  
Blake Richards  
Brad Trost  
Jeff Watson

(18)

#### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Dan Albas  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
Rob Anders  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Mauril Bélanger  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Garry Breitkreuz  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Corneliu Chisu  
Michael Chong

Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreeshen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Jim Hillyer  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Ted Hsu  
Roxanne James  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp

Mike Lake  
Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Lee Richardson

Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Maurice Vellacott  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
John Weston  
Rodney Weston  
David Wilks  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Terence Young  
Wai Young  
Bob Zimmer

## EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

**Coprésidents:** Chris Charlton  
Robert Runciman

**Vice-coprésidents:** Garry Breitreuz  
Massimo Pacetti

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Pierre-Hugues Boisvenu  
David Braley  
Mac Harb  
Céline Hervieux-Payette

Léo Housakos  
Wilfred P. Moore  
Josée Verner

Dan Albas  
Rob Anders  
Paulina Ayala  
Réjean Genest  
Sana Hassainia

Jim Hillyer  
Maurice Vellacott  
David Wilks  
Terence Young

(20)

### Membres associés

Eve Adams  
Mark Adler  
Harold Albrecht  
Chris Alexander  
Mike Allen  
Dean Allison  
Stella Ambler  
David Anderson  
Scott Armstrong  
Jay Aspin  
Joyce Bateman  
Leon Benoit  
James Bezan  
Kelly Block  
Ray Boughen  
Peter Braid  
Gordon Brown  
Lois Brown  
Patrick Brown  
Rod Bruinooge  
Brad Butt  
Paul Calandra  
Blaine Calkins  
Ron Cannan  
John Carmichael  
Colin Carrie  
Sean Casey  
Corneliu Chisu  
Michael Chong  
Rob Clarke  
Irwin Cotler

Joe Daniel  
Patricia Davidson  
Bob Dechert  
Dean Del Mastro  
Earl Dreesen  
Rick Dykstra  
Kerry-Lynne D. Findlay  
Royal Galipeau  
Cheryl Gallant  
Parm Gill  
Shelly Glover  
Robert Goguen  
Peter Goldring  
Jacques Gourde  
Nina Grewal  
Richard Harris  
Laurie Hawn  
Bryan Hayes  
Russ Hiebert  
Randy Hoback  
Candice Hoepfner  
Ed Holder  
Roxanne James  
Brian Jean  
Randy Kamp  
Gerald Keddy  
Greg Kerr  
Ed Komarnicki  
Daryl Kramp  
Mike Lake

Guy Lauzon  
Ryan Leef  
Kellie Leitch  
Pierre Lemieux  
Chungsen Leung  
Wladyslaw Lizon  
Ben Lobb  
Tom Lukiwski  
James Lunney  
Dave MacKenzie  
Colin Mayes  
Phil McColeman  
David McGuinty  
Cathy McLeod  
Costas Menegakis  
Rob Merrifield  
Larry Miller  
Rob Moore  
Rick Norlock  
Tilly O'Neill Gordon  
Deepak Obhrai  
Ted Opitz  
LaVar Payne  
Pierre Poilievre  
Joe Preston  
James Rajotte  
Brent Rathgeber  
Scott Reid  
Michelle Rempel  
Blake Richards

Lee Richardson  
Greg Rickford  
Andrew Saxton  
Gary Schellenberger  
Kyle Seeback  
Bev Shipley  
Devinder Shory  
Joy Smith  
Robert Sopuck  
Kevin Sorenson  
Brian Storseth  
Mark Strahl  
David Sweet  
David Tilson  
Lawrence Toet  
Brad Trost  
Bernard Trotter  
Susan Truppe  
Merv Tweed  
Dave Van Kesteren  
Mike Wallace  
Mark Warawa  
Chris Warkentin  
Jeff Watson  
John Weston  
Rodney Weston  
John Williamson  
Stephen Woodworth  
Wai Young  
Bob Zimmer

## **Comité des présidents des comités législatifs**

### **La Vice-présidente et présidente des comités pléniers**

MME DENISE SAVOIE

### **Le vice-président des comités pléniers**

M. BARRY DEVOLIN

### **Le vice-président adjoint des comités pléniers**

M. BRUCE STANTON

M. MIKE ALLEN

M. SCOTT ARMSTRONG

MME KELLY BLOCK

M. PETER BRAID

M. BLAINE CALKINS

MME JEAN CROWDER

M. DON DAVIES

MME IRENE MATHYSSEN

MME JOYCE MURRAY

M. BRENT RATHGEBER

M. GARY SCHELLENBERGER

M. GLENN THIBEAULT

## MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Marjory LeBreton	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Défense nationale
L'hon. Vic Toews	ministre de la Sécurité publique
L'hon. Rona Ambrose	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine
L'hon. Diane Finley	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Bev Oda	ministre de la Coopération internationale
L'hon. John Baird	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
L'hon. Jim Flaherty	ministre des Finances
L'hon. Peter Van Loan	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Jason Kenney	ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé
L'hon. Christian Paradis	ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)
L'hon. James Moore	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Denis Lebel	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord
L'hon. Keith Ashfield	ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique
L'hon. Peter Kent	ministre de l'Environnement
L'hon. Lisa Raitt	ministre du Travail
L'hon. Gail Shea	ministre du Revenu national
L'hon. John Duncan	ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
L'hon. Steven Blaney	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Ed Fast	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique
L'hon. Joe Oliver	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Peter Penashue	ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada
L'hon. Julian Fantino	ministre associé de la Défense nationale
L'hon. Bernard Valcourt	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)
L'hon. Gordon O'Connor	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Maxime Bernier	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)
L'hon. Diane Ablonczy	ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Steven Fletcher	ministre d'État (Transports)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)
L'hon. Ted Menzies	ministre d'État (Finances)
L'hon. Tim Uppal	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Alice Wong	ministre d'État (Aînés)
L'hon. Bal Gosal	ministre d'État (Sports)

## SÉCRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Dean Del Mastro	du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales
Mme Kerry-Lynne D. Findlay	du ministre de la Justice
M. Robert Goguen	du ministre de la Justice
M. Chris Alexander	du ministre de la Défense nationale
Mme Candice Hoepfner	du ministre de la Sécurité publique
M. Jacques Gourde	de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec
Mme Susan Truppe	pour la Condition féminine
Mme Kellie Leitch	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail
Mme Lois Brown	de la ministre de la Coopération internationale
M. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères
M. Bob Dechert	du ministre des Affaires étrangères
M. Andrew Saxton	du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
Mme Shelly Glover	du ministre des Finances
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Rick Dykstra	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
M. Chungsen Leung	pour le Multiculturalisme
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
M. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Paul Calandra	du ministre du Patrimoine canadien
M. Pierre Poilievre	du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
M. Colin Carrie	de la ministre de la Santé
M. Randy Kamp	du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique
Mme Michelle Rempel	du ministre de l'Environnement
Mme Cathy McLeod	de la ministre du Revenu national
M. Greg Rickford	du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
Mme Eve Adams	du ministre des Anciens Combattants
M. Gerald Keddy	du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique
M. David Anderson	du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé

## TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 18 mai 2012

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

#### Travaux des subsides

##### Motion de l'opposition — L'incident du *Komagata Maru*

M. Sandhu .....	8331
Motion .....	8331
M. Giguère .....	8332
Mme Sims .....	8332
M. Del Mastro .....	8332
M. Giguère .....	8333
M. Sandhu .....	8334
M. Lamoureux .....	8334
M. Menegakis .....	8334

##### Dépôt des excuses présentées par le gouvernement du Canada pour l'incident du *Komagata Maru*

M. Uppal .....	8335
----------------	------

##### Reprise du débat sur la motion de l'opposition

M. Uppal .....	8335
M. Sandhu .....	8336
M. Lamoureux .....	8337
M. Gill .....	8337
Mme Sims .....	8337

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

#### La Semaine des services médicaux d'urgence

Mme Smith .....	8338
-----------------	------

#### Les Jeux d'été du Canada

M. Dusseault .....	8338
--------------------	------

#### Le prix Kindred Spirit

M. Woodworth .....	8338
--------------------	------

#### La condition féminine

M. Easter .....	8339
-----------------	------

#### Les Knights de London

Mme Truppe .....	8339
------------------	------

#### Le Regroupement bénévole de Montcalm

Mme Perreault .....	8339
---------------------	------

#### La Fondation Katie Cares

Mme Hoepfner .....	8339
--------------------	------

#### L'Institut national canadien pour les aveugles

Mme Leitch .....	8339
------------------	------

#### Le Rose Festival

M. Allen (Welland) .....	8340
--------------------------	------

#### Rose Lax

M. Sweet .....	8340
----------------	------

#### Le championnat VEX Robotics

M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	8340
--------------------------------------	------

#### Le Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Menegakis .....	8340
--------------------	------

#### La Journée du drapeau haïtien

M. Bélanger .....	8340
-------------------	------

#### Le Nouveau Parti démocratique du Canada

Mme Glover .....	8341
------------------	------

#### Le ministre du Patrimoine canadien

Mme Sims .....	8341
----------------	------

#### Le chef du Nouveau Parti démocratique du Canada

Mme Rempel .....	8341
------------------	------

### QUESTIONS ORALES

#### Les pensions

M. Cullen .....	8341
M. Van Loan .....	8341
M. Cullen .....	8341
M. Van Loan .....	8342
M. Cullen .....	8342
M. Van Loan .....	8342
Mme Boivin .....	8342
Mme Glover .....	8342

#### Le directeur parlementaire du budget

Mme Boivin .....	8342
Mme Glover .....	8342

#### Les pensions

M. Coderre .....	8342
M. Van Loan .....	8343
M. Coderre .....	8343
M. Van Loan .....	8343

#### La recherche et le sauvetage

M. MacAulay .....	8343
M. Kamp .....	8343

#### L'assurance-emploi

M. Allen (Welland) .....	8343
Mme Leitch .....	8343
M. Allen (Welland) .....	8344
Mme Leitch .....	8344
M. Toone .....	8344
Mme Leitch .....	8344
M. Toone .....	8344
Mme Leitch .....	8344

#### La recherche et le sauvetage

M. Toone .....	8344
M. Kamp .....	8344
M. Garrison .....	8345
M. Kamp .....	8345
M. Garrison .....	8345
M. Kamp .....	8345

#### Les arts et la culture

Mme Doré Lefebvre .....	8345
M. Calandra .....	8345
Mme Doré Lefebvre .....	8345
M. Calandra .....	8345

#### Les pêches et les océans

M. MacAulay .....	8346
M. Kamp .....	8346

<b>Les 41<sup>es</sup> élections générales</b>	
M. Easter .....	8346
M. Del Mastro .....	8346
<b>Les coopératives canadiennes</b>	
M. Bélanger .....	8346
M. Ritz .....	8346
<b>La défense nationale</b>	
M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	8346
M. MacKay .....	8346
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue) .....	8347
M. MacKay .....	8347
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue) .....	8347
M. MacKay .....	8347
M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	8347
M. MacKay .....	8347
<b>Le registre des armes à feu</b>	
M. Breitzkreuz .....	8347
Mme Hoepfner .....	8347
<b>L'environnement</b>	
Mme Quach .....	8348
Mme Rempel .....	8348
Mme Quach .....	8348
Mme Rempel .....	8348
M. Scott .....	8348
M. Anderson .....	8348
M. Scott .....	8348
M. Anderson .....	8348
<b>L'assurance-emploi</b>	
M. Cuzner .....	8349
Mme Leitch .....	8349
<b>Les priorités du gouvernement</b>	
M. Brison .....	8349
M. Calandra .....	8349
<b>La défense nationale</b>	
M. Dewar .....	8349
M. Obhrai .....	8349
<b>La coopération internationale</b>	
M. Dewar .....	8349
M. Obhrai .....	8349
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Sweet .....	8350
M. Obhrai .....	8350
M. Lamoureux .....	8350
M. Obhrai .....	8350
<b>L'emploi</b>	
M. Larose .....	8350
M. Bernier .....	8350
<b>Les affaires étrangères</b>	
M. Gill .....	8350
Mme Ablonczy .....	8350
<b>Le logement</b>	
M. Sullivan .....	8351
Mme Leitch .....	8351
<b>L'emploi</b>	
M. Fortin .....	8351
M. Bernier .....	8351

<b>L'environnement</b>	
M. Hyer .....	8351
M. Kamp .....	8351

## AFFAIRES COURANTES

<b>Réponse du gouvernement à des pétitions</b>	
M. Lukiwski .....	8351
<b>Les délégations interparlementaires</b>	
M. Chisu .....	8351
<b>Les comités de la Chambre</b>	
<b>Santé</b>	
Mme Smith .....	8352
<b>Pétitions</b>	
<b>La Garde côtière canadienne</b>	
M. Toone .....	8352
<b>Les droits des enfants à naître</b>	
M. Schellenberger .....	8352
<b>La pauvreté</b>	
M. Schellenberger .....	8352
<b>L'avortement</b>	
M. Schellenberger .....	8352
<b>Les pensions</b>	
M. Lamoureux .....	8352
<b>L'environnement</b>	
M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	8352
<b>La République des îles Fidji</b>	
M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	8352
<b>Les droits des enfants à naître</b>	
M. Vellacott .....	8353
<b>CBC/Radio-Canada</b>	
Mme May .....	8353
<b>L'environnement</b>	
Mme May .....	8353
<b>Les droits des enfants à naître</b>	
Mme Ambler .....	8353
<b>Questions au <i>Feuilleton</i></b>	
M. Lukiwski .....	8353
<b>Questions transformées en ordres de dépôt de documents</b>	
M. Lukiwski .....	8353

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

<b>Travaux des subsides</b>	
<b>Motion de l'opposition — L'incident du <i>Komagata Maru</i></b>	
Motion .....	8354
M. Lamoureux .....	8354
M. Sandhu .....	8356
M. Gill .....	8356
M. Coderre .....	8357
Mme Sitsabaiesan .....	8357
M. Garrison .....	8358
M. Gill .....	8358
Mme Sims .....	8359
M. Gill .....	8360
M. Lamoureux .....	8360
M. Davies (Vancouver Kingsway) .....	8360
Report du vote sur la motion .....	8360

**INITIATIVES PARLEMENTAIRES**

**Le Régime de pensions du Canada**

Projet de loi C-326. Deuxième lecture.....	8361
M. Giguère.....	8361
M. Easter.....	8361

M. Menegakis.....	8363
Mme Perreault.....	8364
M. Armstrong.....	8365
Report du vote sur la motion.....	8367

**ANNEXE**

**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à  
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and  
Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the  
following address: <http://www.parl.gc.ca>